



LA SÉANCE PLÉNIÈRE ET L'ACTIVITÉ DU SÉNAT

(1^{er} octobre 2022 – 30 septembre 2023)

RAPPORT

présenté à M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT



TOME II
STATISTIQUES

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
PROPOS INTRODUCTIF	5
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE.....	7
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE ANNÉE PARLEMENTAIRE 2022-2023 (1 ^{ER} OCTOBRE 2022 – 30 SEPTEMBRE 2023)	9
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2022- 2023 (1 ^{ER} OCTOBRE 2022 – 30 JUIN 2023)	13
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION EXTRAORDINAIRE 2022-2023	15
STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT	17
L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2022-2023.....	21
I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT.....	23
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE.....	23
B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT	26
C. ACTIVITÉ DU SÉNAT	27
1. <i>Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques</i>	<i>27</i>
2. <i>Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale</i>	<i>34</i>
3. <i>Ordre du jour des espaces réservés</i>	<i>38</i>
4. <i>Ordre du jour des semaines gouvernementales</i>	<i>41</i>
II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT	51
A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT.....	51
B. TEXTES EXAMINÉS PAR LE SÉNAT	52
1. <i>Textes déposés</i>	<i>52</i>
2. <i>Liste des textes examinés.....</i>	<i>53</i>
3. <i>Modalités d'examen des textes en séance publique</i>	<i>62</i>
4. <i>Procédures particulières d'examen</i>	<i>64</i>
C. MODALITÉS D'ADOPTION DÉFINITIVE DES TEXTES	66
1. <i>Liste des textes définitivement adoptés</i>	<i>66</i>
2. <i>Répartition des textes définitivement adoptés par nature et par modalités d'adoption</i>	<i>70</i>
3. <i>Liste des 12 propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées.....</i>	<i>73</i>
4. <i>Commissions mixtes paritaires.....</i>	<i>75</i>
5. <i>Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution).....</i>	<i>77</i>

D. AMENDEMENTS.....	78
1. « Braquet » d'examen des amendements sur les textes dont la première lecture a été supérieure à 10 heures	78
2. Amendements déclarés irrecevables	79
3. Dix-sept textes ont fait l'objet du dépôt d'au moins 100 amendements.....	80
E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES).....	82
F. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	90
1. Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (32 déposées, 11 examinées, 10 adoptées)	90
2. Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (4 déposées, aucune examinée)	95
3. Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (7 déposées, aucune examinée en séance).....	95
G. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	97
III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT	98
A. DÉBATS	98
1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (4)	98
2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (3)	99
3. Interventions des forces armées à l'étranger	99
4. Débats d'initiative sénatoriale (41)	100
B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE	106
1. Questions d'actualité au Gouvernement.....	106
2. Questions orales	107
3. Questions écrites	108
C. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES	109
D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE.....	117
E. MISSIONS D'INFORMATION.....	118
F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT	119
1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 42 rapports)	119
2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat (total : 55 rapports).....	123
3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 49 rapports)	130
G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES	135
1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution.....	135
2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs - Année parlementaire 2022-2023	139

COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 64 ANS DU SÉNAT	141
I. NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES	143
II. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DÉPOSÉS	146
III. DÉCLARATIONS D'URGENCE PUIS PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES	148
IV. NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES DÉFINITIVEMENT ET NOMBRE D'AMENDEMENTS DE SÉANCE DÉPOSÉS ET ADOPTÉS	151
V. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{ÈRE} LECTURE)	154
VI. « BRAQUET » D'EXAMEN DES AMENDEMENTS (COMPARAISON PLURIANNUELLE)	156
VII. MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS (HORS CONVENTIONS)	158
A. TABLEAU RÉCAPITULATIF	158
B. LES COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES RÉUSSIES	160
C. LES LOIS ADOPTÉES, HORS CONVENTIONS, PAR ACCORD ENTRE LES DEUX ASSEMBLÉES (SOIT PAR LE JEU DE LA NAVETTE, SOIT À LA SUITE D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE)	162
D. LE DERNIER MOT DONNÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.....	164
VIII. ORIGINE DES LOIS PROMULGUÉES DEPUIS 1959	167
IX. TAUX DE REPRISE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES AMENDEMENTS ADOPTÉS AU SÉNAT DEPUIS 1970	169
X. QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT	171
XI. QUESTIONS ORALES	173
XII. QUESTIONS ÉCRITES	175
XIII. COMPARAISONS PLURIANNUELLES SUR L'ACTIVITÉ DU SÉNAT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE	178
A. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT	178
B. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT	179
1. <i>Textes définitivement adoptés</i>	179
2. <i>Statistiques relatives aux amendements en séance</i>	181
3. <i>Espaces réservés</i>	182
4. <i>Divers</i>	183
C. CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT	184
1. <i>Débats</i>	184
2. <i>Questions discutées en séance publique</i>	185
3. <i>Questions écrites posées par les sénateurs et réponses</i>	186
4. <i>Résolutions européennes</i>	186

XIV. SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2015-2016	187
XV. LISTE DES 75 COMMISSIONS DE CONTRÔLE ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1959	188
XVI. LISTE DES 96 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1969.....	198
ANNEXES CALENDRIERS DE LA SESSION 2022-2023.....	211
I. DATES DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS	211
II. CALENDRIER DE LA SESSION 2022-2023.....	212

PROPOS INTRODUCTIF

Le présent document rassemble les statistiques établies par la direction de la Séance sur l'activité du Sénat au cours de l'année parlementaire 2022-2023 (du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023).

Il comprend en introduction un **bilan général de l'année** (chiffres clés de la séance publique), ainsi que des statistiques relatives à la composition du Sénat.

Quatre ensembles de séries statistiques présentent ensuite de façon synthétique l'activité du Sénat : son **activité générale en séance publique** (I), son **activité législative** (II), son **activité de contrôle ou de « prospective »** (III) et des **comparaisons statistiques sur plusieurs années** (IV).

Les calendriers des Conférences des Présidents, des séances réservées et des semaines de séance sont rappelés en fin de volume (V).

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
ANNÉE PARLEMENTAIRE 2022-2023
(1^{ER} OCTOBRE 2022 - 30 SEPTEMBRE 2023)

	2022-2023	2021-2022	2020-2021
Semaines de séance publique	36	26	40
- Semaines gouvernementales	19	10,5	18,5
dont PLFSS et PLF	4	1,5	4
- Semaines sénatoriales	14	9,5	14
dont semaines de contrôle	7,5	7,5	7,5
- Session(s) extraordinaire(s)	3	5	6,5
		1	1
Jours de séance publique	115	80	142
Heures de séance publique	848 h 00	478 h 49	992 h 27
dont travaux législatifs	367 h 29	257 h 43	574 h 15
dont travaux de contrôle	187 h 07	136 h 08	191 h 50
dont lois de finances	153 h 33	52 h 22	177 h 36
dont lois de financement de la sécurité sociale	139 h 18	31 h 12	42 h 20
dont travaux divers	0 h 31	1 h 22	6 h 24
Durée moyenne du jour de séance	7 h 22	5 h 59	6 h 59
Heures de séances de soir/nuite	210 h 25 24,8 %	97 h 05 20 %	224 h 59 22,7 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	20 sur 47 42,6 %	91 sur 117 77,8 %	35 sur 94 37,2 %
Propositions de loi déposées au Sénat	265	213	185
Amendements déposés	22 020	7 344	20 062
- En commission	3 459	1 667	6 467
- En séance	18 561	5 677	13 595
Amendements adoptés	3 648	1 816	5 928
- En commission	1 565	826	3 233
- En séance	2 083	990	2 695
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	63 %	64 %	58 %
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	98	82	108
dont propositions de loi	74	61	68
(dont Sénat)	52	31	43
Textes examinés en procédures accélérées	53	48	53

	2022-2023	2021-2022	2020-2021
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	44	61	54
dont propositions de loi	29	41	19
dont Sénat	12	11	4
Conventions internationales adoptées définitivement	23	18	22
Total des textes adoptés définitivement	67	79	76
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	19	22	16
Adoptions texte CMP	22	29	25
Dernier mot à l'Assemblée nationale	3	10	13
Réunions CMP	28	42	38
Accords	23	29	25
Délai moyen d'adoption des textes¹ (en jours)	179	295	250

Ordonnances			
Nombre d'habilitations accordées	16	36	104
Nombre d'ordonnances publiées	27	42	109
Nombre d'ordonnances ratifiées	36	16	20

Débats d'initiative sénatoriale	41	32	45
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	4	5	6
Débats relatifs au Conseil européen	3	2	4
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

¹ Hors PLF, PLFR, PJJ de Règlement, PLFSS, PJJLC et conventions.

	2022-2023	2021-2022	2020-2021
Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	34	22	36
Nombre de questions	548	355	580
Questions orales discutées	588	339	421
Questions écrites			
Nombre de questions	5 503	6 837	6 699
Nombre de réponses	5 678	2 863	4 659
Scrutins publics	333	153	190

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
SESSION ORDINAIRE 2022-2023
(1^{ER} OCTOBRE 2022 - 30 JUIN 2023)

	2022-2023	2021-2022	2020-2021
Semaines de séance publique	33	21	33,5
- Semaines gouvernementales	19	10,5	18,5
dont PLFSS et PLF	4	1,5	4
- Semaines sénatoriales	14	9,5	14
dont semaines de contrôle	7,5	4,5	7,5
Jours de séance publique	106	66	118
Heures de séance publique	803 h 38	405 h 17	822 h 07
dont travaux législatifs	332 h 55	222 h 00	433 h 12
dont travaux de contrôle	180 h 39	122 h 09	174 h 48
dont lois de finances	151 h 46	29 h 13	165 h 20
dont lois de financement de la sécurité sociale	137 h 44	31 h 12	42 h 20
dont travaux d'ordre interne	0 h 31	0 h 41	6 h 24
Durée moyenne du jour de séance	7 h 34	6 h 08	6 h 58
Heures de séances de soir/nuite	200 h 59 25 %	76 h 34 19 %	173 h 21 21 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	17 sur 38 44,7 %	86 sur 101 85,1 %	30 sur 73 41,1 %
Propositions de loi déposées au Sénat	215	155	163
Amendements déposés			
- En commission	3 449	1 404	5 428
- En séance	17 831	4 562	10 383
Amendements adoptés			
- En commission	1 559	724	2 607
- En séance	1 988	852	2 181
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	91	77	94
dont propositions de loi	73	60	59
dont Sénat	52	31	42

	2022-2023	2021-2022	2020-2021
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	35	56	42
dont propositions de loi	25	40	18
dont Sénat	10	11	4
Conventions internationales adoptées définitivement	19	12	22
Total des textes adoptés définitivement	54	68	64
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	16	22	15
Adoptions texte CMP	16	24	17
Dernier mot à l'Assemblée nationale	3	10	10
Réunions CMP	24	36	29
Accords	19	24	18

Débats d'initiative sénatoriale	41	32	45
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	4	2	5
Débats relatifs au Conseil européen	3	2	4
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	32	19	31
Nombre de questions	516	306	499
Questions orales discutées	537	315	315
Questions écrites publiées			
Nombre de questions	4 573	3 821	5 557
Nombre de réponses	4 457	2 635	3 557

Scrutins publics	321	117	154
-------------------------	-----	-----	-----

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION EXTRAORDINAIRE 2022-2023

	2022-2023	2021-2022	2020-2021
Semaines de séance publique	3	5	6,5
Jours de séance publique	9	14	24
Heures de séance publique	44 h 22	73 h 31	170 h 20
dont travaux législatifs	34 h 33	35 h 42	141 h 02
dont travaux de contrôle	6 h 28	13 h 59	18 h 01
dont lois de finances	1 h 47	23 h 09	11 h 16
dont lois de financement de la sécurité sociale	1 h 34	-	-
dont travaux d'ordre interne	-	0 h 40	-
Durée moyenne du jour de séance	4 h 55	5 h 15	7 h 05
Heures de séances de soir/nuit	9 h 26 21,3 %	20 h 31 27,9 %	51 h 38 30,3 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	3 sur 9 26 %	5 sur 16 31,3 %	5 sur 21 23,8 %
Propositions de loi déposées au Sénat	50	58	22
Amendements déposés			
- En commission	10	263	1 039
- En séance	730	1 115	3 212
Amendements adoptés			
- En commission	6	102	626
- En séance	95	138	514
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	12	5	29
dont propositions de loi	3	1	10
dont Sénat	2 ¹	-	1

¹ L'examen de la proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique et l'examen de la proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des élus locaux dans la mise en œuvre de la lutte contre l'artificialisation des sols ont commencé au cours de la session ordinaire ; les conclusions des CMP ont elles été adoptées lors de la session extraordinaire. Ces textes sont donc comptés pour chacune des sessions mais ne sont comptabilisés qu'une seule fois dans le nombre de textes examinés au cours de la session.

	2022-2023	2021-2022	2020-2021
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	9	5	12
dont propositions de loi	4	1	1
dont Sénat	2	-	-
Conventions internationales adoptées définitivement	4	6	-
Total des textes adoptés définitivement	13	11	12
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	3	-	1
Adoption texte CMP	6	5	8
Dernier mot à l'Assemblée nationale	-	-	3
Réunions CMP	4	6	9
Accords	4	5	7

Débats d'initiative sénatoriale	-	-	-
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	-	3	1
Débats relatifs au Conseil européen	-	-	-
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

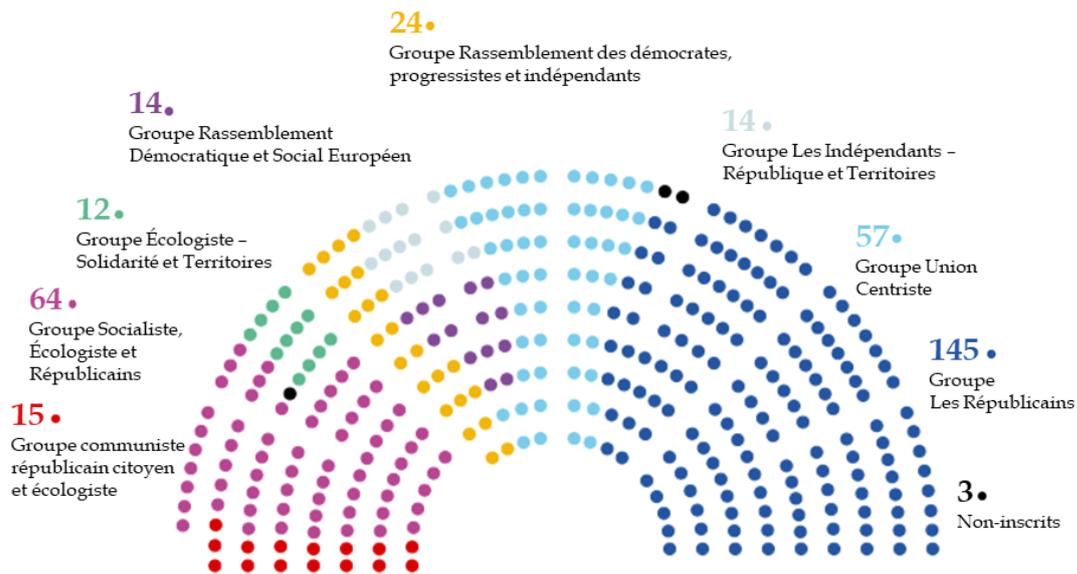
Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	2	3	5
Nombre de questions	32	49	81
Questions orales discutées	51	24	106
Questions écrites publiées			
Nombre de questions	930	3 016	1 142
Nombre de réponses	1 221	228	1 102

Scrutins publics	12	36	36
-------------------------	----	----	----

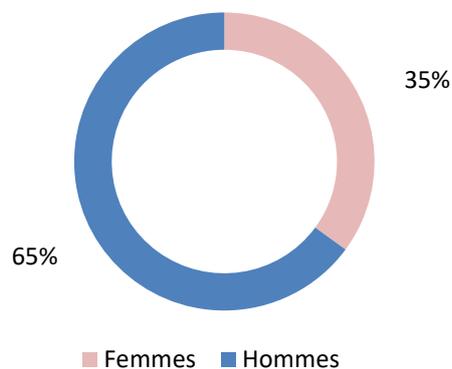
STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT ¹

Effectifs des groupes
(30 septembre 2023)

348 sénateurs

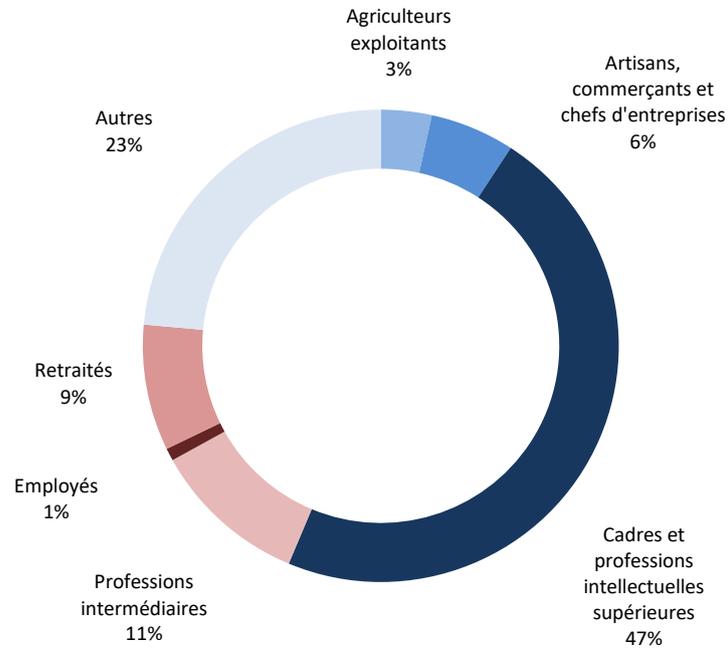


Répartition des sénateurs par sexe
(30 septembre 2023)

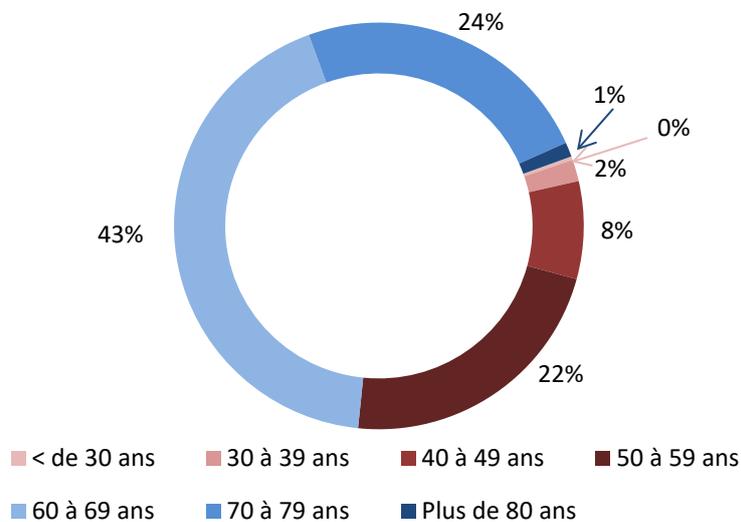


¹ Avant le renouvellement du 24 septembre 2023.

Répartition des sénateurs par professions et catégories socioprofessionnelles (30 septembre 2023)



Les sénateurs par tranche d'âge au 30 septembre 2023 (348 sénateurs) Moyenne d'âge : 62 ans et 4 mois



**Missions temporaires des sénateurs
lors de l'année parlementaire 2022-2023**

(4 missions)

Nom des parlementaires	Intitulé de la mission	Ministre auprès duquel s'exerce la mission	Date du décret de nomination	Fin de la mission
Mme Dominique VÉRIEN	Traitement judiciaire des violences intra-familiales	M. Éric DUPOND-MORETTI, garde des sceaux, ministre de la justice, et Mme Isabelle ROME, ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances	28.09.2022	27.03.2023
M. Dominique THÉOPHILE	Développement de la pratique sportive en outre-mer	Mme Amélie OUDÉA-CASTÉRA, ministre des sports et des jeux Olympiques et Paralympiques, et Jean-François CARENCO, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer	24.10.2022	23.04.2023
M. Julien BARGETON	Financement des politiques publiques en direction de la filière musicale	Mme Rima ABDUL-MALAK, ministre de la culture	24.10.2022	23.04.2023
M. Bernard DELCROS	Accessibilité et enrichissement des dispositifs France Services	M. Stanislas GUERINI, ministre de la transformation et de la fonction publiques	15.02.2023	01.08.2023

**Évolution des effectifs des groupes politiques
au cours de la session 2022-2023**

Date	Groupes politiques																Sièges vacants			
	Les Républicains			SER		UC			RDPI		CRCE		RDSE		Les Indépendants			GEST	NI	
	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.				Ratt.
																		Memb.	App.	
31.12.2022	114	16	14	64	-	50	5	2	24	14	1	14	1	14	12	1	1	12	4	-
05.01.2023	114	17	14	64	-	50	5	2	24	14	1	14	1	14	12	1	1	12	3	-
09.02.2023	115	17	13	64	-	50	5	2	24	14	1	14	1	14	12	1	1	12	3	-

L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2022-2023

L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2022-2023

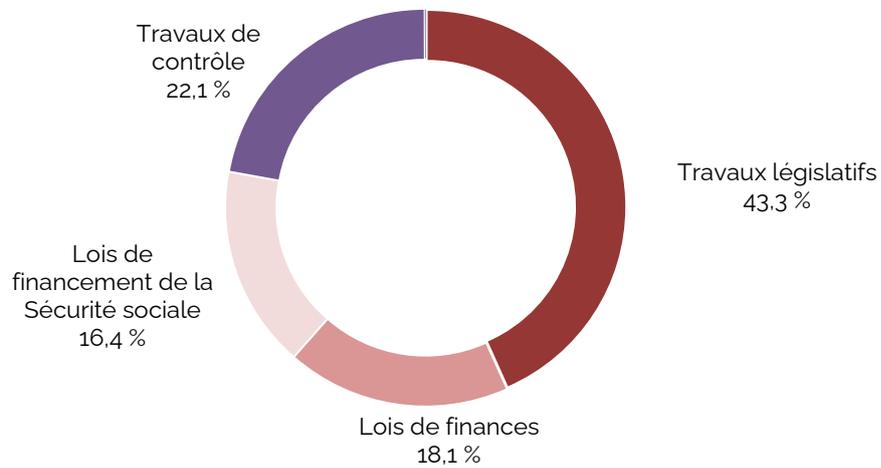
I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE

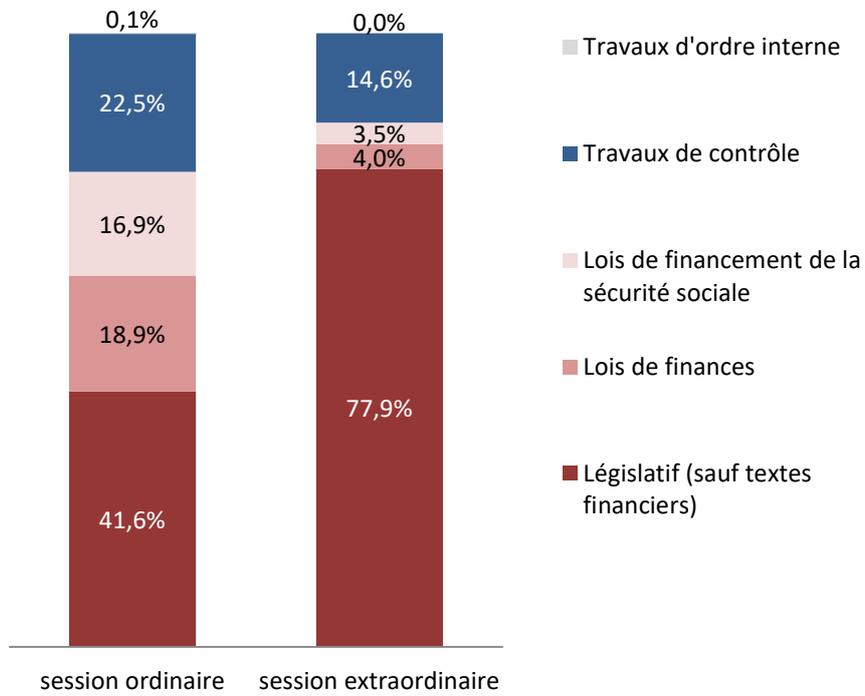
SESSIONS		Session ordinaire	Session extraordinaire	TOTAL
SÉANCE	Semaines	33	3	36
	Jours	106	9	115
TRAVAUX LÉGISLATIFS (hors textes financiers)	Sem. Gouv.	177 h 30	34 h 33	212 h 04
	Sem. Sénat	155 h 25	0 h 00	155 h 25
	Sous-total	332 h 55	34 h 33	367 h 29
LOIS DE FINANCES	LF initiale (toutes lectures)	146 h 12	0 h 00	146 h 12
	Autres LF	5 h 34	1 h 46	7 h 21
	Sous-total	151 h 46	1 h 46	153 h 33
LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	LFSS initiale	38 h 30	0 h 00	38 h 30
	Autres LFSS	99 h 13	1 h 34	100 h 47
	Sous-total	137 h 44	1 h 34	139 h 18
TRAVAUX DE CONTROLE	QO	40 h 10	2 h 47	42 h 57
	QAG	40 h 11	3 h 41	43 h 52
	Débats d'initiative sénatoriale	66 h 35	0 h 00	66 h 35
	Débats européens	7 h 03	0 h 00	7 h 03
	Déclarations et messages	9 h 27	0 h 00	9 h 27
	PPR 34-1	15 h 04	0 h 00	15 h 04
	PPR européenne	2 h 07	0 h 00	2 h 07
	Sous-total	180 h 39	6 h 28	187 h 07

SESSIONS		Session ordinaire	Session extraordinaire	TOTAL
TRAVAUX D'ORDRE INTERNE	PPR modifiant le règlement du Sénat	0 h 00	0 h 00	0 h 00
	Autre travaux d'ordre interne	0 h 31	0 h 00	0 h 31
	Sous-total	0 h 31	0 h 00	0 h 31
TOTAL GÉNÉRAL		803 h 38	44 h 22	848 h 00

**Répartition des heures de séance par nature des travaux
Année parlementaire 2022-2023**



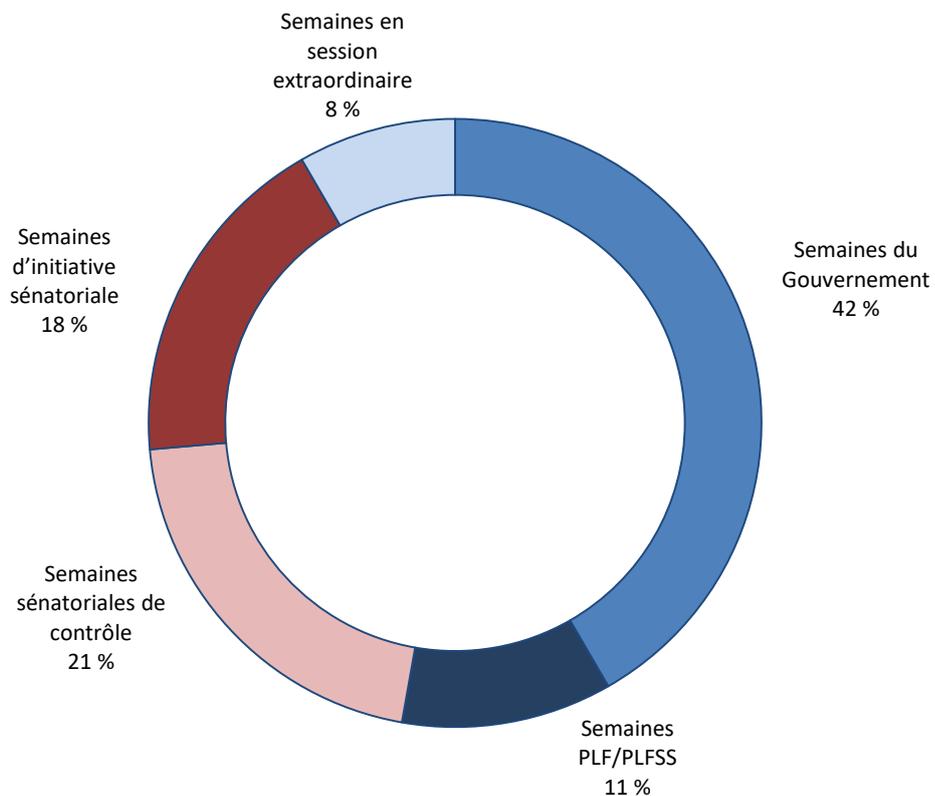
Répartition des heures de séance par nature des travaux Au cours de la session ordinaire et de la session extraordinaire



B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT

Partage des semaines d'ordre du jour Gouvernement/Sénat

Semaines de séance publique	2022-2023	2021-2022
Semaines de séance en session ordinaire	33	21
Semaines gouvernementales	19	11
• <i>dont semaines du Gouvernement</i>	15	9
• <i>dont semaines PLF/PLFSS</i>	4	2
Semaines sénatoriales	14	9
• <i>dont semaines sénatoriales de contrôle</i>	7,5	4,5
• <i>dont semaines d'initiative sénatoriale</i>	6,5	4,5
Autre semaine	0	1
Semaines de séance en session extraordinaire	3	5



C. ACTIVITÉ DU SÉNAT

1. Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Première semaine de contrôle					
04.10.22	Débat d'initiative	sur les États généraux de la justice	Groupe Les Républicains	1 h 40	-
04.10.22	Débat d'initiative	sur les urgences hospitalières et les soins non programmés	Groupe Les Républicains	1 h 32	-
04.10.22	Débat d'initiative	sur la prise en compte des territoires, des savoir-faire et des cultures dans l'élaboration de réglementations européennes d'harmonisation	Commission des affaires européennes	1 h 49	-
04.10.22	Débat d'initiative	sur les conclusions du rapport : « Abysses : la dernière frontière ? »	MI Fonds marins	1 h 55	-
05.10.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 19	-
05.10.22	Débat d'initiative	d'actualité sur le thème : « Atteintes aux droits des femmes et aux droits de l'homme en Iran »	Président du Sénat	1 h 11	-
05.10.22	Débat d'initiative	sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale	Délégation aux outre-mer	1 h 34	-
05.10.22	PPLS	visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce	Gouvernement	0 h 38	Adoption
05.10.22	Débat d'initiative	sur les conclusions du rapport : « Cinq plans pour reconstruire la souveraineté économique »	Commission des affaires économiques	2 h 04	-
06.10.22	Questions	Questions orales	Gouvernement	2 h 10	-
06.10.22	Débat d'initiative	sur les conclusions du rapport : « Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France »	MI Recherche Innovation	1 h 16	-
06.10.22	Débat d'initiative	sur le thème : « Quelle place donner aux acteurs du médico-social dans l'organisation des soins de demain sur nos territoires ? »	Groupe RDPI	1 h 23	-

¹ Hors espaces réservés

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Deuxième semaine de contrôle					
14.11.22	Débat d'initiative	sur l'enseignement professionnel	Groupe Les Républicains	1 h 32	-
14.11.22	Débat d'initiative	sur le thème : « Quel bilan pour Parcoursup ? »	Groupe CRCE	1 h 48	-
15.11.22	PLFSS	sur l'ensemble pour 2023 (Explications de vote et scrutin solennel)	Conférence des Présidents	1 h 12	Adoption
15.11.22	PPR 34-1	visant à appliquer des sanctions à l'encontre de l'Azerbaïdjan et exiger son retrait immédiat du territoire arménien, à faire respecter l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, et favoriser toute initiative visant à établir une paix durable entre les deux pays	Président du Sénat	1 h 34	Adoption
15.11.22	Débat d'initiative	sur la situation et les perspectives des collectivités territoriales	Groupe Les Républicains	1 h 40	-
16.11.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 18	-
16.11.22	PLFR	pour 2022 (2) « Superpriorité » gouvernementale ¹	Gouvernement	4 h 34	Adoption
17.11.22	Convention	3 conventions examinées en procédure simplifiée	Gouvernement	0 h 02	3 Adoptions définitives
17.11.22	PPR 34-1	portant sur le développement économique de la filière du chanvre en France et l'amélioration de la réglementation des produits issus du chanvre	Groupe EST	1 h 24	Adoption
17.11.22	PJL	portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi (CMP)	Gouvernement	0 h 55	Adoption définitive
Troisième semaine de contrôle					
10.01.23	Débat d'initiative	sur la gestion de l'eau dans une perspective économique et écologique	Groupe Les Républicains	1 h 36	-
10.01.23	Débat d'initiative	sur l'instauration de zones à faible émission (ZFE)	Groupe Les Républicains	1 h 34	-

¹ Examen dans les semaines réservées au Sénat des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale, ainsi que, hors des semaines réservées au contrôle, des textes transmis depuis six semaines au moins, des projets de loi relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger (article 48, alinéa 3 de la Constitution).

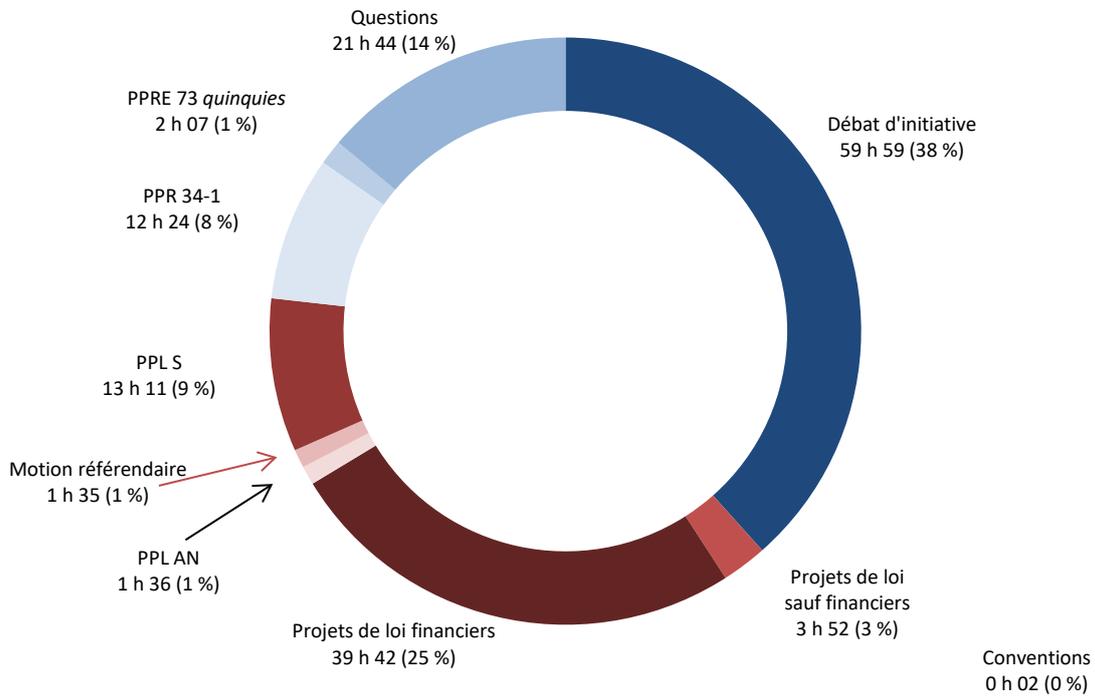
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
10.01.23	Débat d'initiative	sur le thème : « Mieux rémunérer le travail en France : la nécessité d'un Grenelle sur les salaires »	Groupe SER	1 h 37	-
10.01.23	Débat d'initiative	sur les conclusions du rapport : « Faire de la RSE une ambition et un atout pour chaque entreprise »	Délégation aux entreprises	1 h 50	-
11.01.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
11.01.23	Débat d'initiative	d'actualité sur le thème : « La crise du système de santé »	Président du Sénat	1 h 40	-
11.01.23	Débat d'initiative	sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales	Commission des Finances	1 h 36	-
11.01.23	Débat d'initiative	sur la politique du logement dans les outre-mer	Délégation aux outre-mer	1 h 41	-
12.01.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	2 h 03	-
12.01.23	PPR 34-1	proposant au Gouvernement de sortir le système électrique des mécanismes concurrentiels	Groupe CRCE	1 h 21	Rejet
Quatrième semaine de contrôle					
07.02.23	PPR 34-1	exprimant le soutien du Sénat à l'Ukraine, condamnant la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appelant au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine	Président du Sénat	1 h 30	Adoption
07.02.23	Débat d'initiative	sur le thème : « Automobile : tout électrique 2035, est-ce réalisable ? »	Groupe Les Républicains	1 h 40	-
07.02.23	PJL	relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (CMP)	Gouvernement	1 h 00	Adoption définitive
07.02.23	Débat d'initiative	sur les conclusions du rapport : « Commerce extérieur : l'urgence d'une stratégie publique pour nos entreprises »	Délégation aux entreprises	1 h 45	-
07.02.23	Débat d'initiative	sur les conclusions du rapport : « Compétitivité : une urgence pour redresser la ferme France »	Commission des affaires économiques	1 h 59	-
08.02.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
08.02.23	Débat d'initiative	d'actualité sur le thème : « Quelle réponse européenne aux récentes mesures protectionnistes américaines ? »	Président du Sénat	1 h 26	-
08.02.23	PPR 34-1	relative à la reconnaissance du génocide des Assyro-Chaldéens de 1915-1918	Groupe Les Républicains	1 h 14	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
08.02.23	PPRE 73 <i>quinquies</i>	en application de l'article 73 <i>quinquies</i> du Règlement, sur l'avenir de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex)	Groupes SER & EST	2 h 07	Adoption
09.02.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	1 h 39	-
09.02.23	Débat d'initiative	sur le thème : « L'État territorial, entre mirage et réalité »	Délégation aux collectivités territoriales	1 h 54	-
Cinquième semaine de contrôle					
01.03.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 13	-
01.03.23	Débat d'initiative	d'actualité sur le thème : les conséquences de l'inflation sur le pouvoir d'achat des français	Président du Sénat	1 h 17	-
01.03.23	PPR 34-1	appelant à faire de la lutte contre les violences pornographiques une priorité de politique publique	Groupe UC	1 h 28	Adoption
01.03.23	PPL S	visant à renforcer la voix des élus locaux au sein du service public de l'assainissement francilien	Groupe Les Républicains	0 h 51	Adoption
01.03.23	Débat d'initiative	sur la mixité sociale à l'école	Groupe SER	1 h 43	-
02.03.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	1 h 43	-
02.03.23	PLFRSS	pour 2023 (retraites) <i>(suite de l'examen en première lecture en semaine Gouvernementale)</i> « Superpriorité » Gouvernementale	Gouvernement	33 h 56	<i>Adoption en semaine gouvernementale</i>
03.03.23	Motion référendaire	tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023	Sans demandeur	1 h 35	Rejet
Sixième semaine de contrôle					
11.04.23	Débat d'initiative	sur le thème : « L'avenir de la ressource en eau : comment en améliorer la gestion ? »	Délégation à la Prospective	2 h 01	-
11.04.23	Débat d'initiative	sur le thème : « Harcèlement scolaire : quel plan d'action pour des résultats concrets ? »	Groupe Les Républicains	1 h 50	-
11.04.23	PPL S	pour une école de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité	Groupe Les Républicains	5 h 44	Adoption
12.04.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 13	-

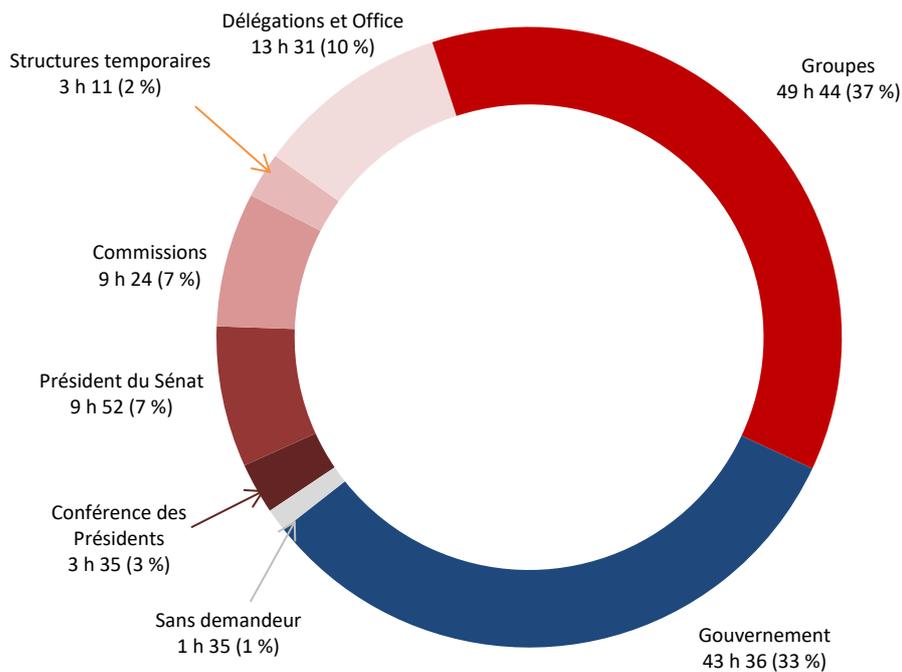
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
12.04.23	Débat d'initiative	d'actualité sur le thème : « Impacts économique, social et politique de l'intelligence artificielle générative »	Président du Sénat	1 h 12	-
12.04.23	PPR 34-1	exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces de l'ordre déployées sur tout le territoire national	Groupes Les Républicains & UC	1 h 18	Adoption
12.04.23	PJL	relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (CMP)	Gouvernement	0 h 52	Adoption définitive
12.04.23	Débat d'initiative	sur la pollution lumineuse	OPECST	1 h 24	-
13.04.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	1 h 54	-
13.04.23	PPL AN	portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier (CMP)	Gouvernement	0 h 49	Adoption définitive
13.04.23	Débat d'initiative	sur l'état de la justice dans les outre-mer	Groupe SER	1 h 23	-
Septième semaine de contrôle					
02.05.23	Débat d'initiative	sur le thème : « Quelles solutions pour développer l'hydrogène au sein de notre mix énergétique ? »	Groupe Les Républicains	1 h 24	-
02.05.23	PPL S	visant à assurer la qualité et la pérennité des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique	Groupe Les Républicains	2 h 29	Adoption
02.05.23	Débat d'initiative	sur le thème : « Quelle réponse au phénomène mondialisé des fraudes fiscales aux dividendes ? »	Groupe CRCE	1 h 39	-
03.05.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
03.05.23	Débat d'initiative	sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques	Commission des Finances	1 h 54	-
Huitième semaine de contrôle					
30.05.23	PJL	visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (Explications de vote et scrutin solennel)	Conférence des Présidents	1 h 04	Adoption
30.05.23	Débat d'initiative	sur la France rurale face à la disparition des services au public	Groupe Les Républicains	1 h 32	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
30.05.23	PPL S	visant à verser automatiquement une bourse d'études (échelon 7) aux étudiants dont au moins l'un des deux parents est porteur d'un handicap (dont le taux d'incapacité est supérieur à 80 %)	Groupe Les Républicains	0 h 53	Adoption
30.05.23	PPL S	visant à reconnaître et à soutenir les entrepreneurs français à l'étranger	Groupe Les Républicains	2 h 34	Adoption
31.05.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
31.05.23	Débat d'initiative	sur le bilan de l'application des lois	Conférence des Présidents	1 h 19	-
31.05.23	Débat d'initiative	sur la gestion des déchets dans les outre-mer	Délégation aux outre-mer	1 h 18	-
31.05.23	PPR 34-1	proposant au Gouvernement de renforcer l'accès aux services publics	Groupe RDSE	1 h 17	Adoption
01.06.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	1 h 56	-
01.06.23	PPR 34-1	visant à interdire l'importation de produits issus du travail forcé de la population ouïghoure en République populaire de Chine	Groupe EST	1 h 16	Adoption
01.06.23	PPL AN	visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux (CMP)	Gouvernement	0 h 47	Adoption définitive

Répartition du temps de séance en semaine de contrôle selon la nature des sujets (hors espaces réservés)



Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription (hors espaces réservés et hors questions)



2. Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Première semaine d'initiative sénatoriale					
18.10.22	PJL	d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (<i>Explications de vote et scrutin solennel</i>)	Conférence des Présidents	1 h 08	Adoption
18.10.22	PPL S	visant à la consolidation et à la professionnalisation de la formation des internes en médecine générale afin de lutter contre « les déserts médicaux »	Groupe Les Républicains	3 h 06	Adoption
18.10.22	Débat d'initiative	sur les finances locales	Commission des finances	1 h 34	-
18.10.22	PPL S	encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques	CE Cabinets de conseil	4 h 08	Adoption
19.10.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 18	-
Deuxième semaine d'initiative sénatoriale					
06.12.22	PPL S	visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée (<i>2^e lecture</i>)	Commission des affaires économiques	0 h 56	Adoption
06.12.22	PPL S	sur le déroulement des élections sénatoriales	Commission des lois	0 h 49	Adoption
06.12.22	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2022	Conférence des Présidents	2 h 25	-
07.12.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 21	-
Troisième semaine d'initiative sénatoriale					
31.01.23	PJL	relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (<i>Explications de vote et scrutin solennel</i>)	Conférence des Présidents	1 h 11	Adoption
31.01.23	PPL S	visant à régulariser le PLUi de la Communauté de communes du Bas Chablais	Groupe Les Républicains	1 h 19	Adoption
31.01.23	PPL S	tendant à renforcer la protection des épargnants	Groupe Les Républicains	3 h 22	Adoption
31.01.23	PPL AN	visant à protéger les logements contre l'occupation illicite	Groupe RDPI	6 h 26	Adoption

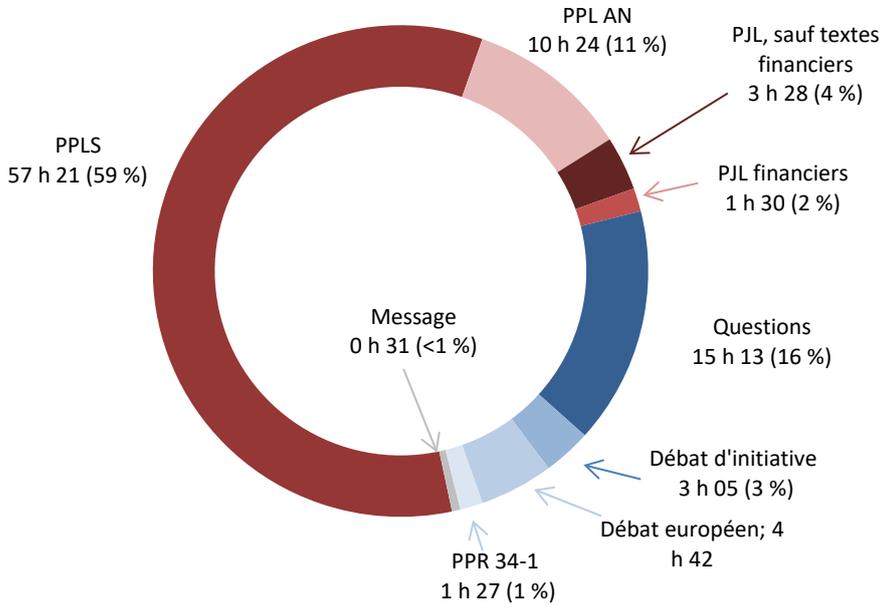
¹ Hors espaces réservés

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
01.02.23	Message	Allocution de M. Rouslan Stéfantchouk, Président de la Rada d'Ukraine	Conférence des Présidents	0 h 31	-
01.02.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 19	-
01.02.23	PPL AN	visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction des vingt-cinq années d'assurance les plus avantageuses	Groupe Les Républicains	1 h 29	Adoption définitive
Quatrième semaine d'initiative sénatoriale					
14.03.23	PPL S	organique visant à permettre à Saint-Barthélemy de participer à l'exercice de compétences de l'État	Groupe Les Républicains	1 h 37	Adoption
14.03.23	PPL S	visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires	CS ZAN	12 h 06	Adoption
15.03.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 14	-
15.03.23	Débat européen	préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2023	Conférence des Présidents	2 h 16	-
16.03.23	PLFRSS	pour 2023 (CMP) « Superpriorité » gouvernementale	Gouvernement	1 h 30	Adoption
Cinquième semaine d'initiative sénatoriale					
04.04.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	3 h 15	-
04.04.23	PPL S	créant une résidence d'attache pour les Français établis hors de France	Groupe Les Républicains	2 h 28	Adoption
04.04.23	PPL S	visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie	Commissions de l'aménagement du territoire et du développement durable & des affaires économiques	6 h 59	Adoption
05.04.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 15	-
Sixième semaine d'initiative sénatoriale					
16.05.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	3 h 04	-
16.05.23	PPL S	visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos	Groupe Les Républicains	1 h 27	Adoption

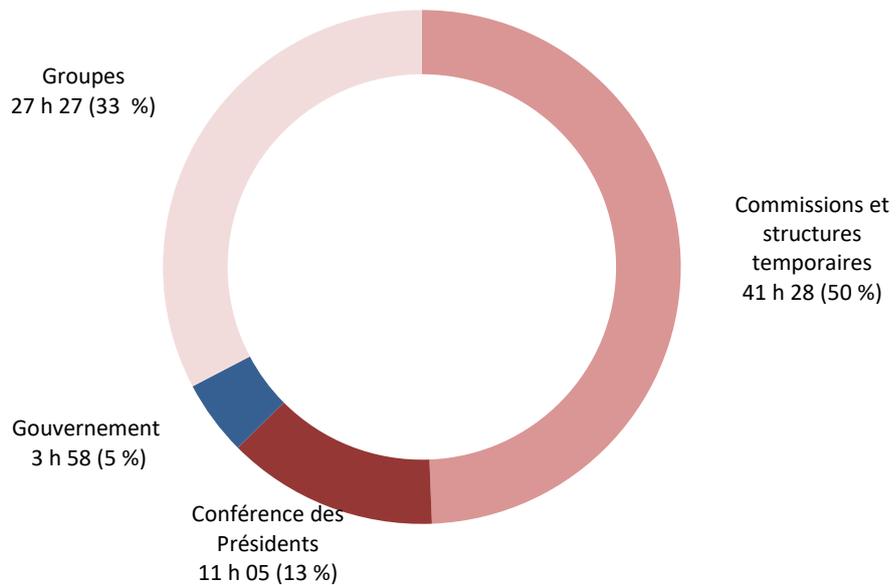
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
16.05.23	PPL S	pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France (Hors explications de vote et le scrutin solennel)	Commission des affaires économiques	8 h 46	Adoption en semaine gouvernementale
17.05.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-
17.05.23	PPR 34-1	relative à la reconnaissance du génocide ukrainien de 1932-1933	Groupes Les Républicains & UC	1 h 27	Adoption
Septième semaine d'initiative sénatoriale					
12.06.23	PPL S	relative à la reconnaissance biométrique dans l'espace public	Groupe Les Républicains	2 h 01	Adoption
12.06.23	PPL S	relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle	Commission de la culture	6 h 05	Adoption
13.06.23	PJL & PJLO	d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 & organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (Explications de vote et scrutin solennel communs aux deux projets de loi)	Conférence des Présidents	1 h 08	2 Adoptions
13.06.23	Débat d'initiative	sur les enjeux de la France communale et l'avenir de la commune en France	Groupe Les Républicains	1 h 30	-
13.06.23	PPL S	relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques	Conférence des Présidents	0 h 55	Adoption
14.06.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 10	-
14.06.23	PPL AN	visant à protéger les logements contre l'occupation illicite ¹ (Suite de la 2 ^e lecture) « Superpriorité » gouvernementale	Gouvernement	2 h 28	Adoption définitive
15.06.23	PPL S	visant à développer l'attractivité culturelle, touristique et économique des territoires via l'ouverture du mécénat culturel aux sociétés publiques locales	Groupes SER & UC	1 h 09	Adoption

¹ La proposition de loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite a été examinée en deuxième lecture dans le cadre de l'ordre du jour réservé au groupe RDPI, puis, n'ayant pu être examinée intégralement dans cet espace, inscrite le soir même à l'ordre du jour du Sénat par le Gouvernement. Sa durée totale d'examen est de 2 h 50 (0 h 22 dans le cadre de l'espace réservé et 2 h 28 dans le cadre de l'inscription demandée par le Gouvernement).

Répartition du temps de séance en semaine d'initiative selon la nature des sujets (hors espaces réservés)



Répartition des heures de séance en semaine d'initiative par groupe auteur de la demande d'inscription (hors espaces réservés et hors questions)



3. Ordre du jour des espaces réservés

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort si texte
19.10.22	GEST	PPL S	visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception	2 h 20	Rejet
		PPL AN ¹	visant à faire évoluer la formation de sage-femme	1 h 08	Adoption
20.10.22	UC	PPL S	créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales	1 h 54	Adoption
		PPL S	visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste	1 h 24	Adoption
20.10.22	Les Indépendants	PPL S	en faveur du développement de l'agrivoltaïsme	3 h 24	Adoption
		PPL S	visant à mieux valoriser certaines des externalités positives de la forêt	0 h 39	Examen suspendu ²
15.11.22	RDSE	PPL S	visant à permettre aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, un édile victime d'agression	1 h 41	Adoption
		PPL S	visant à compléter les dispositions relatives aux modalités d'incarcération ou de libération à la suite d'une décision de cour d'assises	0 h 51	Adoption
07.12.22	CRCE	PPL S	visant à protéger les collectivités territoriales de la hausse des prix de l'énergie en leur permettant de bénéficier des tarifs réglementés de vente de l'énergie	1 h 47	Rejet
		PPR 34-1	pour le développement du transport ferroviaire	1 h 11	Adoption
08.12.22	RDPI	PPL AN	visant à lutter contre la fraude au compte personnel de formation et à interdire le démarchage de ses titulaires	1 h 14	Adoption définitive
		PPL S	tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant	1 h 30	Rejet

¹ Sauf précision contraire, il s'agit d'un examen en première lecture pour les textes.

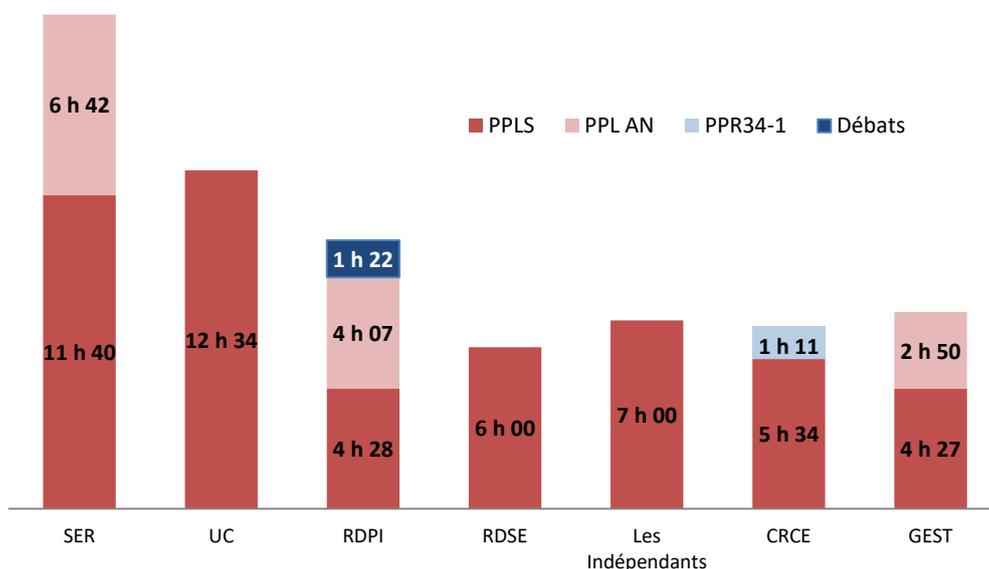
² La proposition de loi visant à mieux valoriser certaines des externalités positives de la forêt a été examinée en première lecture dans le cadre de l'ordre du jour réservé au groupe Les Indépendants, mais n'a pas pu être examinée intégralement dans le cadre de cet espace. Elle n'a pas été réinscrite à l'ordre du jour du Sénat au cours de la session 2022-2023.

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort si texte
08.12.22	SER	PPL S	visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation	1 h 35	Adoption définitive
		PPL S	visant à rétablir l'équité territoriale face aux déserts médicaux et à garantir l'accès à la santé pour tous	2 h 22	Rejet
01.02.23	SER	PPL S	relative à l'instauration d'un nombre minimum de soignants par patient hospitalisé	1 h 33	Adoption
		PPL AN	constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse	2 h 26	Adoption
02.02.23	GEST	PPL S	visant à renforcer l'action des collectivités territoriales en matière de politique du logement	2 h 07	Rejet
		PPL AN	visant à réhabiliter les militaires « fusillés pour l'exemple » durant la Première Guerre mondiale	1 h 42	Rejet
15.03.23	UC	PPL S	visant à adapter la défense extérieure contre l'incendie à la réalité des territoires ruraux	2 h 16	Adoption
		PPL S	tendant à garantir la continuité de la représentation des communes au sein des conseils communautaires	1 h 10	Adoption
16.03.23	Les Indépendants	PPL S	visant à mieux protéger les locataires bénéficiant d'une allocation de logement et vivant dans un habitat non-décent	1 h 21	Rejet
		PPL S	relative aux outils de lutte contre la désertification médicale des collectivités	1 h 34	Rejet
16.03.23	RDSE	PPL S	visant à permettre une gestion différenciée de la compétence « Eau et Assainissement »	1 h 58	Adoption
		PPL S	portant réforme de la loi du 9 février 1895 sur les fraudes en matière artistique	1 h 29	Adoption
05.04.23	UC	PPL S	visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré (2 ^e lecture)	1 h 09	Adoption définitive
		PPL S	visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique	2 h 08	Adoption
06.04.23	CRCE	PPL S	visant à revaloriser le statut de secrétaire de mairie	2 h 17	Adoption
		PPL S	relative à la maîtrise de l'organisation algorithmique du travail	1 h 29	Rejet

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort si texte
06.04.23	SER	PPL AN	visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	2 h 40	Adoption
		PPL S	constitutionnelle visant à créer une loi de financement des collectivités territoriales et de leurs groupements et à garantir la compensation financière des transferts de compétences	1 h 14	Rejet
03.05.23	SER	PPL S	visant à renforcer l'accessibilité et l'inclusion bancaires	2 h 20	Adoption
		PPL S	visant à renforcer l'efficience des politiques de rénovation énergétique des bâtiments	1 h 26	Rejet
04.05.23	RDPI	Débat d'initiative	sur le thème : « Comment rendre possible le retour en Ukraine des enfants déportés en Fédération de Russie ? »	1 h 22	-
		PPL AN	visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une interruption spontanée de grossesse dite fausse couche	2 h 30	Adoption
14.06.23	RDPI	PPL S	visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie	2 h 58	Adoption
		PPL AN	visant à protéger les logements contre l'occupation illicite ¹ (2 ^e lecture)	0 h 22	Adoption
15.06.23	SER	PPL S	visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre-mer	1 h 09	Adoption
		PPL S	visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport	1 h 33	Adoption
15.06.23	UC	PPL S	visant à mettre en place un registre national des cancers	1 h 11	Adoption
		PPL S	relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic	1 h 19	Adoption

¹ La proposition de loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite a été examinée en deuxième lecture dans le cadre de l'ordre du jour réservé au groupe RDPI, puis, n'ayant pu être examinée intégralement dans cet espace, inscrite le soir même à l'ordre du jour du Sénat par le Gouvernement. Sa durée totale d'examen est de 2 h 50 (0 h 22 dans le cadre de l'espace réservé et 2 h 28 dans le cadre de l'inscription demandée par le Gouvernement).

Répartition horaire des temps de séance dans le cadre des espaces réservés par nature de sujet selon l'auteur de l'inscription



4. Ordre du jour des semaines gouvernementales

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Première semaine gouvernementale					
11.10.22	PJL	d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur <i>(hors explication de vote et scrutin solennel)</i>	Gouvernement	17 h 11	<i>Adoption sur une semaine d'initiative sénatoriale</i>
12.10.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
	Débat 50-1	sur la politique énergétique de la France	Gouvernement	2 h 15	-
Deuxième semaine gouvernementale					
25.10.22	Questions	Questions orales	Gouvernement	3 h 19	-
25.10.22	PJL	portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi	Gouvernement	7 h 01	Adoption
26.10.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
	Convention	4 conventions examinées en procédure simplifiée	Gouvernement	0 h 02	2 adoptions & 2 adoptions définitives
	Convention	autorisant la ratification du traité entre la République française et la République italienne pour une coopération bilatérale renforcée	Gouvernement	1 h 19	Adoption définitive
	Débat 50-1	relatif à la guerre en Ukraine et aux conséquences pour la France	Gouvernement	2 h 09	-
Troisième semaine gouvernementale					
02.11.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
	PJL	de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027	Gouvernement	6 h 38	Adoption
03.11.22	PJL	relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	Gouvernement	23 h 49	Adoption
Semaine PLFSS					
07.11.22	PLFSS	pour 2023 (Hors explication de vote et scrutin solennel)	Gouvernement	35 h 58	<i>Adoption en semaine de contrôle</i>
09.11.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
Semaines PLF (examen sur 4 semaines)					
17.11.22	PLFI	pour 2023 (Examen sur plusieurs semaines)	Gouvernement	144 h 33	Adoption
23.11.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 22	-
25.11.22	PLFR	pour 2022 (2) (CMP)	Gouvernement	0 h 59	Adoption définitive
29.11.22	Questions	Questions orales	Gouvernement	3 h 06	-
	PLFSS	pour 2023 (NL)	Gouvernement	1 h 20	Rejet

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Quatrième semaine Gouvernementale					
13.12.22	Questions	Questions orales	Gouvernement	2 h 57	-
	PJL	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture	Gouvernement	3 h 36	Adoption
	Débat 50-1	relatif à la politique de l'immigration	Gouvernement	2 h 33	-
14.12.22	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-
	PJL	d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (CMP)	Gouvernement	0 h 48	Adoption définitive
15.12.22	PLFI	pour 2023 (NL)	Gouvernement	1 h 38	Rejet
Cinquième semaine gouvernementale					
17.01.23	PJL	relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (Hors explications de vote et le scrutin solennel)	Gouvernement	7 h 58	Adoption en 6 ^e semaine gouvernementale
18.01.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 15	-
Sixième semaine gouvernementale					
24.01.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	3 h 02	-
24.01.23	PJL	relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (Explications de vote et scrutin solennel)	Conférence des Présidents	1 h 12	Adoption
	PJL	relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (Hors explications de vote et le scrutin solennel)	Gouvernement	8 h 37	Adoption en semaine d'initiative

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
25.01.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 18	-
25.01.23	Convention	3 conventions examinées en procédure simplifiées	Gouvernement	0 h 02	1 adoption & 2 adoptions définitives
Septième semaine gouvernementale					
14.02.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	3 h 09	-
	PPL AN	portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé	Gouvernement	4 h 57	Adoption
	PPL AN	visant à améliorer l'encadrement des centres de santé	Gouvernement	2 h 05	Adoption
15.02.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 18	-
15.02.23	PPL AN	tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs	Gouvernement	3 h 52	Adoption
16.02.23	Convention	2 conventions examinées en procédure simplifiée	Gouvernement	0 h 01	1 adoption & 1 adoption définitive
	PPL S	créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales (2 ^e lecture)	Gouvernement	1 h 03	Adoption définitive
	PJL	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (CMP)	Gouvernement	0 h 48	Adoption
16.02.23	PPL AN	visant à ouvrir le tiers-financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique	Gouvernement	0 h 52	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Huitième semaine gouvernementale					
06.03.23	PLFRSS	pour 2023 (retraites) <i>(Suite du projet de loi examiné en semaine de contrôle)</i>	Gouvernement	62 h 11	Adoption
08.03.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-
Neuvième semaine gouvernementale					
21.03.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	3 h 10	-
	Convention	2 conventions examinées en procédure simplifiée	Gouvernement	0 h 01	1 adoption & 1 adoption définitive
	PPL AN	visant à ouvrir le tiers-financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique <i>(CMP)</i>	Gouvernement	0 h 43	Adoption
	PPL AN	tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs <i>(CMP)</i>	Gouvernement	0 h 57	Adoption
	PPL AN	visant à mieux protéger les enfants victimes de violences intrafamiliales	Gouvernement	3 h 13	Adoption
	PPL AN	portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier	Gouvernement	2 h 03	Adoption
22.03.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 13	-
	Débat	à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	2 h 08	-
Dixième semaine Gouvernementale					
29.03.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-

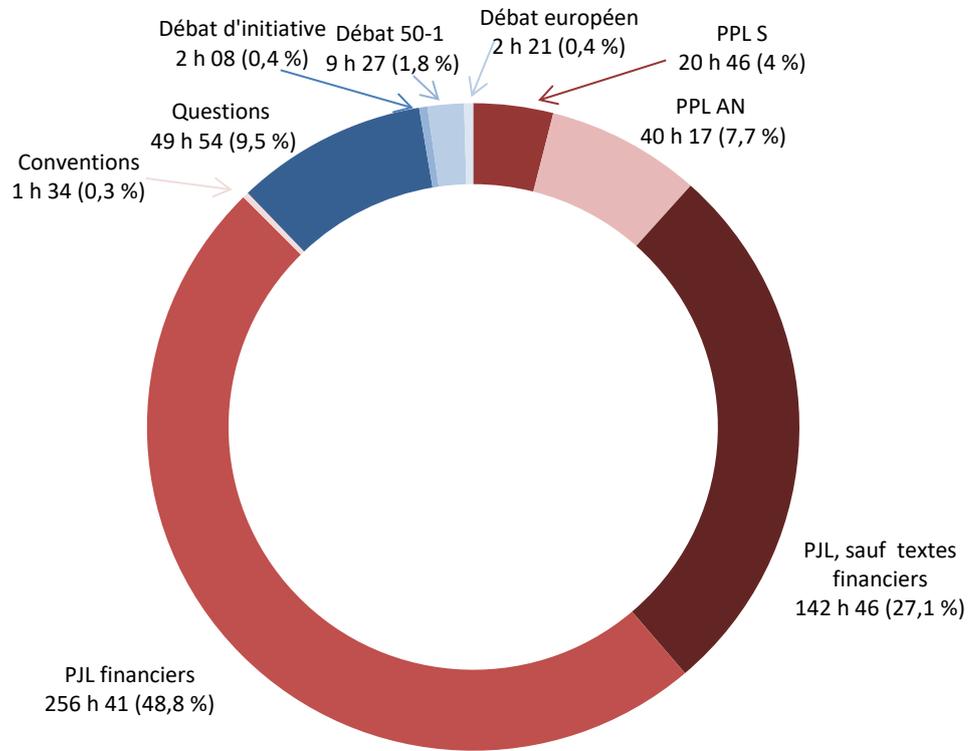
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Onzième semaine gouvernementale					
09.05.23	PJL	relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (CMP)	Gouvernement	0 h 58	Adoption
	PPL AN	portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé (CMP)	Gouvernement	0 h 59	Adoption
	PPL AN	visant à améliorer l'encadrement des centres de santé (2 ^e lecture)	Gouvernement	0 h 57	Adoption définitive
	PPL AN	visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux	Gouvernement	4 h 38	Adoption
10.05.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
	PJL	ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer	Gouvernement	0 h 51	Adoption
	PPL AN	visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants	Gouvernement	1 h 39	Adoption
	PPL AN	visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire	Gouvernement	1 h 15	Adoption
Douzième semaine Gouvernementale					
23.05.23	PPL S	pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France (Explications de vote et scrutin solennel)	Conférence des Présidents	1 h 15	Adoption
	PJL	relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945	Gouvernement	2 h 19	Adoption
23.05.23	PPL AN	visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne	Gouvernement	2 h 15	Adoption
24.05.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
	Convention	4 conventions examinées en procédure simplifiée	Gouvernement	0 h 05	2 adoptions & 2 adoptions définitives
	PJL	visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (Hors explications de vote et scrutin solennel)	Gouvernement	4 h 19	Adoption en semaine de contrôle
Treizième semaine gouvernementale					
	Questions	Questions orales	Gouvernement	2 h 49	-
06.06.23	PJL & PJLO	d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 & organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire DG commune (Hors explications de vote et scrutin solennel)	Gouvernement	15 h 27	Adoptions en semaine d'initiative
	Débat 50-1	relatif à la politique étrangère de la France en Afrique	Gouvernement	2 h 29	-
	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
07.06.23	PPL AN	maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs	Gouvernement	1 h 58	Rejet
Quatorzième semaine gouvernementale					
	PPL S	relatif à l'industrie verte	Gouvernement	15 h 38	Adoption
20.06.23	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 29 et 30 juin 2023	Gouvernement	2 h 21	-
	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
21.06.23	PPL AN	visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche	Gouvernement	2 h 55	Adoption
22.06.23	PPL AN	maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs (NL)	Gouvernement	0 h 29	Rejet par l'adoption d'une question préalable

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Quinzième semaine Gouvernementale					
27.06.23	PJL	relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	Gouvernement	17 h 38	Adoption
28.06.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 22	-
29.06.23	PPL S	visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie (CMP)	Gouvernement	0 h 59	Adoption définitive
	PPL AN	visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne (CMP)	Gouvernement	0 h 54	Adoption définitive
	PPL AN	visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une fausse couche (CMP)	Gouvernement	0 h 50	Adoption définitive
Première semaine de session extraordinaire					
03.07.23	PJL	visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (CMP)	Gouvernement	1 h 00	Adoption
	PJL	ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (CMP)	Gouvernement	0 h 44	Adoption
	2 PLF	de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 & de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2022 <i>Discussion commune</i>	Gouvernement	1 h 46	2 rejets définitifs
	PLFSS	de règlement du budget et d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2022	Gouvernement	1 h 34	Rejet définitif
04.07.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	3 h 11	-
04.07.23	PPL AN	visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité	Gouvernement	1 h 47	Adoption
	PJL	visant à sécuriser et réguler l'espace numérique	Gouvernement	8 h 10	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
05.07.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 22	-
06.07.23	PPL S	visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique (CMP)	Gouvernement	0 h 48	Adoption définitive
Deuxième semaine de session extraordinaire					
10.07.23	PJL	pour le plein emploi	Gouvernement	16 h 14	Adoption
12.07.23	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 25	-
	PPL AN	visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité (CMP)	Gouvernement	0 h 47	Adoption définitive
13.07.23	Convention	2 conventions examinées en procédure simplifiée	Gouvernement	0 h 01	2 adoptions
	PJL	relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (CMP)	Gouvernement	1 h 06	Adoption
	PPL S	visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires (CMP)	Gouvernement	1 h 02	Adoption définitive
	PJL	relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 (CMP)	Gouvernement	0 h 45	Adoption définitive
Troisième semaine de session extraordinaire					
18.07.23	Questions	Questions orales	Gouvernement	0 h 30	-
	PJL	relatif à l'accélération de la reconstruction des bâtiments dégradés ou démolis au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023	Gouvernement	2 h 02	Adoption

**Répartition du temps de séance en semaines réservées en priorité au
Gouvernement
(sessions ordinaire et extraordinaire)
selon la nature des sujets**



II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT

**Les 20 projets de loi
(hors conventions internationales)
déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat
au cours de l'année parlementaire 2022-2023**

** Texte examiné en séance publique en 2022-2023*

Date dépôt	Projet de loi
02.11.2022	relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes *
23.11.2022	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture *
07.12.2022	ratifiant l'ordonnance n° 2022-1229 du 14 septembre 2022 modifiant l'ordonnance n° 2021-1735 du 22 décembre 2021 modernisant le cadre relatif au financement participatif et l'ordonnance n° 2022-230 du 15 février 2022 relative aux titres III à VIII de la partie législative du livre VII du code monétaire et financier
22.12.2022	relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 *
04.01.2023	ratifiant l'ordonnance n° 2022-1423 du 10 novembre 2022 portant diverses dispositions relatives au code minier
01.02.2023	pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration
01.03.2023	ratifiant l'ordonnance n° 2022-1521 du 7 décembre 2022 étendant aux collectivités relevant de l'article 74 de la Constitution et à la Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale
28.03.2023	ratifiant l'ordonnance n° 2023-15 du 18 janvier 2023 portant extension outre-mer de certaines dispositions de la loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
13.04.2023	visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces *
19.04.2023	relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 *
19.04.2023	ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer *
26.04.2023	ratifiant l'ordonnance n° 2023-80 du 8 février 2023 relative au bail réel solidaire d'activité
03.05.2023	d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 *
03.05.2023	organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire *
10.05.2023	visant à sécuriser et réguler l'espace numérique *
16.05.2023	relatif à l'industrie verte *
07.06.2023	pour le plein emploi *
05.07.2023	ratifiant l'ordonnance n° 2023-77 du 8 février 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées
13.07.2023	relatif à l'accélération de la reconstruction des bâtiments dégradés ou démolis au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 *

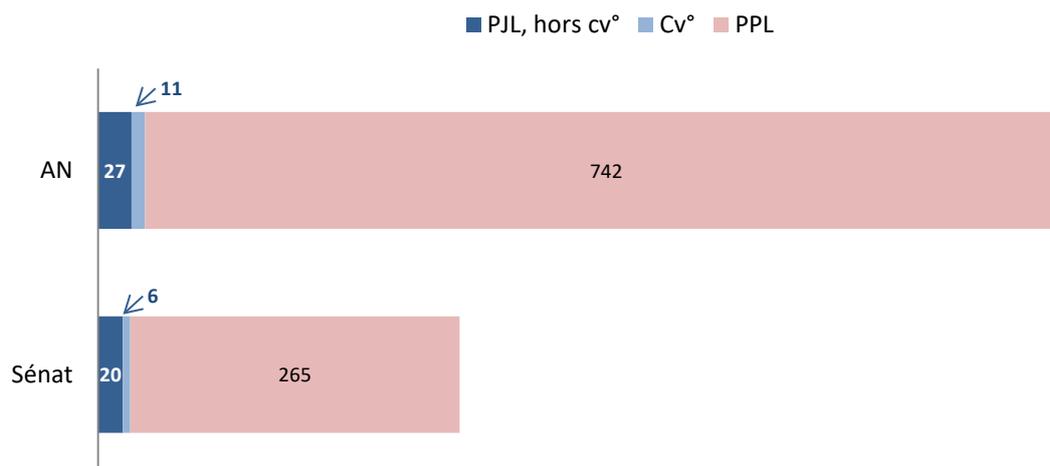
Date dépôt	Projet de loi
21.07.2023	ratifiant l'ordonnance n° 2023-393 du 24 mai 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales

B. TEXTES EXAMINÉS PAR LE SÉNAT

1. Textes déposés

Sessions	Projets de loi			Propositions de loi		
	Déposés en 1 ^{er} lieu		Total	Déposées en 1 ^{er} lieu		Total
	à l'AN	au Sénat		à l'AN	au Sénat	
Session ordinaire	30 <i>dont 9 conventions</i>	23 <i>dont 6 conventions</i>	53 <i>dont 15 conventions</i>	598	215	813
Session extraordinaire	8 <i>dont 2 conventions</i>	3 <i>dont aucune convention</i>	11 <i>dont 2 conventions</i>	144	50	194
TOTAL	38 <i>dont 11 conventions</i>	26 <i>dont 6 conventions</i>	64 <i>dont 17 conventions</i>	742	265	1 007

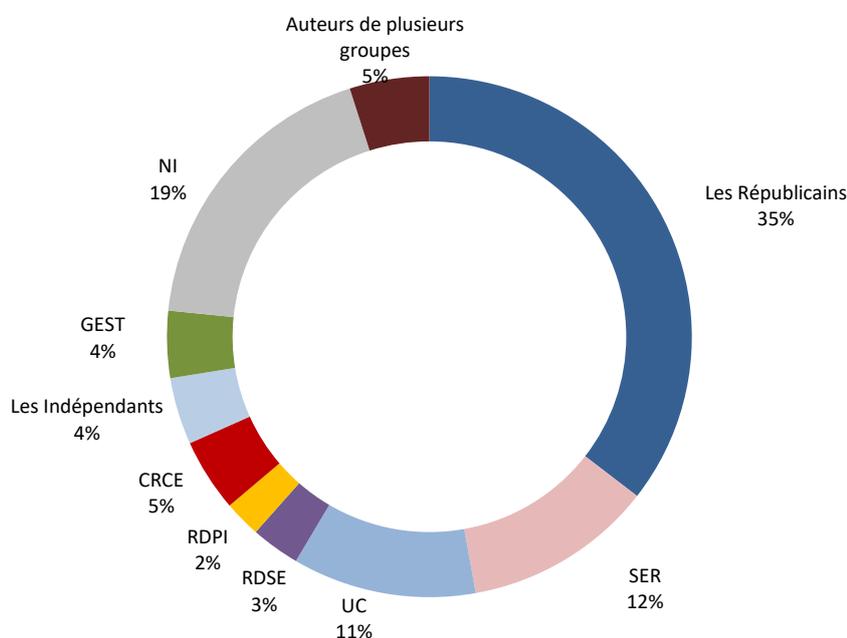
Comparaison des textes déposés à l'AN et au Sénat



Propositions de loi déposées par les sénateurs en 2022-2023

Les Républicains	SER	UC	RDSE	RDPI	CRCE	Les Indépendants	GEST	NI	Auteurs de plusieurs groupes	TOTAL
94	31	30	8	6	12	11	11	49	13	265

**Répartition par groupe des
265 propositions de loi déposées au Sénat**



2. Liste des textes examinés

Si l'examen se déroule sur plusieurs jours, la date indiquée est celle du premier jour d'examen

Projets de loi, hors conventions et textes financiers : 16, tous examinés en procédure accélérée

	Titre	1ère lecture	2 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PJL	d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (procédure accélérée)	11.10.22		14.12.22		14.12.22

	Titre	1ère lecture	2 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PJL	portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi (procédure accélérée)	25.10.22		17.11.22		17.11.22
PJL	relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (procédure accélérée)	03.11.22		07.02.23		07.02.23
PJL	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (procédure accélérée)	13.12.22		16.02.23		28.02.23
PJL	relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (procédure accélérée)	17.01.23		09.05.23		16.05.23
PJL	relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (procédure accélérée)	24.01.23		12.04.23		12.04.23
PJL	ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (procédure accélérée)	10.05.23		03.07.23		05.07.23
PJL	relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 (procédure accélérée)	23.05.23		13.07.23		13.07.23
PJL	visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (procédure accélérée)	24.05.23		03.07.23		05.07.23
PJL	d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (procédure accélérée)	06.06.23				
PJL	organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (procédure accélérée)	06.06.23				
PJL	relatif à l'industrie verte (procédure accélérée)	20.06.23				
PJL	relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (procédure accélérée)	27.06.23				
PJL	visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (procédure accélérée)	04.07.23				

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PJL	pour le plein emploi (procédure accélérée)	10.07.23				
PJL	relatif à l'accélération de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 (procédure accélérée)	18.07.23				20.07.23

Projets de loi financiers : 8

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PJL	de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (procédure accélérée)	02.11.22				
PJL	de financement de la sécurité sociale pour 2023	07.11.22			29.11.22	02.12.22
PJL	de finances pour 2023	17.11.22			15.12.22	17.12.22
PJL	de finances rectificative pour 2022 (2)	16.11.22		25.11.22		25.11.22
PJL	de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023	02.03.23		16.03.23		20.03.23
PJL	de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2022 (procédure accélérée)	03.07.23				définitivement rejeté le 03.07.23
PJL	de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 (procédure accélérée)	03.07.23				définitivement rejeté le 03.07.23
PJL	d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2022 (procédure accélérée)	03.07.23				définitivement rejeté le 03.07.23

Conventions examinées en procédure simplifiée : 20, dont 13 examinées en procédure accélérée

Convention examinée en procédure normale : 1, examinée en procédure accélérée

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
Cv°	autorisant la ratification du traité entre la République française et la République italienne pour une coopération bilatérale renforcée (procédure accélérée)	26.10.22				26.10.22

Propositions de lois d'origine sénatoriale : 52, dont 9 examinées en procédure accélérée

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PPL S	visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce (procédure accélérée)	05.10.22				13.10.22
PPL S	visant à la consolidation et à la professionnalisation de la formation des internes en médecine générale afin de lutter contre « les déserts médicaux »	18.10.22				
PPL S	encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques	18.10.22				
PPL S	visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception	19.10.22				Rejet
PPL S	créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales	20.10.22	16.02.23			16.02.23
PPL S	visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste	20.10.22				14.11.22
PPL S	en faveur du développement de l'agrivoltaïsme	20.10.22				
PPL S	visant à mieux valoriser certaines des externalités positives de la forêt	20.10.22				
PPL S	visant à permettre aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, un édile victime d'agression	15.11.22				18.01.23
PPL S	visant à compléter les dispositions relatives aux modalités d'incarcération ou de libération à la suite d'une décision de cour d'assises	15.11.2022				
PPL S	visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée	<i>session précédente</i>	06.12.22			25.01.23
PPL S	sur le déroulement des élections sénatoriales (procédure accélérée)	06.12.22				25.01.23
PPL S	visant à protéger les collectivités territoriales de la hausse des prix de l'énergie en leur permettant de bénéficier des tarifs réglementés de vente de l'énergie	07.12.22				Rejet
PPL S	tendant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant	08.12.22				Rejet

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PPL S	visant à rétablir l'équité territoriale face aux déserts médicaux et à garantir l'accès à la santé pour tous	08.12.22				Rejet
PPL S	visant à régulariser le PLUi de la Communauté de communes du Bas Chablais	31.01.23				14.06.23
PPL S	tendant à renforcer la protection des épargnants	31.01.23				
PPL S	relative à l'instauration d'un nombre minimum de soignants par patient hospitalisé	01.02.23				
PPL S	visant à renforcer l'action des collectivités territoriales en matière de politique du logement	02.02.23				Rejet
PPL S	visant à renforcer la voix des élus locaux au sein du service public de l'assainissement francilien	01.03.23				
PPL S	organique visant à permettre à Saint-Barthélemy de participer à l'exercice de compétences de l'État	14.03.23				
PPL S	visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires (procédure accélérée)	14.03.23		13.07.23		13.07.23
PPL S	visant à adapter la défense extérieure contre l'incendie à la réalité des territoires ruraux	15.03.23				
PPL S	tendant à garantir la continuité de la représentation des communes au sein des conseils communautaires	15.03.23				15.06.23
PPL S	visant à mieux protéger les locataires bénéficiant d'une allocation de logement et vivant dans un habitat non-décent	16.03.23				Rejet
PPL S	relative aux outils de lutte contre la désertification médicale des collectivités	16.03.23				Rejet
PPL S	visant à permettre une gestion différenciée de la compétence «Eau et Assainissement»	16.03.23				
PPL S	portant réforme de la loi du 9 février 1895 sur les fraudes en matière artistique	16.03.23				
PPL S	créant une résidence d'attache pour les Français établis hors de France	04.04.23				
PPL S	visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie (procédure accélérée)	04.04.23		29.06.23		29.06.23
PPL S	visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration	<i>session précédente</i>	05.04.23			05.04.23

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
	à tarif modéré					
PPL S	visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique (procédure accélérée)	05.04.23		06.07.23		06.07.23
PPL S	visant à revaloriser le statut de secrétaire de mairie	06.04.23				
PPL S	relative à la maîtrise de l'organisation algorithmique du travail	06.04.23				Rejet
PPL S	constitutionnelle visant à créer une loi de financement des collectivités territoriales et de leurs groupements et à garantir la compensation financière des transferts de compétences	06.04.23				Rejet
PPL S	pour une école de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité	11.04.23				
PPL S	visant à assurer la qualité et la pérennité des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique	02.05.23				
PPL S	visant à renforcer l'accessibilité et l'inclusion bancaires	03.05.23				
PPL S	visant à résorber la précarité énergétique	03.05.23				Rejet
PPL S	visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos	16.05.23				
PPL S	pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France	16.05.23				
PPL S	visant à verser automatiquement une bourse d'études (échelon 7) aux étudiants dont au moins l'un des deux parents est porteur d'un handicap (dont le taux d'incapacité est supérieur à 80 %)	30.05.23				
PPL S	visant à reconnaître et à soutenir les entrepreneurs français à l'étranger	30.05.23				
PPL S	relative à la reconnaissance biométrique dans l'espace public	12.06.23				
PPL S	relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle	12.06.23				
PPL S	relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (procédure accélérée)	13.06.23				
PPL S	visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (procédure accélérée)	14.06.23				

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PPL S	visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre-mer (procédure accélérée)	15.06.23				
PPL S	visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport	15.06.23				
PPL S	visant à mettre en place un registre national des cancers	15.06.23				
PPL S	relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic (procédure accélérée)	15.06.23				
PPL S	visant à développer l'attractivité culturelle, touristique et économique des territoires via l'ouverture du mécénat culturel aux sociétés publiques locales	15.06.23				

Propositions de lois de l'Assemblée nationale : 22, dont 10 examinées en procédure accélérée

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PPL AN	visant à faire évoluer la formation de sage-femme	19.10.22				16.01.23
PPL AN	visant à lutter contre la fraude au compte personnel de formation et à interdire le démarchage de ses titulaires	08.12.22				08.12.22
PPL AN	visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation	08.12.22				08.12.22
PPL AN	visant à protéger les logements contre l'occupation illicite	31.01.23	14.06.23			14.06.23
PPL AN	constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse	01.02.23				
PPL AN	visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction des vingt-cinq années d'assurance les plus avantageuses	01.02.23				01.02.23
PPL AN	visant à réhabiliter les militaires « fusillés pour l'exemple » durant la Première Guerre mondiale	02.02.23				

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PPL AN	portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé (procédure accélérée)	14.02.23		09.05.23		10.05.23
PPL AN	visant à améliorer l'encadrement des centres de santé	14.02.23	09.05.23			09.05.23
PPL AN	tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs (procédure accélérée)	15.02.23		22.03.23		22.03.23
PPL AN	visant à ouvrir le tiers-financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique (procédure accélérée)	16.02.2023		21.03.2023		22.03.2023
PPL AN	portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier (procédure accélérée)	21.03.23		13.04.23		13.04.23
PPL AN	visant à mieux protéger les enfants victimes de violences intrafamiliales	21.03.23				
PPL AN	visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	06.04.23				
PPL AN	visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une interruption spontanée de grossesse dite fausse couche (procédure accélérée)	04.05.23		29.06.23		29.06.23
PPL AN	visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux (procédure accélérée)	09.05.23		01.06.23		01.06.23
PPL AN	visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire	10.05.23				12.06.23
PPL AN	visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (procédure accélérée)	10.05.23				
PPL AN	visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne (procédure accélérée)	23.05.23		29.06.23		29.06.23
PPL AN	maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs (procédure accélérée)	07.06.23			22.06.23	28.06.23
PPL AN	visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche	21.06.23				

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PPL AN	visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité (procédure accélérée)	04.07.23		12.07.23		12.07.23

Motion référendaire d'origine sénatoriale : 1

	Titre	1ère lecture	2ème lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
MOTION	tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023	03.03.23				Rejet

3. Modalités d'examen des textes en séance publique

a) Examen de 74 propositions de loi

Propositions de loi examinées au Sénat en 2022-2023¹

	PPL Sénat										PPL AN
	Les Républicains	SER	UC	RDSE	RDPI	CRCE	Les Indépendants	GEST	Auteurs de plusieurs groupes	Total PPL Sénat	
SESSION ORDINAIRE											
PPL examinées	13	8	9	4	2	3	4	2	5 ²	50	20
<i>rejetées</i>	-	3	-	-	1	2	2	2	-	10	2
<i>renvoyées en commission</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Examen suspendu</i>	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-
<i>retirées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>adoptées</i>	13	5	9	4	1	1	1	-	5	39	18
SESSIONS EXTRAORDINAIRES											
PPL examinées	-	-	-	-	-	-	-	-	2 ³	2	2
<i>adoptées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2

¹ En cas de lectures successives d'une proposition de loi au cours de l'année parlementaire, seul est pris en compte le sort lors de la lecture la plus avancée.

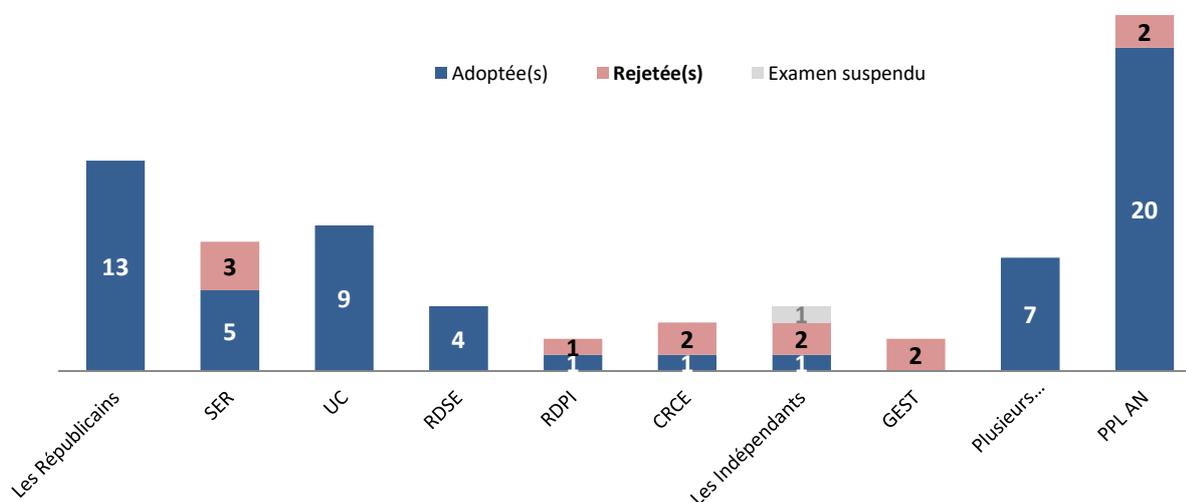
² Il s'agit des propositions de loi :

- encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques ;
- pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France ;
- relative à la reconnaissance biométrique dans l'espace public ;
- relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques.

³ Il s'agit des propositions de loi :

- visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires ;
- visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique.

Propositions de loi examinées, répartition par groupe pour les propositions de loi sénatoriales et sorts en séance publique



b) Examen de 24 projets de lois, hors conventions

Sur les 24 projets de loi examinés :

- 20 ont été examinés après engagement de la procédure accélérée, les 4 autres sont des textes financiers pour lesquels la procédure accélérée ne peut s'appliquer ;
- 14 ont été déposés en premier lieu au Sénat ;
- tous ont été adoptés par le Sénat au cours des différentes lectures, à l'exception du PLFI et du PLFSS, adoptés avec modifications en première lecture puis rejetés en nouvelle lecture par l'adoption d'une question préalable ;
- 15 ont été définitivement adoptés au cours de la session, 4 ont été adoptés au cours du premier mois de la session suivante¹, 3 ont été définitivement rejetés² et 2 étaient toujours en cours d'examen à la fin du premier mois de la session suivante³.

¹ PJJ d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027, PJJLO relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire, PJJ relatif à l'industrie verte et PJJ de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

² PJJ de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021, PJJ de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2022 et PJJ de règlement du budget et d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2022

³ PJJ visant à sécuriser et réguler l'espace numérique, PJJ pour le plein emploi.

c) Examen des 21 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinées au Sénat

Dates	Procédure simplifiée		Procédure normale			Total conventions examinées	
	nombre	durée	nombre	durée	orateurs ¹	nombre	durée
26.10.2022	4	0 h 02	1	1 h 19	8	5	1 h 21
17.10.2022	3	0 h 02				3	0 h 02
25.01.2023	3	0 h 02				3	0 h 02
13.02.2023	2	0 h 01				2	0 h 01
21.03.2023	2	0 h 01				2	0 h 01
24.05.2023	4	0 h 05				4	0 h 05
13.07.2023	2	0 h 01				2	0 h 01
Total	20	0 h 17	1	1 h 19	8	21	1 h 37

Ces **21** projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinés **ont été définitivement adoptés par le Parlement** au cours de la session (14 déposés à l'Assemblée nationale et 7 déposés au Sénat). 13 ont été examinés après engagement de la procédure accélérée.

En tout, ce sont **23 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales qui ont été adoptés définitivement** pendant l'année 2022-2023 : deux conventions examinées, en procédure simplifiée, par le Sénat en 2021-2022 ont été définitivement adoptées par l'Assemblée nationale lors de la session 2022-2023 (l'une de ces conventions était examinée après engagement de la procédure accélérée).

4. Procédures particulières d'examen

a) Opposition à la procédure accélérée

Date	Auteur de la demande	Texte concerné	Décision de la Conférence des Présidents	Suite à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2022-2023</u>				
<i>Néant</i>				

¹ Hors Gouvernement et commissions.

* Textes ayant fait l'objet d'une procédure accélérée

b) Procédure de vote unique

Date	Texte en discussion	Lecture	Dispositions soumises au vote unique	Résultat du vote
<u>Année parlementaire 2022-2023</u>				
10.03.23	PLFRSS pour 2023	1 ^{ère} lecture	Articles 9 à 20 et ensemble du texte	Adoption par scrutin public de droit

c) Demandes de seconde délibération

Date	Texte en discussion	Auteur de la demande	Objet de la seconde délibération	Position du Gouvernement ou de la commission	Nombre d'amendements	
					déposés	adoptés
<u>Année parlementaire 2022-2023</u>						
24.11.23	PLF pour 2023 ¹	Commission des finances	Art. 3 <i>octodecies</i> E, 3 <i>novodecies</i> A, 4 <i>duodecies</i> et, par conséquent l'art. liminaire et l'art. d'équilibre	Avis favorable du Gouvernement	5	5
06.04.23	PPL visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement ²	Commission des finances	Art. 3 <i>bis</i>	Avis défavorable du Gouvernement	1	1

d) Proposition de loi sénatoriale soumise pour avis au Conseil d'État (aucune)

Texte concerné	Premier signataire	Commission saisie	Suites
<u>Année parlementaire 2022-2023</u>			
Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales	M. Vincent DELAHAYE et plusieurs de ses collègues	Commission des lois	Avis du Conseil d'État le 25 mai 2023

¹ https://www.senat.fr/cra/s20221124/s20221124_mono.html#par_1287

² https://www.senat.fr/cra/s20230406/s20230406_mono.html#par_866

C. MODALITÉS D'ADOPTION DÉFINITIVE DES TEXTES

1. Liste des textes définitivement adoptés

a) Les 44 textes définitivement adoptés (hors conventions)

Nature	1 ^{er} dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(S)	Visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce (procédure accélérée)	13.10.22
PPL	(S)	Visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste (procédure accélérée)	14.11.22
PJL	(AN)	Portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi (procédure accélérée, CMP)	17.11.22
PLFR	(AN)	Pour 2022 (CMP)	25.11.22
PLFSS	(AN)	Pour 2023 (nouvelle lecture, dernier mot AN)	02.12.22
PPL	(AN)	Visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation	08.12.22
PPL	(AN)	Visant à lutter contre les abus et les fraudes au compte personnel de formation	08.12.22
PJL	(S)	D'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (procédure accélérée, CMP)	14.12.22
PLFI	(AN)	Pour 2023 (nouvelle lecture, dernier mot AN)	17.12.22
PPL	(AN)	Visant à faire évoluer la formation de sage-femme	16.01.23
PPL	(S)	Visant à permettre aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, un édile victime d'agression	18.01.23
PPL	(S)	Sur le déroulement des élections sénatoriales (procédure accélérée)	25.01.23
PPL	(S)	Visant à limiter l'enfrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée	25.01.23
PPL	(AN)	Visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction de leurs seules vingt-cinq meilleures années de revenus	01.02.23
PJL	(S)	Relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (procédure accélérée, CMP)	07.02.23
PPL	(S)	Créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales	16.02.23
PJL	(S)	Portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (procédure accélérée, CMP)	28.02.23
PLFSSR	(AN)	Pour 2023 (CMP)	20.03.23
PPL	(AN)	Tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs (procédure accélérée, CMP)	22.03.23

Nature	1 ^{er} dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(AN)	Visant à ouvrir le tiers-financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique (procédure accélérée, CMP)	22.03.23
PPL	(S)	Visant à créer un ticket restaurant étudiant	05.04.23
PJL	(S)	Relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (procédure accélérée, CMP)	12.04.23
PPL	(AN)	Portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier (procédure accélérée, CMP)	13.04.23
PPL	(AN)	Visant à améliorer l'encadrement des centres de santé	09.05.23
PPL	(AN)	Portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé (procédure accélérée, CMP)	10.05.23
PJL	(S)	Relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (procédure accélérée, CMP)	16.05.23
PPL	(AN)	Visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux (procédure accélérée, CMP)	01.06.23
PPL	(AN)	Visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire	12.06.23
PPL	(S)	Visant à régulariser le PLUi de la Communauté de communes du Bas-Chablais	14.06.23
PPL	(AN)	Visant à protéger les logements contre l'occupation illicite	14.06.23
PPL	(S)	Tendant à garantir la continuité de la représentation des communes au sein des conseils communautaires	15.06.23
PPL	(AN)	Maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs (procédure accélérée, nouvelle lecture, dernier mot AN)	28.06.23
PPL	(AN)	Visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une interruption spontanée de grossesse (procédure accélérée, CMP)	29.06.23
PPL	(AN)	Visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne (procédure accélérée, CMP)	29.06.23
PPL	(S)	Visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie (procédure accélérée, CMP)	29.06.23
PJL	(S)	Ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (procédure accélérée, CMP)	05.07.23
PJL	(S)	Visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (procédure accélérée, CMP)	05.07.23
PPL	(S)	Visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique (procédure accélérée, CMP)	06.07.23

Nature	1 ^{er} dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(AN)	Visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité (procédure accélérée, CMP)	12.07.23
PJL	(AN)	Relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (procédure accélérée, CMP)	13.07.23
PJL	(S)	Relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 (procédure accélérée, CMP)	13.07.23
PPL	(S)	Visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires (procédure accélérée, CMP)	13.07.23
PPL	(AN)	Visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche	19.07.23
PJL	(S)	Relatif à l'accélération de la reconstruction des bâtiments dégradés ou démolis au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 (procédure accélérée)	20.07.23

b) Les 23 conventions internationales définitivement adoptées

Nature	1 ^{er} dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
Cv°	(AN)	Autorisant la ratification du traité entre la République française et la République italienne pour une coopération bilatérale renforcée (procédure accélérée)	26.10.22
Cv° simp	(AN)	Autorisant l'approbation de l'accord de siège et de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et la Banque des règlements internationaux (procédure accélérée)	26.10.22
Cv° simp	(AN)	Autorisant la ratification de la convention portant création de l'Organisation internationale pour les aides à la navigation maritime	26.10.22
Cv° simp	(AN)	Autorisant l'approbation de l'accord relatif à la restructuration de la plate-forme douanière de Saint-Louis - Bâle sur l'autoroute A35, en France entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse (procédure accélérée)	17.11.22
Cv° simp	(AN)	Autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour	17.11.22
Cv° simp	(AN)	Autorisant l'approbation de la déclaration relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais	17.11.22
Cv° simp	(S)	Traitement automatisé des données à caractère personnel	17.11.22
Cv° simp	(S)	Autorisant la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives	08.12.22

Nature	1 ^{er} dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
Cv° simp (AN)		Autorisant l'approbation de l'accord entre la France et l'Ouzbékistan relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises et de l'accord entre la France et la Tunisie sur le transport international routier de personnes	25.01.23
Cv° simp (AN)		Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la coopération sur les questions de sûreté maritime et portuaire (procédure accélérée)	25.01.23
Cv° simp (S)		Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (procédure accélérée)	25.01.23
Cv° simp (S)		Autorisant l'approbation de l'accord pour la mise en place d'un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime dans l'océan Indien occidental et de l'accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental	01.02.23
Cv° simp (AN)		Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Cour pénale internationale sur l'exécution des peines prononcées par la Cour (procédure accélérée)	16.02.23
Cv° simp (S)		Autorisant l'approbation de l'amendement de la convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure et de son règlement d'application (procédure accélérée)	15.03.23
Cv° simp (AN)		Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense et au statut de leurs forces sur les territoires caribéens et sud-américain de la République française et du Royaume des Pays-Bas (procédure accélérée)	21.03.23
Cv° simp (AN)		Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la résilience climatique et de la viabilité des routes nationales 116, 20, 320 et 22 liées aux risques naturels entre Prades et la frontière franco-andorrane (procédure accélérée)	24.05.23
Cv° simp (AN)		Autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (procédure accélérée)	24.05.23
Cv° simp (S)		Autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Andorre relatif à l'exercice des activités professionnelles des membres de la famille du personnel diplomatique, consulaire, technique et administratif des missions officielles	25.05.23

Nature	1 ^{er} dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
Cv° simp	(S)	Autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale du 6 novembre 2014 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie (procédure accélérée)	29.06.23
Cv°	(AN)	Autorisant la ratification de la résolution A.1152 (32) relative aux amendements à la convention du 6 mars 1948 portant création de l'Organisation maritime internationale (procédure accélérée)	13.07.23
Cv° simp	(AN)	Autorisant l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 (procédure accélérée)	13.07.23
Cv° simp	(S)	Autorisant l'approbation d'accords entre la France et le Sénégal et entre la France et le Sri Lanka (procédure accélérée)	19.07.23
Cv° simp	(S)	Autorisant la ratification du Protocole du 30 avril 2010 à la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses (procédure accélérée)	19.07.23

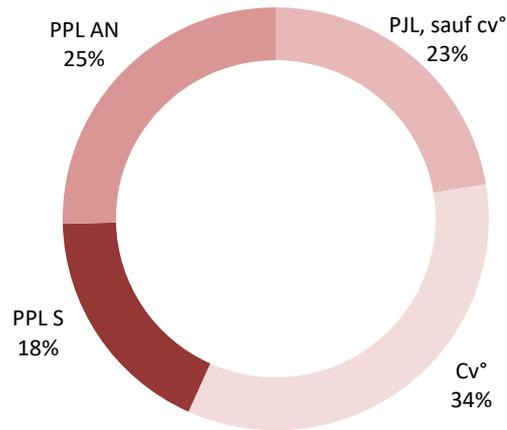
2. Répartition des textes définitivement adoptés par nature et par modalités d'adoption

a) Répartition par nature

Sessions	Lois issues de projets de loi, hors conventions, examinés en premier lieu			Lois issues de propositions de loi déposées		
	au Sénat	à l'AN	TOTAL	au Sénat	à l'AN	TOTAL
Session ordinaire	5	5	10	10	15	25
Session extraordinaire	4	1	5	2	2	4
TOTAL	9	6¹	15	12	17	29

¹ Dont 4 textes financiers

Répartition par nature

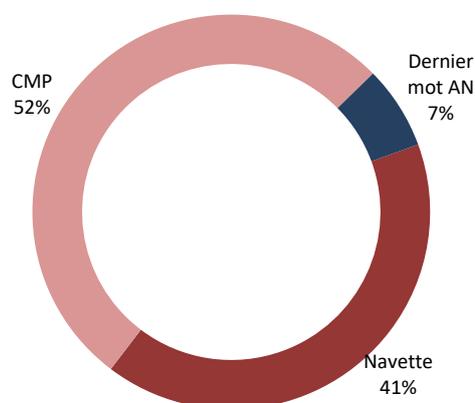


b) Répartition par modalité d'adoption, hors conventions¹

Sessions	Adoption par la navette	Adoption des conclusions de la CMP	Adoption par « dernier mot » de l'AN	Total
Session ordinaire	16	16	3	35
Session extraordinaire	3	6	-	9
Total	19	22	3	44

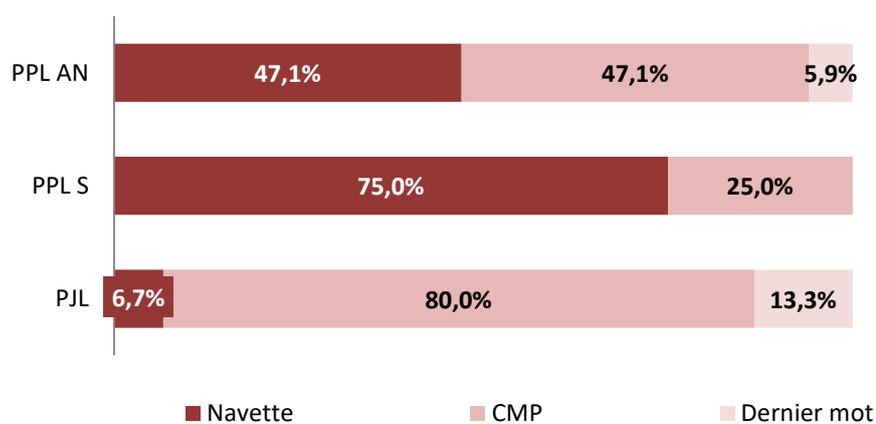
¹ Les 23 conventions définitivement adoptées lors de la session ont été définitivement adoptées par la navette.

Répartition par modalités d'adoption, hors conventions



c) Répartition croisée par nature et par modalité d'adoption, hors conventions

Nature	Navette	CMP	« Dernier mot » AN	Total
Projets de loi	1	12	2	15
Proposition de loi sénatoriale	10	2	0	12
Proposition de loi de l'Assemblée nationale	8	8	1	17
Total	19	22	3	44

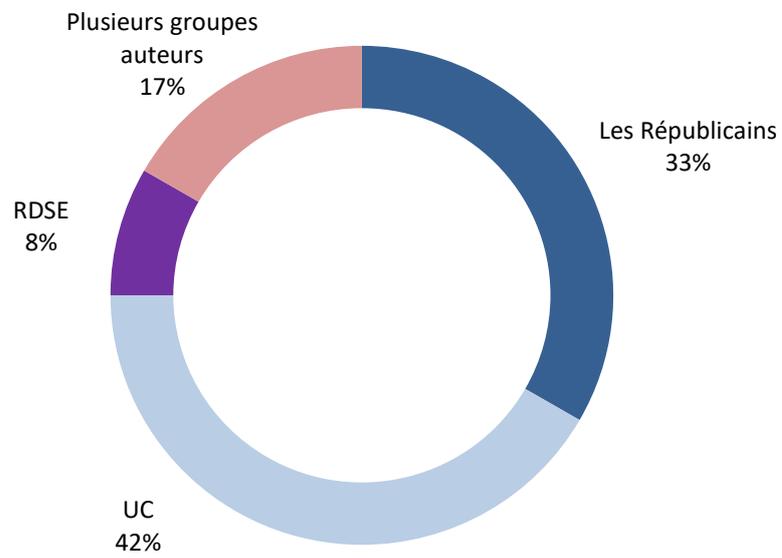


3. Liste des 12 propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées

Proposition de loi	Auteur	Groupe	Adoption définitive
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>			
visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce	Nathalie GOULET	UC	13.10.22
visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste	Mme Denise SAINT-PÉ	UC	14.11.22
visant à permettre aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, un édile victime d'agression	Nathalie DELATTRE	RDSE	18.01.23
sur le déroulement des élections sénatoriales	François-Noël BUFFET	LR	25.01.23
visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée	Jean-Noël CARDOUX	LR	25.01.23
créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales	Mme Valérie LÉTARD	UC	16.02.23
visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré	Pierre-Antoine LEVI	UC	05.04.23
visant à régulariser le PLUi de la Communauté de communes du Bas Chablais	Cyril PELLELAT et Sylviane NOËL	LR	14.06.23
tendant à garantir la continuité de la représentation des communes au sein des conseils communautaires	Françoise GATEL	UC	15.06.23
visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie	M. Jean BACCI et plusieurs de ses collègues	LR	29.06.23
<u>Session extraordinaire 2022-2023</u>			
visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique	Annick BILLON, Martine FILLEUL et Dominique VÉRIEN	Issue de plusieurs groupes politiques	06.07.23
visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires	M. Jean-Baptiste BLANC, Mme Valérie LÉTARD et plusieurs de leurs collègues	Issue de plusieurs groupes politiques	13.07.23

Répartition par groupe des propositions de lois sénatoriales
définitivement adoptées en 2022-2023

Session	Les Républicains	SER	UC	RDSE	RDPI	CRCE	Les Indépendants	GEST	Auteurs de plusieurs groupes	Total PPL Sénat
PPL S adoptées définitivement	4	-	5	1	-	-	-	-	2	12



4. Commissions mixtes paritaires

a) Tableau récapitulatif

Sessions ¹	Adoption définitive du texte CMP			Échec de la procédure CMP			Suite de la procédure	
	Non amendé	Amendé	Total adoption	Sans conclusion	Texte CMP rejeté	Accord en nouvelle lecture	Lecture déf. AN	Toujours en cours d'examen
Session ordinaire	8	8	16	5	0	0	3 ²	2 ³
Session extraordinaires	5	2	7	0	0	0	0	0
Total	13	10	23	5	0	0	3	2

b) Liste des textes adoptés définitivement ayant fait l'objet d'un accord en CMP

Texte en discussion	Date de la CMP	Date d'adoption du texte de la CMP		
		Amts déposés sur les conclusions de CMP	de l'AN	du Sénat
PJL (AN) portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi (procédure accélérée)	09.11.22	2	15.11.22	17.11.22
PLFR (2) (AN) pour 2022	22.11.2022	2	23.11.2022	25.11.22
PJL (S) d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (procédure accélérée)	01.12.2022	0	07.12.2022	14.12.22
PJL (S) relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (procédure accélérée)	24.01.2023	18	31.01.2023	07.02.23
PJL (S) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (procédure accélérée)	09.02.2022	1	28.02.23	16.02.2023
PLFRSS pour 2023	15.03.2023	1	20.03.23	16.03.203

¹ La session prise en compte est celle de l'adoption définitive du texte.

² Il s'agit du PLFSS, du PLFI et de la PPL AN maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs.

³ Le PJL de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 et la PPL AN visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants étaient toujours en cours d'examen au 30 septembre 2023.

Texte en discussion	Date de la CMP	Date d'adoption du texte de la CMP		
		Amts déposés sur les conclusions de CMP	de l'AN	du Sénat
PPL (AN) tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs (procédure accélérée)	15.03.2023	4	22.03.23	21.03.2023
PPL (AN) visant à ouvrir le tiers-financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique (procédure accélérée)	09.03.2023	0	22.03.23	21.03.2023
PJL (S) relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (procédure accélérée)	04.04.2023	0	11.04.2023	12.04.23
PPL (AN) portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier (procédure accélérée)	30.03.2023	0	11.04.2023	13.04.23
PPL (AN) portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé (procédure accélérée)	06.04.2023	2	10.05.23	09.05.2023
PJL (S) relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (procédure accélérée)	04.05.2023	0	16.05.23	09.05.2023
PPL (AN) visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux (procédure accélérée)	25.05.2023	1	31.05.2023	01.06.23
PPL (AN) visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une interruption spontanée de grossesse (procédure accélérée)	01.06.2023	0	15.06.2023	29.06.23
PPL (AN) visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne (procédure accélérée)	20.06.2023	0	28.06.2023	29.06.23
PPL (S) visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie (procédure accélérée)	19.06.2023	1	28.06.2023	29.06.23
PJL (S) ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (procédure accélérée)	28.06.2023	0	05.07.23	03.07.2023
PJL (S) visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (procédure accélérée)	28.06.2023	6	05.07.23	03.07.2023
PPL (S) visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique (procédure accélérée)	28.06.2023	1	05.07.2023	06.07.23

Texte en discussion	Date de la CMP	Date d'adoption du texte de la CMP		
		Amts déposés sur les conclusions de CMP	de l'AN	du Sénat
PPL (AN) visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité (procédure accélérée)	06.07.2023	0	12.07.2023	12.07.23
PJL (AN) relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (procédure accélérée)	10.07.2023	0	12.07.2023	13.07.23
PJL (S) relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 (procédure accélérée)	06.07.2023	0	13.07.2023	13.07.23
PPL (S) visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires (procédure accélérée)	06.07.2023	8	12.07.2023	13.07.23

5. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution)

Date de la demande	Texte soumis à nouvelle délibération	Examen	
		À l'Assemblée nationale	Au Sénat
<u>Année parlementaire 2022-2023</u>			
<i>Néant</i>			

D. AMENDEMENTS

1. « Braquet » d'examen des amendements sur les textes dont la première lecture a été supérieure à 10 heures

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements (+ motions)			Taux d'adoption	Braquet
		déposés	examinés	adoptés		
Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur *	14 h 16	234	204	31	15,2 %	14,3 amdts/h
Projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables *	21 h 27	678	571	169	29,6 %	26,6 amdts/h
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2023	32 h 24	1 142 + 1	649	203	31,3 %	20,0 amdts/h
Projet de loi de finances pour 2023	137 h 58	3 035 + 2	2 545	605	23,8 %	18,4 amdts/h
Projet de loi de financement rectificatif de la sécurité sociale pour 2023 (retraites)	90 h 16	8 903 + 1	4 169	203	4,9 %	46,2 amdts/h
Proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires *	10 h 20	265	224	47	21,0 %	21,7 amdts/h
Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 *	10 h 11	286	238	44	18,5 %	23,4 amdts/h

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements (+ motions)			Taux d'adoption	Braquet
		déposés	examinés	adoptés		
Projet de loi relatif à l'industrie verte *	13 h 23	410	328	53	16,2 %	24,5 amdts/h
Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense *	14 h 34	313 + 1	289	137	47,4 %	19,8 amdts/h
Projet de loi pour le plein emploi *	13 h 40	635 + 2	449	40	8,9 %	32,9 amdts/h

* Texte examiné après engagement de la procédure accélérée

2. Amendements déclarés irrecevables

	En commission	En séance
Irrecevabilité financière (article 40 de la Constitution)	125	1 209
Irrecevabilité budgétaire (LOLF)	4	165
Irrecevabilité LOLFSS (article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale)	-	720
Amendements hors du domaine de la loi (article 41 de la Constitution)	-	25
Absence de lien avec le texte (article 45, alinéa 1, de la Constitution)	262	301
Irrecevabilité « entonnoir » (article 44 bis, alinéas 5 et 6, du Règlement)	-	1

	En commission	En séance
Irrecevabilité dans le cadre d'une procédure de législation en commission (article 47 quater du Règlement)	-	-
Irrecevabilité au regard de l'article 38 de la Constitution (article 44 bis du Règlement)	-	3
Irrecevabilité au regard de l'article 44, al. 2 de la Constitution (amendement non antérieurement soumis à la commission)	-	130
Irrecevabilité au regard de l'article 44, al. 3 du Règlement (amendements qui ne se rapportent pas au texte, qui ne s'imputent pas correctement, ou qui auraient pour effet de contredire le sens de l'amendement sur lequel ils portent)	-	3 135
Irrecevabilité au regard de l'article 44 bis, al. 10 du Règlement (contraire à la Constitution)	-	2
Total	391	5 691

3. Dix-sept textes ont fait l'objet du dépôt d'au moins 100 amendements

Textes ayant fait l'objet du dépôt de plus de 100 amendements lors de l'année parlementaire 2022-2023

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements déposés (+ motions sur ensemble)	Amendements examinés	Amendements adoptés
PLFRSS 2023	90 h 16	8 903 (2 motions)	4 169	203
PJL de finances pour 2023	140 h 23	3055 (2 motions)	2544	605
PLFSS 2023	32 h 33	1127 (1 motion)	655	204
PJL Accélération de la production d'énergie renouvelable	22 h 02	678	571	169
PJL plein emploi	13 h 46	637 (2 motions)	449	40

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements déposés (+ motions sur ensemble)	Amendements examinés	Amendements adoptés
PJL relatif à l'industrie verte	13 h 44	410	328	53
PJL relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	14 h 57	312 (1 motion)	289	137
PJL d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027	10 h 45	286	238	44
PPL S visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires	10 h 34	265	224	47
PJL d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur	14 h 18	234	204	10
PPL S Lutte contre le risque incendie	5 h 31	152	138	36
PJL visant à sécuriser et réguler l'espace numérique	6 h 44	143	108	34
PJL Construction de nouvelles installations nucléaires	5 h 52	136 (1 motion)	122	31
PPL S pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France	6 h 33	130 (1 motion)	115	29
PJL portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi	4 h 57	112 Et 1 motion	103	7
PPL S relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle	4 h 36	103	93	12
PJL relatif aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024	6 h 22	102 (2 motions)	93	17

E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES)

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
1	PPL (S) visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce	1 400	2 020	44,29%	3	1	-66,67%
2	PPL (S) visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste	7 091	7 538	6,30%	3	3	0,00%
3	PJL (AN) portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi (CMP)	8 078	22 203	174,86%	5	14	180,00%
4	PJL (AN) de finances rectificative pour 2022 n° 2 (CMP)	9 312	19 191	106,09%	11	24	118,18%
5	PJL (AN) de financement de la sécurité sociale pour 2023 (dernier mot - DM)	193 318	257 888	33,40%	54	117	116,67%
6	PJL (AN) de finances pour 2023 (DM)	128 807	385 890	199,59%	48	215	347,92%
7	PJL (S) d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (CMP)	177 591	257 250	44,86%	16	29	81,25%
8	PPL (AN) visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation	3 420	1 125	-67,11%	3	2	-33,33%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
9	PPL (AN) visant à lutter contre la fraude au compte personnel de formation et à interdire le démarchage de ses titulaires	2 121	8 965	322,68%	2	5	150,00%
10	PPL (S) visant à permettre aux assemblées d'élus et aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, une personne investie d'un mandat électif public victime d'agression	2 121	8 965	322,68%	2	5	150,00%
11	PPL (AN) visant à faire évoluer la formation de sage-femme	3 098	4 956	59,97%	5	5	0,00%
12	PPL (S) sur le déroulement des élections sénatoriales	386	583	51,04%	2	3	50,00%
13	PPL (S) visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée	5 277	9 120	72,83%	4	10	150,00%
14	PJL (S) relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (CMP)	49 254	233 255	373,58%	20	116	480,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
15	PPL (AN) visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction des vingt-cinq années d'assurance les plus avantageuses	581	1 945	234,77%	2	1	-50,00%
16	PPL (S) créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales	4 856	12 230	151,85%	3	7	133,33%
17	PJL (S) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (CMP)	56 032	143 247	155,65%	31	39	25,81%
18	PPL (AN) tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs (CMP)	1 956	27 865	1324,59%	4	21	425,00%
19	PPL (AN) visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique (CMP)	1 765	11 317	541,19%	3	5	66,67%
20	PPL (S) visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré	2 516	1 201	-52,27%	3	2	-33,33%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
21	PJL (AN) de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023	141 255	174 347	23,43%	21	37	76,19%
22	PPL (AN) portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier (CMP)	1 570	3 663	133,31%	2	3	50,00%
23	PPL (AN) visant à améliorer l'encadrement des centres de santé	5 814	14 490	149,23%	4	12	200,00%
24	PPL (AN) portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé (CMP)	4 466	27 719	520,67%	5	17	240,00%
25	PJL (S) relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions (CMP)	36 069	69 445	92,53%	19	29	52,63%
26	PPL (AN) visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux (CMP)	7 036	30 389	331,91%	5	18	260,00%
27	PPL (AN) visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire	1 110	4 633	317,39%	4	7	75,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
28	PJL (S) relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes (CMP)	14 602	32 983	125,88%	11	30	172,73%
29	PPL (S) tendant à garantir la continuité de la représentation des communes au sein des conseils communautaires	1 099	1 140	3,73%	1	1	0,00%
30	PPL (AN) visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne (CMP)	1 972	6 539	231,59%	4	7	75,00%
31	PPL (AN) visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une interruption spontanée de grossesse dite fausse couche (CMP)	480	5 646	1076,25 %	2	5	150,00%
32	PPL (AN) maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs (DM)	754	760	0,80%	2	2	0,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
33	PPL (S) visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie (CMP)	41 076	61 777	50,40%	38	62	63,16%
34	PJL (S) ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du livre VII du code monétaire et financier et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (CMP)	9 912	13 467	35,87%	11	13	18,18%
35	PJL (S) visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (CMP)	48 394	86 406	78,55%	16	37	131,25%
36	PPL (AN) visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité (CMP)	2 425	4 929	103,26%	6	7	16,67%
37	PPL (S) visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique (CMP)	1 983	12 072	508,77%	4	10	150,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
38	PPL (S) visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux (CMP)	38 390	28 573	-25,57%	13	9	-30,77%
39	PPL (S) visant à régulariser le plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes du Bas Chablais	654	654	0,00%	1	1	0,00%
40	PJL (S) relative à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 (CMP)	3 511	4 971	41,58%	3	4	33,33%
41	PJL (S) relative à l'accélération de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023	4 030	4 057	0,67%	3	3	0,00%
42	PPL (AN) visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche et à renforcer la sécurité du transport maritime	4 074	12 742	212,76%	2	3	50,00%
43	PPL (AN) visant à protéger les logements contre l'occupation illicite	2 182	22 889	948,99%	5	13	160,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
44	PJL (AN) relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	132 774	240 835	81,39%	36	71	97,22%
TOTAL		1 164 612	2 281 880	95,93%	442	1 025	131,90%

F. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

**1. Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution
(32 déposées, 11 examinées, 10 adoptées)**

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>				
08.07.22	portant sur le développement économique de la filière du chanvre en France et l'amélioration de la réglementation des produits issus du chanvre <i>(proposition de résolution déposée en 2021-2022)</i>	M. Guillaume GONTARD et plusieurs de ses collègues	17.11.22	Adoption
03.10.22	sur la nécessité de renforcer la politique de revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs	MM. Rémy POINTEREAU, Serge BABARY, Mme Sonia de LA PROVÔTÉ, M. Gilbert-Luc DEVINAZ et Mme Françoise GATEL	-	-
03.10.22	visant à appliquer des sanctions à l'encontre de l'Azerbaïdjan et exiger son retrait immédiat du territoire arménien, à faire respecter l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, et favoriser toute initiative visant à établir une paix durable entre les deux pays	MM. Bruno RETAILLEAU, Christian CAMBON, Mme Éliane ASSASSI, MM. Patrick KANNER, Hervé MARSEILLE et Gilbert-Luc DEVINAZ	15.11.22	Adoption
11.10.22	pour le développement d'une culture scientifique	Mme Françoise FÉRAT et plusieurs de ses collègues	-	-
12.10.22	invitant le Gouvernement à revenir sur le projet de classement de la basilique du Sacré-Cœur aux monuments historiques, au nom de la mémoire de la Commune de Paris et des communards	MM. Pierre OUZOULIAS, Pierre LAURENT, Mme Marie-Noëlle LIENEMANN et plusieurs de leurs collègues	-	-

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
14.10.22	tendant à élargir de 29 à 90 jours par an le régime fiscal et social simplifié et le régime des cotisations sociales applicables au télétravail des frontaliers français employés au Luxembourg	M. Jean Louis MASSON	-	-
17.10.22	pour exclure les investissements publics de la transition écologique et énergétique du déficit budgétaire	M. Jean-François LONGEOT et plusieurs de ses collègues	-	-
28.11.22	pour le développement du transport ferroviaire	M. Gérard LAHELLEC, Mme Marie-Claude VARAILLAS et plusieurs de leurs collègues	07.12.22	Adoption
01.12.22	en soutien au mouvement pour la liberté du peuple iranien	M. François PATRIAT et plusieurs de ses collègues	-	-
05.12.22	proposant au Gouvernement de sortir le système électrique des mécanismes concurrentiels	MM. Fabien GAY, Pierre LAURENT, Mme Marie-Noëlle LIENEMANN et plusieurs de leurs collègues	12.01.23	Rejet
09.12.22	relative à la reconnaissance du génocide ukrainien de 1932-1933	Mme Joëlle GARRIAUD-MAYLAM	17.05.23	Adoption
12.12.22	exprimant le soutien du Sénat à l'Ukraine, condamnant la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appelant au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine	M. Claude MALHURET et plusieurs de ses collègues	07.02.23	Adoption
03.01.23	tendant à faire de la responsabilité sociale et environnementale un atout pour les entreprises	MM. Serge BABARY, Jacques LE NAY, Mmes Martine BERTHET, Florence BLATRIX CONTAT et plusieurs de leurs collègues	-	-
06.01.23	relative à la reconnaissance du génocide des Assyro-Chaldéens de 1915-1918	Mme Valérie BOYER et M. Bruno RETAILLEAU	08.02.23	Adoption

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
16.01.23	visant à interdire l'importation de produits issus du travail forcé de la population ouïghoure en République populaire de Chine	Mme Mélanie VOGEL, M. Guillaume GONTARD et plusieurs de leurs collègues	01.06.23	Adoption
18.01.23	appelant à faire de la lutte contre les violences pornographiques une priorité de politique publique	Mmes Annick BILLON, Alexandra BORCHIO FONTIMP, Laurence COHEN, Laurence ROSSIGNOL et plusieurs de leurs collègues	01.03.23	Adoption
08.02.23	visant à sauver nos clochers	MM. Édouard COURTIAL, Henri LEROY, Mme Valérie BOYER et plusieurs de leurs collègues	-	-
15.02.23	demandant la révision des décrets encadrant les conditions financières d'intervention des collectivités pour la construction de gendarmeries	MM. Olivier JACQUIN, Jérôme DURAIN et Mme Gisèle JOURDA	-	-
24.02.23	visant à réformer la caisse de retraites des anciens sénateurs pour plus d'exemplarité et de transparence	MM. Guillaume GONTARD, Patrick KANNER, Mme Éliane ASSASSI, M. Thomas DOSSUS et plusieurs de leurs collègues	-	-
24.03.23	proposant au Gouvernement de renforcer l'accès aux services publics	M. Jean-Claude REQUIER et plusieurs de ses collègues	31.05.23	Adoption
29.03.23	exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux membres des forces de l'ordre déployées sur tout le territoire national	M. Bruno RETAILLEAU, et les membres du groupe Les Républicains, M. Hervé MARSEILLE et plusieurs de leurs collègues	12.04.23	Adoption

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
31.03.23	visant à conférer, à titre posthume, le grade de général au lieutenant-colonel Alfred Dreyfus	MM. Joël GUERRIAU, Roger KAROUTCHI et plusieurs de leurs collègues	-	-
05.04.23	pour restaurer la paix civile, établir une nouvelle doctrine de maintien de l'ordre et rebâtir la confiance entre la population et la police	MM. Guillaume GONTARD, Guy BENARROCHE, Daniel BREUILLER, Ronan DANTEC, Thomas DOSSUS, Jacques FERNIQUE, Joël LABBÉ, Mme Monique de MARCO, M. Paul Toussaint PARIGI, Mme Raymonde PONCET MONGE, M. Daniel SALMON et Mme Mélanie VOGEL	-	-
06.04.23	exprimant la dénonciation par le Sénat des violences commises par l'ultradroite sur le territoire national	M. Jérôme DURAIN et plusieurs de ses collègues	-	-
12.05.23	invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale	Mme Nathalie DELATTRE et plusieurs de ses collègues	-	-
12.05.23	visant à préserver la santé, l'environnement, le cadre de vie et le bien-être des populations exposées aux nuisances engendrées par la circulation aérienne générée par le trafic aérien des trois aéroports majeurs d'Île-de-France	M. Rachid TEMAL	-	-

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
05.06.23	visant à restituer au peuple libanais les biens mal acquis saisis par la justice française dans le cadre des crimes de corruption et de blanchiment d'argent commis en France, conformément à la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	M. Joël GUERRIAU	-	-
07.06.23	demandant la création d'une dotation de compensation frontalière (DCF) pour mettre un terme aux distorsions de concurrence entre la France et le Luxembourg subies par les communes	M. Olivier JACQUIN	-	-
26.06.23	appelant à la dénonciation, par les autorités françaises, de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968	M. Bruno RETAILLEAU et plusieurs de ses collègues	-	-
27.06.23	visant à éviter toute mesure d'interdiction de l'usage du chauffage gaz dans les logements existants sans compromettre l'atteinte de la neutralité carbone	MM. Michel CANÉVET, Loïc HERVÉ et plusieurs de leurs collègues	-	-
27.06.23	relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur	Mme Sophie PRIMAS, M. Jean-François RAPIN, Mme Anne-Catherine LOISIER, M. Laurent DUPLOMB et plusieurs de leurs collègues	-	-
<u>Session extraordinaire 2022-2023</u>				
20.07.23	invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise	Mme Hélène CONWAY-MOURET et plusieurs de ses collègues	-	-
18.09.23	visant à mettre fin au commerce avec les colonies des territoires palestiniens occupés	Mme Raymonde PONCET MONGE et plusieurs de ses collègues	-	-

2. Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (4 déposées, aucune examinée)

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>				
15.11.22	tendant à ce que lors du vote électronique dorénavant en vigueur au Sénat pour les scrutins publics ordinaires, un sénateur ne puisse plus voter pour l'ensemble de son groupe et que tout sénateur puisse choisir librement le collègue porteur de sa procuration	M. Jean Louis MASSON	-	-
10.07.23	tendant à modifier le Règlement du Sénat pour introduire une procédure contradictoire préalable à la déclaration d'irrecevabilité des amendements au titre des articles 40 et 45 de la Constitution	M. Jean-Pierre SUEUR et plusieurs de ses collègues	-	-
12.04.23	tendant à ouvrir aux présidents des groupes la saisine du Conseil constitutionnel pour le contrôle des études d'impact	Mme Nathalie GOULET	-	-
17.05.23	tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de compléter l'intitulé de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication	M. Laurent LAFON et plusieurs de ses collègues	-	-

3. Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (7 déposées, aucune examinée en séance)

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>				

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
29.11.22	tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique des bâtiments ¹	M. Guillaume GONTARD et plusieurs de ses collègues	-	-
09.12.22	tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française ¹	Mme Laurence COHEN et plusieurs de ses collègues	-	-
09.01.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la commune et du maire en France ¹	M. Bruno RETAILLEAU	-	-
01.02.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence ¹	M. Claude MALHURET et plusieurs de ses collègues	-	-
14.04.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur la création, le fonctionnement, l'utilisation des fonds, les modalités de sélection des structures financées ainsi que le contrôle par son autorité de tutelle du fonds Marianne	M. Rachid TEMAL et plusieurs de ses collègues	-	-
22.05.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements dans la gestion des cimetières	Mme Nathalie GOULET	-	-
14.06.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les violences à Marseille et sur le territoire français	Mme Marie-Arlette CARLOTTI et plusieurs de ses collègues	-	-

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

G. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Date	Objet de la saisine	Suite
<u>Année parlementaire 2022-2023</u>		
Néant		

III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

A. DÉBATS

1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (4)

Date	Objet	Ministre(s) ayant lu la déclaration	Déclaration	Durée
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>				
12.10.2022	Politique énergétique de la France	Mme Élisabeth BORNE, Première ministre	0 h 25	2 h 15
26.10.2022	Guerre en Ukraine et conséquences pour la France	Mme Élisabeth BORNE, Première ministre	0 h 30	2 h 09
13.12.2022	Politique de l'immigration	Mme Élisabeth BORNE, Première ministre	0 h 15	2 h 33
06.06.2023	Politique étrangère de la France en Afrique	Mme Catherine COLONNA, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	0 h 20	2 h 29

2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (3)

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>			
06.12.2022	Conseil européen des 15 et 16 décembre 2022	Mme Laurence BOONE, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée de l'Europe	2 h 25
15.03.2023	Conseil européen des 23 et 24 mars 2023	Mme Laurence BOONE, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée de l'Europe	2 h 17
20.06.2023	Conseil européen des 29 et 30 juin 2023	Mme Laurence BOONE, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée de l'Europe	2 h 21

3. Interventions des forces armées à l'étranger

a) *Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger*

Date	Objet	Ministre intéressé	Déclaration	Durée
<u>Année parlementaire 2022-2023</u>				
<i>Néant</i>				

b) *Demande d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger*

Date	Objet	Ministre intéressé	Autorisation	Déclaration	Durée
<u>Année parlementaire 2022-2023</u>					
<i>Néant</i>					

4. Débats d'initiative sénatoriale (41)

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>					
04.10.2022	États généraux de la justice	Groupe Les Républicains	M. Éric DUPOND-MORETTI, garde des sceaux, ministre de la justice	Questions-Réponses	1 h 36
04.10.2022	Urgences hospitalières et soins non programmés	Groupe Les Républicains	Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé	Questions-Réponses	1 h 33
04.10.2022	Prise en compte des territoires, des savoir-faire et des cultures dans l'élaboration de réglementations européennes d'harmonisation	Commission des affaires européennes	Mme Laurence BOONE, secrétaire d'État chargée de l'Europe	Classique	1 h 50
04.10.2022	Conclusions du rapport « Abysses : la dernière frontière ? »	Mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? »	M. Hervé BERVILLE, secrétaire d'État chargé de la mer	Classique	1 h 54
05.10.2022	Atteintes aux droits des femmes et aux droits de l'homme en Iran (<i>débat d'actualité</i>)	Président du Sénat	Mme Catherine COLONNA, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	Classique	1 h 10
05.10.2022	Place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale	Délégation sénatoriale aux outre-mer	M. Jean-François CARENCO, ministre délégué chargé des outre-mer	Questions-Réponses	1 h 35

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
05.10.2022	Conclusions du rapport « Cinq plans pour reconstruire la souveraineté économique »	Commission des affaires économiques	M. Roland LESCURE, ministre délégué chargé de l'industrie	Classique	2 h 04
06.10.2022	Conclusions du rapport « Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France »	Mission d'information sur le thème « Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française »	M. Roland LESCURE, ministre délégué chargé de l'industrie	Classique	1 h 16
06.10.2022	Quelle place donner aux acteurs du médico-social dans l'organisation des soins de demain sur nos territoires ?	Groupe RDPI	Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé	Questions-Réponses	1 h 23
18.10.2022	Finances locales	Commission des finances	Mme Caroline CAYEUX, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales	Classique	1 h 35
14.11.2022	Enseignement professionnel	Groupe Les Républicains	Mme Carole GRANDJEAN, ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels	Questions-Réponses	1 h 33
14.11.2022	Quel bilan pour Parcoursup ?	Groupe CRCE	Mme Sylvie RETAILLEAU, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche	Classique	1 h 48
15.11.2022	Situation et perspectives des collectivités territoriales	Groupe Les Républicains	Mme Caroline CAYEUX, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales	Questions-Réponses	1 h 40

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
10.01.2023	Gestion de l'eau dans une perspective économique et écologique	Groupe Les Républicains	Mme Bérandère COUILLARD, secrétaire d'État chargée de l'écologie	Questions-Réponses	1 h 31
10.01.2023	Instauration des zones à faible émission (ZFE)	Groupe Les Républicains	M. Christophe BÉCHU, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Questions-Réponses	1 h 34
10.01.2023	Mieux rémunérer le travail en France : la nécessité d'un Grenelle sur les salaires	Groupe SER	Mme Carole GRANDJEAN, ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels	Questions-Réponses	1 h 38
10.01.2023	Conclusions du rapport : « Faire de la RSE une ambition et un atout pour chaque entreprise »	Délégation sénatoriale aux entreprises	Mme Olivia GRÉGOIRE, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Classique	1 h 28
11.01.2023	Crise du système de santé (<i>débat d'actualité</i>)	Président du Sénat	Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé	Classique	1 h 39
11.01.2023	Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales	Commission des finances	M. Gabriel ATTAL, ministre délégué chargé des comptes publics	Classique	1 h 37
11.01.2023	Politique du logement dans les outre-mer	Délégation sénatoriale aux outre-mer	M. Jean-François CARENCO, ministre délégué chargé des outre-mer	Classique	1 h 44

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
07.02.2023	Automobile : tout électrique 2035, est-ce réalisable ?	Groupe Les Républicains	Mme Olivia GRÉGOIRE, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Questions-Réponses	1 h 42
07.02.2023	Conclusions du rapport : « Commerce extérieur : L'urgence d'une stratégie publique pour nos entreprises »	Délégation sénatoriale aux entreprises	M. Olivier BECHT, ministre délégué chargé du commerce extérieur, de l'attractivité et des Français de l'étranger	Classique	1 h 46
07.02.2023	Conclusions du rapport « Compétitivité : une urgence pour redresser la ferme France »	Commission des affaires économiques	M. Marc FESNEAU, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	Classique	1 h 58
08.02.2023	Quelle réponse européenne aux récentes mesures protectionnistes américaines ? (débat d'actualité)	Président du Sénat	Mme Laurence BOONE, secrétaire d'État chargée de l'Europe	Classique	1 h 27
09.02.2023	État territorial, entre mirage et réalité	Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation	Mme Dominique FAURE, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité	Classique	1 h 54
01.03.2023	Conséquences de l'inflation sur le pouvoir d'achat des Français (débat d'actualité)	Président du Sénat	Mme Olivia GRÉGOIRE, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Classique	1 h 14

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
01.03.2023	Mixité sociale à l'école	Groupe SER	M. Pap NDIAYE, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	Questions-Réponses	1 h 42
22.03.2023	Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	-	Ancien débat classique	2 h 09
11.04.2023	Avenir de la ressource en eau : comment en améliorer la gestion ?	Délégation sénatoriale à la prospective	Mme Bérandère COUILLARD, secrétaire d'État chargée de l'écologie	Classique	2 h 00
11.04.2023	Harcèlement scolaire : quel plan d'action pour des résultats concrets ?	Groupe Les Républicains	M. Pap NDIAYE, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	Classique	1 h 51
12.04.2023	Impacts économique, social et politique de l'intelligence artificielle générative (débat d'actualité)	Président du Sénat	M. Jean-Noël BARROT, ministre délégué chargé de la transition numérique et des télécommunications	Classique	1 h 10
12.04.2023	Pollution lumineuse	Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	Mme Bérandère COUILLARD, secrétaire d'État chargée de l'écologie	Questions-Réponses	1 h 24
13.04.2023	État de la justice dans les outre-mer	Groupe SER	M. Jean-François CARENCO, ministre délégué chargé des outre-mer	Questions-Réponses	1 h 26
02.05.2023	Quelles solutions pour développer l'hydrogène au sein de notre mix énergétique ?	Groupe Les Républicains	M. Roland LESCURE, ministre délégué chargé de l'industrie	Questions-Réponses	1 h 22

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
02.05.2023	Quelle réponse au phénomène mondialisé des fraudes fiscales aux dividendes ?	Groupe CRCE	M. Gabriel ATTAL, ministre délégué chargé des comptes publics	Classique	1 h 39
03.05.2023	Programme de stabilité et l'orientation des finances publiques	Commission des finances	M. Gabriel ATTAL, ministre délégué chargé des comptes publics	Classique	1 h 54
04.05.2023	Comment rendre possible le retour en Ukraine des enfants déportés en Fédération de Russie ?	Groupe RDPI	Mme Laurence BOONE, secrétaire d'État chargée de l'Europe	Classique	1 h 22
30.05.2023	La France rurale face à la disparition des services au public	Groupe Les Républicains	Mme Dominique FAURE, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité	Questions-Réponses	1 h 32
31.05.2023	Bilan de l'application des lois	Conférence des Présidents	M. Franck RIESTER, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement	Classique	1 h 18
31.05.2023	Gestion des déchets dans les outre-mer	Délégation sénatoriale aux outre-mer	Mme Dominique FAURE, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité	Classique	1 h 18
13.06.2023	Enjeux de la France communale et avenir de la commune en France	Groupe Les Républicains	Mme Dominique FAURE, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité	Questions-Réponses	1 h 30

B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

1. Questions d'actualité au Gouvernement

RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions discutées
Les Républicains	187
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	102
Union centriste (UC)	85
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	34
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE)	34
Les Indépendants - République et territoires (INDEP)	34
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	34
Écologiste - Solidarité et territoires (GEST)	34
Non-inscrits	4
Total	548

2. Questions orales

RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	Questions discutées
Les Républicains	237 (37,3 %)	243 (41,3 %)
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	122 (19,2 %)	113 (19,2 %)
Union centriste (UC)	141 (22,2 %)	110 (18,7 %)
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	37 (5,8%)	34 (5,8 %)
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE)	29 (4,6%)	26 (4,4 %)
Les Indépendants - République et territoires	23 (3,6%)	17 (2,9 %)
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	26 (4,1%)	23 (3,9 %)
Écologiste - solidarité et territoires (GEST)	20 (3,1%)	20 (3,4 %)
Non-inscrits	1 (0,2%)	2 (0,3 %)
Total	636	588

3. Questions écrites

RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	en % du total des questions	Réponses	en % du total des réponses
Les Républicains	2 059	37,5 %	2 189	39 %
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	543	10 %	613	11 %
Union centriste (UC)	1 445	26 %	1 278	22 %
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	163	3 %	147	3 %
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE)	214	4 %	233	4 %
Les Indépendants - République et territoires	120	2 %	116	2 %
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	297	5,5 %	252	4 %
Écologiste - solidarité et territoires (GEST)	56	1 %	61	1 %
Non-inscrits	606	11 %	789	14 %
Total	5 503		5 678	

C. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES

Tableau récapitulatif des propositions de résolution européenne déposées et/ou ayant connu un aboutissement en 2022-2023

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
1	03.10.2022	visant à renforcer les moyens d'éradication de la brucellose dans la faune sauvage et à étudier l'opportunité d'introduire des dérogations à l'obligation d'abattage total en cas de découverte de cas dans un élevage	73 <i>quinquies</i>	M. Cyril PELLELAT	Affaires européennes	Retirée par son auteur le 18.10.2022
26	05.10.2022	relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme COM(2021) 762 final	73 <i>quater</i>	Mmes Pascale GRUNY et Laurence HARRIBEY, au nom de la commission des affaires européennes M. Fabien GAY, Mme Marie-Noëlle LIENEMANN, MM. Pierre LAURENT, Pierre OUZOULIAS et plusieurs de leurs collègues	Affaires sociales	Devenue résolution le 14.11.2022
67	24.10.2022	invitant le Gouvernement à sortir le système électrique des mécanismes concurrentiels du marché unique européen	73 <i>quinquies</i>		Affaires européennes	Retirée par ses auteurs le 21.11.2022

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
194	08.12.2022	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre commun pour les services de médias dans le marché intérieur (législation européenne sur la liberté des médias) et modifiant la directive 2010/13/UE - COM(2022) 457 final	73 <i>octies</i>	Mme Florence BLATRIX CONTAT, M. André GATTOLIN et Mme Catherine MORIN- DESAILLY, au nom de la commission des affaires européennes	Culture	Devenue résolution le 11.12.2022
197	08.12.2022	sur l'avenir de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex)	73 <i>quinquies</i>	MM. Jean-François RAPIN et François-Noël BUFFET	Lois	Adoptée par le Sénat le 08.02.2023
226	04.01.2023	visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux commises en Iran	73 <i>quinquies</i>	Mme Christine LAVARDE et M. Didier MARIE, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires étrangères	Devenue résolution le 24.02.2023
239	12.01.2023	visant à interdire l'importation de produits issus du travail forcé de la population ouïghoure en République populaire de Chine	73 <i>quinquies</i>	Mme Mélanie VOGEL, M. Guillaume GONTARD et plusieurs de leurs collègues	Affaires européennes	Retirée par ses auteurs le 16.01.2023
296	30.01.2023	sur le volet relatif à la politique étrangère et de sécurité commune des négociations d'adhésion de l'Union européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	73 <i>quinquies</i>	MM. François-Noël BUFFET, Christian CAMBON et Jean-François RAPIN	Affaires étrangères	Devenue résolution le 07.03.2023

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
335	08.02.2023	sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2023	73 <i>quater</i>	MM. Didier MARIE et Jean-François RAPIN, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 13.03.2023
345	10.02.2023	dénonçant les transferts forcés massifs d'enfants ukrainiens par la Fédération de Russie	73 <i>quinquies</i>	M. André GATTOLIN et plusieurs de ses collègues	Affaires étrangères	Devenue résolution le 17.04.2023
358	15.02.2023	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur enfants - COM(2022) 209 final	73 <i>quater</i>	Mme Catherine MORIN-DESAILLY et M. André REICHARDT, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 20.03.2023
446	22.03.2023	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Conseil relatif à la compétence, à la loi applicable, à la reconnaissance des décisions et à l'acceptation des actes authentiques en matière de filiation ainsi qu'à la création d'un certificat européen de filiation, COM(2022) 695 final	73 <i>octies</i>	M. Dominique de LEGGE, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 22.03.2023

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
459	28.03.2023	visant à soutenir l'adoption de la directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme COM(2021) 762 final	73 <i>quinquies</i>	M. Olivier JACQUIN, Mmes Laurence HARRIBEY et Monique LUBIN	Affaires européennes	Retirée par ses auteurs le 03.04.2023
484	30.03.2023	relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle et modifiant certains actes législatifs de l'Union COM(2021) 206 final	73 <i>quater</i>	M. André GATTOLIN, Mme Catherine MORIN-DESAILLY, M. Cyril PELLEVAT et Mme Elsa SCHALCK, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 09.05.2023
490	31.03.2023	sur l'instrument du marché unique pour les situations d'urgence	73 <i>quater</i>	Mmes Amel GACQUERE, Christine LAVARDE et M. Didier MARIE, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 09.05.2023
514	07.04.2023	visant à soutenir l'adoption de la directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme COM(2021) 762 final	73 <i>quinquies</i>	M. Olivier JACQUIN, Mmes Laurence HARRIBEY et Monique LUBIN	Affaires européennes	Retirée par ses auteurs le 21.04.2023
515	07.04.2023	sur la gestion des déchets dans les outre-mer	73 <i>quinquies</i>	Mmes Gisèle JOURDA et Viviane MALET	Affaires européennes	Retirée par ses auteurs le 13.04.2023

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
526	12.04.2023	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE, COM(2022) 677 final	73	Mme Marta de CIDRAC, au nom de la commission des affaires européennes	Aménagement du territoire et développement durable	Devenue résolution le 24.04.2023
557	02.05.2023	relative à la protection de la filière pêche française et aux mesures préconisées dans le cadre du « Plan d'action pour le milieu marin » présenté le 21 février 2023 par la Commission européenne	73	M. Michel CANÉVET et plusieurs de ses collègues	Affaires économiques	Devenue résolution le 06.06.2023
575	04.05.2023	relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux redevances et aux droits dus à l'Agence européenne des médicaments, modifiant le règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 297/95 du Conseil et le règlement (UE) n° 658/2014 du Parlement européen et du Conseil - COM(2022) 721 final	73	Mmes Pascale GRUNY et Laurence HARRIBÉY, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires sociales	Devenue résolution le 09.06.2023

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
596	11.05.2023	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des règles harmonisées pour l'équité de l'accès aux données et de l'utilisation des données (règlement sur les données) COM(2022) 68 final	73 <i>quater</i>	Mme Florence BLATRIX CONTAT, M. André GATTOLIN et Mme Catherine MORIN- DESAILLY, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 16.06.2023
622	17.05.2023	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) n° 1227/2011 et (UE) 2019/942 afin d'améliorer la protection de l'Union contre la manipulation du marché de gros de l'énergie - COM(2023) 147 final	73 <i>octies</i>	MM. Daniel GREMILLET, Claude KERN et Pierre LAURENT, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 22.05.2023
627	22.05.2023	sur la gestion des déchets dans les outre-mer	73 <i>quinquies</i>	Mmes Gisèle JOURDA et Viviane MALET	Aménagement du territoire et développement durable	Devenue résolution le 25.07.2023

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
635	24.05.2023	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la réception par type des véhicules à moteur et de leurs moteurs, ainsi que des systèmes, des composants et des entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, en ce qui concerne leurs émissions et la durabilité de leurs batteries (Euro 7), et abrogeant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009, COM(2022) 586 final	73 <i>quater</i>	Mme Pascale GRUNY, MM. Jean-Michel HOULLEGATTE et Dominique de LEGGE, au nom de la commission des affaires européennes	Aménagement du territoire et développement durable	Devenue résolution le 30.06.2023
657	31.05.2023	invitant le Gouvernement à agir au niveau européen et international pour appuyer la relance du processus de paix et de réconciliation entamée par l'accord de paix pour l'Irlande du Nord	73 <i>quinquies</i>	M. Pierre LAURENT, Mme Michelle GRÉAUME, MM. Pierre OUZOULIAS, Éric BOCQUET, Mme Éliane ASSASSI et plusieurs de leurs collègues	Affaires européennes	Rejetée par la commission le 28.06.2023
669	01.06.2023	relative aux propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil portant réforme du marché de l'électricité de l'Union	73 <i>quater</i>	MM. Daniel GRÉMILLET et Claude KERN, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 19.06.2023
849	05.07.2023	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'espace européen des données de santé - COM(2022) 197 final	73 <i>quater</i>	Mmes Pascale GRUNY et Laurence HARRIBEY, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires sociales	Devenue résolution le 17.07.2023

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
886	13.07.2023	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement d'un cadre de mesures en vue de renforcer l'écosystème européen de la fabrication de produits de technologie « zéro net » - COM(2023) 161 final	73 <i>quater</i>	Mme Amel GACQUERRE, MM. Daniel GREMILLET et Didier MARIE, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 25.08.2023
887	13.07.2023	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre visant à garantir un approvisionnement sûr et durable en matières premières critiques et modifiant les règlements (UE) n° 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1724 et (UE) 2019/1020 - COM(2023) 160 final	73 <i>quater</i>	Mme Amel GACQUERRE, MM. Daniel GREMILLET et Didier MARIE, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 18.08.2023

D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (art. 6 bis RS)	Objet	Président(e) de la commission	Rapporteur(e) de la commission
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>					
17.01.23	Groupe EST	Oui	L'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique	Mme Dominique ESTROSI SASSONE	M. Guillaume GONTARD
24.01.23	Groupe CRCE	Oui	La pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française	Mme Sonia de LA PROVÔTÉ	Mme Laurence COHEN
01.03.23	Groupe Les Indépendants	Oui	L'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence	M. Mickaël VALLET	M. Claude MALHURET
10.05.23	Commission des finances	Non	Le "Fonds Marianne" (<i>prérogatives de commission d'enquête conférée pour trois mois à la commission des finances</i>)	M. Claude RAYNAL	M. Jean-François HUSSON
<u>Session extraordinaire 2022-2023</u>					
<i>Néant</i>					

E. MISSIONS D'INFORMATION

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (Art. 6 bis RS)	Objet	Président(e) de la mission	Rapporteur(e) de la mission
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>					
17.01.23	Groupe UC	Oui	Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert	M. Gilbert-Luc DEVINAZ	M. Vincent CAPO-CANELLAS
24.01.23	Groupe Les Républicains	Oui	l'avenir de la commune et du maire en France	Mme Maryse CARRÈRE	M. Mathieu DARNAUD
01.02.23	Groupe SER	Oui	« Gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement »	M. Rémy POINTEREAU	M. Hervé GILLÉ
01.02.23	Groupe RDPI	Oui	« Le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique »	M. Jean-Marie MIZZON	Mme Nadège HAVET
15.02.23	Groupe RDSE	Oui	« L'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales »	M. Jérôme BASCHER	Mme Guylène PANTEL
<u>Session extraordinaire 2022-2023</u>					
<i>Néant</i>					

F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT

Type de rapports Session parlementaire	Rapports périodiques	Rapports uniques	Rapports d'application des lois (art. 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004)	Total des rapports déposés
2010-2011	39	29	22	90
2011-2012	46	26	44	116
2012-2013	38	26	13	67
2013-2014	33	37	17	87
2014-2015	19	79	17	115
2015-2016	27	80	14	121
2016-2017	26	81	14	121
2017-2018	35	56	9	100
2018-2019	31	60	6	97
2019-2020	28	71	28	127
2020-2021	42	83	16	141
2021-2022	51	63	19	133
2022-2023	42	55	49	146

1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 42 rapports)

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date du dernier dépôt
1	RP n° 435 - Rapport d'évaluation du dispositif Censi-Bouvard prévu à l'article 199 sexvicies du code général des impôts, en application de l'article 74 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022	17.10.2022
2	RP n° 436 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au budget du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, en application de l'article 158 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022	17.10.2022
3	RP n° 437 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif au bilan national du fonds d'intervention régional, en application de l'article L. 1435-10 du code de la Santé publique	18.10.2022
7	RP n° 438 - Rapport annuel du Gouvernement relatif à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises 2022, en application de l'article 51 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016	25.10.2022
11	RP n° 439 - Projets d'avenants aux contrats d'objectifs et de moyens (COM) 2020-2022 de France Télévisions, Radio France, ARTE France, France Médias Monde et de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	02.11.2022

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date du dernier dépôt
12	RP n° 440 - Rapport du Gouvernement 2022 sur les expérimentations innovantes en santé, en application de l'article 51 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale	08.11.2022
13	RP n° 441 - Rapport d'évaluation sur la mise en œuvre du droit à dérogation des directeurs généraux des agences régionales de santé, en application de l'article 68 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service de la confiance	08.11.2022
21	RP n° 442 - Rapport annuel du Gouvernement sur le bilan quantitatif et qualitatif des modalités de mise en œuvre de la création du statut de citoyen sauveteur, de la lutte contre l'arrêt cardiaque et la sensibilisation aux gestes qui sauvent, en application de l'article 9 de la loi n° 2020-840 du 3 juillet 2020	21.11.2022
22	RP n° 443 - Rapport du Gouvernement relatif à la mise en œuvre des mesures issues de la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur, en application de l'article 250 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021	22.11.2022
31	RP n° 444 - Rapport annuel du Gouvernement relatif à l'évolution des dépenses et des ressources de la Société du Grand Paris, en application de l'article 167 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019	06.12.2022
37	RP n° 445 - Rapport annuel du Gouvernement sur la situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé, en application de l'article 12 de la loi n° 2008-1330 de financement de la Sécurité sociale pour 2009 du 17 décembre 2008 modifiant l'article L.862-7 du code de la sécurité sociale	21.12.2022
41	RP n° 446 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du dispositif d'indemnisation prévu à l'article L. 10-0 AC du livre des procédures fiscales, au titre de l'année 2021, en application de l'article 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	22.12.2022
42	RP n° 447 - Rapport annuel relatif aux contribuables quittant le territoire national, au titre de l'année 2022, en application de l'article 29 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012	26.12.2022
44	RP n° 448 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la complémentaire santé solidaire pour l'année 2022, en application de l'article L. 862-7 du code de la sécurité sociale	27.12.2022
47	RP n° 449 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales, en application de l'article 166 de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016	29.12.2022
49	RP n° 450 - Rapport annuel sur les résultats de la taxe prévue à l'article 299 du code général des impôts et sur son impact économique, au titre de l'année 2022, en application de l'article 5 de la loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés	11.01.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date du dernier dépôt
53	RP n° 451 – Rapport annuel du Gouvernement sur la progression du marquage des vélos et sur l'évolution des vols de vélos, en application de l'article 56 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	17.01.2023
55	RP n° 452 – Rapport annuel de la condition militaire, au titre de l'année 2022, en application de l'article L. 4111-1 du code de la défense	01.02.2023
59	RP n° 453 – Rapport annuel du Comité national d'orientation et de suivi (CNOS) relatif au fonds de soutien créé en faveur des collectivités territoriales ayant souscrit des emprunts structurés à risque, au titre de l'année 2021, en application de l'article 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014	02.02.2023
60	RP n° 454 – Rapport annuel du Comité économique de l'hospitalisation publique et privée (CEHPP) portant sur l'évolution des dépenses d'assurance maladie relatives aux frais d'hospitalisation, au titre de l'année 2021, en application de l'article L. 162-21-3 du code de la sécurité sociale	03.02.2023
70	RP n° 454 – Bilan financier retraçant, pour le troisième trimestre 2022, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et de France 2030, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	03.03.2023
72	RP n° 455 – Rapport relatif au coût pour les collectivités territoriales des mesures d'exonération et d'abattement d'impôts directs locaux, au titre de l'année 2022, en application de l'article 33 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	27.03.2023
81	RP n° 456 – Rapport sur la mise en œuvre de la programmation financière et opérationnelle des investissements de l'État dans les transports, au titre de l'année 2022, en application de l'article 3 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	31.03.2023
86	RP n° 456 – Rapport relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif, au titre de l'année 2022, et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale, au titre de l'année 2023, en application de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles	17.04.2023
96	RP n° 457 – Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du dispositif d'indemnisation prévu à l'article L. 10-0 AC du livre des procédures fiscales, au titre de l'année 2022, en application de l'article 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	27.04.2023
99	RP n° 458 – Bilan financier retraçant, pour le quatrième trimestre 2022, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et de France 2030, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	05.05.2023
105	RP n° 459 – Rapport présentant le bilan statistique, au titre de l'année 2022, de l'application de l'article 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime, en application de l'article 257 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	24.05.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date du dernier dépôt
108	RP n° 460 – Rapport relatif à l'évaluation et aux résultats des expérimentations et activités de recherche publique conduites par le Pôle d'expertise de la régulation numérique, au titre de l'année 2022, en application de l'article 36 de la loi n° 2021-1382 du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique	31.05.2023
112	RP n° 461 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application des mesures administratives prises en application du titre II du livre II du code de la sécurité intérieure et des dispositifs judiciaires préventifs mis en œuvre aux fins de lutter contre le terrorisme, au titre de l'année 2022, en application de l'article L. 22-10-1 du code de la sécurité intérieure	06.06.2023
115	RP n° 462 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'accueil, dans les académies concernées, des enfants dont les familles ont fait la demande d'un accueil au plus près possible de leur domicile dans les écoles maternelles ou classes enfantines en langue régionale, au titre de l'année 2022, en application de l'article 10 de la loi n° 2021-641 du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion	13.06.2023
116	RP n° 463 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux conventions spécifiques conclues entre l'État, des collectivités territoriales et des associations de promotion des langues régionales relatives aux établissements d'enseignement de ces langues créés selon un statut de droit public ou de droit privé et sur l'opportunité de bénéficier, pour les établissements scolaires associatifs développant une pédagogie fondée sur l'usage immersif de la langue régionale, de contrats simples ou d'association avec l'État, au titre de l'année 2022, en application de l'article 11 de la loi n° 2021-641 du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion	13.06.2023
119	RP n° 464 – Rapport relatif à l'exécution des autorisations de garanties accordées en loi de finances, en application du 5° du II de l'article 34 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, qui recense les garanties octroyées au cours de l'année précédente dans ce cadre, au titre de l'année 2022, en application de l'article 24 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022	22.06.2023
121	RP n° 465 – Rapport relatif, pour chaque catégorie de collectivités territoriales, à la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources ainsi que ses modalités de calcul et son évolution, au titre de l'année 2021, en application de l'article LO 1114-4 du code général des collectivités territoriales	26.06.2023
122	RP n° 466 – Rapport relatif aux mesures déjà mises en œuvre et celles prévues en réponse aux recommandations et propositions du rapport du Haut Conseil pour le climat, au titre de l'année 2022, en application de l'article L. 132-4 du code l'environnement	27.06.2023
129	RP n° 467 – Rapport sur l'application de la politique de remises et de transactions à titre gracieux par l'administration fiscale, au titre de l'année 2022, en application de l'article L. 251 A du livre des procédures fiscales	17.07.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date du dernier dépôt
131	RP n° 468 - Rapport annuel du Gouvernement sur les exportations d'armement de la France, au titre de l'année 2023, en application du point 5 du rapport annexé de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	20.07.2023
132	RP n° 469 - Rapport sur les exportations des biens à double usage pour l'année 2022, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement en juin 2021 de renforcer l'information au Parlement, afin d'apporter une vision d'ensemble de son action dans le domaine du contrôle des exportations de matériels de guerre et de biens à double usage	21.07.2023
133	RP n° 470 - Rapport du Gouvernement au Parlement présentant le bilan des évaluations de la qualité de l'action publique menées et les propositions de réformes et d'économies associées, au titre de l'année 2023, en application de l'article 167 de la loi n° 2022-1723 de finances pour 2023	26.07.2023
134	RP n° 471 - Dix-neuvième rapport du Gouvernement au Parlement sur les chiffres de la politique de l'immigration et de l'intégration pour l'année 2021, en application de l'article L. 123-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	26.07.2023
142	RP n° 472 - Dix-septième rapport annuel du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire, relatif aux officiers, en application de l'article L. 4111-1 du code de la défense	15.09.2023
144	RP n° 473 - Rapport annuel d'information au Parlement sur les opérations financières de la France avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, en application de l'article 221 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	22.09.2023
145	RP n° 474 - Rapport annuel du Conseil Supérieur de l'Agence France-Presse au Parlement, en application de l'article 3, 5e alinéa, de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'Agence France-Presse	26.09.2023

2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat (total : 55 rapports)

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
4	RU n° 935 - Rapport du Gouvernement relatif à l'expérimentation du cannabis à usage médical, en application du III de l'article 43 de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020	18.10.2022
6	RU n° 936 - Rapport d'évaluation du Gouvernement du coût des décharges d'enseignement pour les directeurs d'école, en fonction des spécificités de l'école, en application de l'article 186 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022	20.10.2022
8	RU n° 937 - Rapport du Gouvernement relatif à l'évaluation des mesures expérimentales de relèvement du seuil de revente à perte et d'encadrement des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires, en application de l'article 125 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique	31.10.2022

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
9	RU n° 938 – Rapport du Gouvernement au Parlement sur la rémunération pour copie privée, en application de l’article 20 de la loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l’empreinte environnementale du numérique en France	31.10.2022
10	RU n° 939 – Rapport au Parlement sur la plateforme nationale de lutte contre la déforestation importée www.deforestationimportee.fr , en application de l’article 270 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	31.10.2022
17	RU n° 940 – Rapport au Parlement relatif à l’offre d’assistance médicale à la procréation en France, en application de l’article 2 de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique	18.11.2022
23	RU n° 941 – France 2030 : avenant n° 1 à la convention du 29/12/2017 entre l’État et l’Agence nationale de la recherche relative au programme d’investissements d’avenir (action « Démonstrateurs et territoires d’innovation de grande ambition » – volet « Nucléaire de demain »)	24.11.2022
24	RU n° 942 – Projet de convention entre l’État, l’EPIC Bpifrance et la société par actions simplifiée Bpifrance Investissement relative au plan France 2030 (action « Accélération de la croissance (fonds propres) » – volet « Fonds national de venture industriel – FNVI »), en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	25.11.2022
25	RU n° 943 – Rapport du Gouvernement portant sur le respect des principes de la République et de la laïcité dans les établissements français à l’étranger, en application de l’article 8 de la loi n° 2022-272 du 28 février 2022 visant à faire évoluer la gouvernance de l’Agence pour l’enseignement français à l’étranger et à créer les instituts régionaux de formation	28.11.2022
26	RU n° 944 – Projet d’avenant n°2 relatif à la convention du 13 février 2017 portant avenant n°4 à la convention du 20 octobre 2010 entre l’État et l’Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) relative au programme d’investissements d’avenir (Actions « Internats d’excellence et égalité des chances » et « Internats de la réussite »), en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	28.11.2022
27	RU n° 945 – Projet d’avenant n°2 relatif à la convention du 17 décembre 2014 entre l’État et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) relative au programme d’investissements d’avenir (action « Fonds national d’innovation », « Culture de l’innovation et de l’entrepreneuriat »), en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	29.11.2022
28	RU n° 946 – Projet d’avenant n°2 relatif à la convention du 20 décembre 2016 portant avenant n°2 à la convention du 10 décembre 2014 entre l’État et l’Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) relative au programme d’investissements d’avenir (action : « Projets innovants en faveur de la jeunesse »), en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	29.11.2022

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
30	RU n° 947 - Projet de convention entre l'État et l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) relative à la clôture du fonds d'aide à la rénovation thermique (FART) créé dans le cadre du programme d'investissements d'avenir (action « Rénovation thermique des logements privés »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	5-déc.-22
36	RU n° 948 - Projet d'avenant n° 2 à la convention entre l'État et Bpifrance du 11 décembre 2020 relative au programme d'investissements d'avenir (Action : « Grands défis », volet « French Tech Souveraineté »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	21.12.2022
40	RU n° 949 - Rapport du Gouvernement relatif à l'état des lieux et évolutions de la fiscalité des dons et du soutien à la philanthropie, en application de l'article 8 de la loi n° 2021-875 du 1er juillet 2021 visant à améliorer la trésorerie des associations	22.12.2022
43	RU n° 950 - Rapport de l'Inspection Générale de l'Administration relatif au financement des services d'incendie et de secours : réalisations - défis - perspectives, en application de l'article 54 de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels	26.12.2022
46	RU n° 951 - Rapport au Parlement portant sur l'expérimentation en matière de recrutement de contractuels et de fonctionnaires, en application de l'article 31 de la loi n°2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	28.12.2022
51	RU n° 952 - Rapport sur l'évaluation du dispositif prévu au 1 ter de l'article 200 du code général des impôts, en application de l'article 76 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022	13.01.2023
52	RU n° 953 - Rapport sur le sport de haut niveau en Outre-mer, en application de l'article 28 de la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France	17.01.2023
54	RU n° 954 - Rapport sur l'application des dispositions de l'arrêté du 16 août 2016 portant homologation des règles de bonnes pratiques relatives à l'entretien avec les proches en matière de prélèvement d'organes et de tissus, en application de l'article 43 de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique	25.01.2023
57	RU n° 955 - Rapport sur le bilan de la législation en matière de mécénat de 2018 et les aides disponibles pour les employeurs dans le cadre du recrutement d'un sapeur-pompier volontaire et de ses départs en mission, en application de l'article 58 de la loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels	02.02.2023
58	RU n° 956 - Rapport relatif aux impacts sanitaires et environnementaux de certains usages de matières plastiques biosourcées, biodégradables et compostables, en application de l'article 84 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	02.02.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
68	RU n° 957 – Rapport relatif à l'état des lieux de la coopération des professionnels de santé exerçant auprès des enfants et des jeunes, en application de l'article 45 de la loi n° 2021-502 du 26 avril 2021 visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification	27.02.2023
69	RU n° 958 – Rapport présentant un premier bilan des expérimentations engagées sur les nouvelles formes de regroupement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, en application de l'article 52 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance	01.03.2023
71	RU n° 959 – Projet de convention entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au plan France 2030 (action « Aides à l'innovation "bottom-up" (fonds propres) » – volet « Fonds Métaux critiques »), ainsi que le projet de décision de la Première ministre, en application de l'article 1.1 de la convention précitée, permettant la consommation des autorisations d'engagement correspondantes, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	23.03.2023
75	RU n° 960 – Rapport évaluant la mise en œuvre de la sanction prévue à l'article L. 541-15-15 du code de l'environnement et son impact sur la distribution d'imprimés publicitaires non adressés, en application de l'article 21 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	28.03.2023
78	RU n° 961 – Rapport présentant l'impact prévisionnel de la crise du covid-19 et de la période de confinement sur les ressources de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France et ses conséquences sur l'exécution de la stratégie de mise en œuvre des orientations de la politique d'investissement de l'État en matière de transports et de mobilités, en application de l'article 60 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020	31.03.2023
87	RU n° 962 – Rapport relatif à la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles et aux solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles, en application de l'article 46 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	17.04.2023
91	RU n° 963 – Rapport relatif à l'expérimentation du développement de la vaccination contre la grippe saisonnière des professionnels de santé et des personnels soignants exerçant ou intervenant en établissements de santé et en établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au titre des années 2019-2022, en application de l'article 61 de la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019	20.04.2023
92	RU n° 964 – Projet de convention financière entre l'État et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie relative aux investissements d'avenir et au plan France 2030	25.04.2023
93	RU n° 965 – Projet de convention financière entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative aux investissements d'avenir et au plan France 2030	25.04.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
95	RU n° 966 – Rapport relatif à l'évolution du montant des intérêts de retard et des intérêts moratoires perçus et versés depuis 2006 et à l'évaluation de leur évolution dans les années à venir, en application de l'article 201 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022	27.04.2023
97	RU n° 967 – Rapport relatif à l'évaluation de l'expérimentation de projets d'accompagnement sanitaire, social et administratif des personnes souffrant d'une maladie chronique ou étant particulièrement exposées au risque d'une telle maladie ainsi que des personnes handicapées, en application de l'article 92 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé	03.05.2023
101	RU n° 968 – Rapport relatif à l'évaluation de l'effectivité de la garantie apportée au respect de l'égalité salariale, sur le fondement des indicateurs prévus à l'article L. 1142-8 du code du travail, en application de l'article 104 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	09.05.2023
102	RU n° 969 – Rapport relatif à l'opportunité de réglementer, au titre du livre VI du code de la sécurité intérieure, certaines activités en vue de contrôler la moralité et l'aptitude professionnelle des personnes qui les exercent, en application de l'article 35 de la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés	11.05.2023
103	RU n° 970 – Projet de convention financière entre l'État, l'EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance relative aux investissements d'avenir et au plan France 2030, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	22.05.2023
104	RU n° 971 – Rapport actualisé relatif à l'évaluation, par catégorie et taille d'établissements, des impacts budgétaires induits par l'application des règles prévues aux articles L. 230-5-1 à L. 230-5-5 du code rural et de la pêche maritime pour les gestionnaires des établissements mentionnés à l'article L. 230-5 du même code ainsi que sur le reste à charge éventuel pour les usagers de ces établissements, en application de l'article 25 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous	23.05.2023
106	RU n° 972 – Projet d'avenant aux conventions entre l'État, l'EPIC Bpifrance et la société par actions simplifiée Bpifrance Investissement relatives à l'action « Accélération de la croissance (fonds propres) » pour les volets « Fonds écotecnologies 2 », « Société de projets industriels 2 » et « Fonds national de venture industriel – FNVI », ainsi qu'à l'action « Aides à l'innovation "bottom-up" (fonds propres) » pour le volet « Multicap croissance – MC4 », en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	25.05.2023
113	RU n° 972 – Rapport relatif à l'évaluation de la mise en œuvre des règles départementales relatives à la défense extérieure contre l'incendie, en application de l'article 32 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	08.06.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
114	RU n° 973 – Contrat d’objectifs et de performance de Campus France 2023-2025, en application de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l’action extérieure de l’État	12.06.2023
118	RU n° 974 – Projet d’avenant n° 4 à la convention du 2 septembre 2010 entre l’État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d’investissements d’avenir (action « France Brevets »), en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	20.06.2023
120	RU n° 975 – Projet de convention entre l’État, l’EPIC Bpifrance et la société par actions simplifiée Bpifrance Investissement relative au plan France 2030 (action « Aides à l’innovation “bottom-up” (fonds propres) » - volet « Scale-up Europe »), ainsi que le projet de décision de la Première ministre, en application de l’article 2 de la convention précitée, permettant la consommation des autorisations d’engagement correspondantes, en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	22.06.2023
123	RU n° 976 – Projet de convention entre l’État, l’EPIC Bpifrance et la société par actions simplifiée Bpifrance Investissement relative au plan France 2030 (action « Accélération de la croissance [fonds propres] »), relative au volet « Fonds Deep Tech», ainsi que le projet de décision de la Première ministre associée, prise en application de l’article 2 de la convention précitée, permettant la consommation des autorisations d’engagement correspondantes, en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	28.06.2023
124	RU n° 977 – Rapport relatif à l’expérimentation de la certification des comptes des collectivités locales, en application de l’article 110 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République	30.06.2023
125	RU n° 978 – Rapport concernant la mise en place du fonds pour l’Ukraine et son potentiel renouvellement, en application de l’article 168 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	06.07.2023
126	RU n° 979 – Rapport analysant l’impact budgétaire et économique de la suppression du régime fiscal dérogatoire de l’épargne-logement pour les nouveaux plans d’épargne-logement et comptes d’épargne-logement, en application de l’article 143 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018	07.07.2023
127	RU n° 980 – Projets de décisions de la Première ministre qui permettront la consommation d’autorisations d’engagement sur l’action 01 « Financement structurel de l’écosystème de l’éducation, de l’enseignement supérieur, de l’innovation et de la valorisation », ainsi que l’action 02 « Aides à l’innovation bottom-up », du programme 425 « Financement structurel des écosystèmes d’innovation », en application de l’article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	10.07.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
128	RU n° 981 – Rapport relatif au dispositif expérimental de collecte et d’exploitation automatisées par les administrations fiscales et douanières des contenus accessibles publiquement sur les sites internet de certains opérateurs de plateforme, en application de l’article 154 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	12.07.2023
130	RU n° 982 – Rapport du Gouvernement sur le dénombrement et le soutien des pupilles de la nation et orphelins de guerre par l’Office National des Combattants et des Victimes de Guerre, en application de l’article 175 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	20.07.2023
135	RU n° 983 – Rapport d’information au Parlement sur la situation financière des communes de la Polynésie française, en application de l’article 20 de la loi n° 2022-1137 du 10 août 2022, ratifiant l’ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale	27.07.2023
137	RU n° 984 – Rapport évaluant le renforcement de la protection des données des mineurs depuis la mise en place du règlement général sur la protection des données, en application de l’article 7 de la loi n° 2020-1266 du 19 octobre 2020 visant à encadrer l’exploitation commerciale de l’image de l’enfant de moins de seize ans sur les plateformes en ligne	06.09.2023
139	RU n° 985 – Rapport relatif à l’expérimentation 2019-2022 pour l’amélioration des pratiques des professionnels et établissements de santé pour le développement de la vaccination contre les infections à papillomavirus humains des jeunes âgés de 11 ans à 13 ans, en application de l’article 60 de la loi n°2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019	08.09.2023
140	RU n° 986 – Rapport évaluant les conditions de création d’un observatoire du prix du foncier à Mayotte, en application de l’article 271 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l’action publique locale	11.09.2023
141	RU n° 987 – Rapport portant sur l’accès à l’offre d’interruption volontaire de grossesse, en application de l’article 7 de la loi n° 2022-295 du 2 mars 2022 visant à renforcer le droit à l’avortement	11.09.2023
146	RU n° 988 – Rapport portant sur l’impact de la crise sanitaire sur les dépenses de partenariat sportif des entreprises et les moyens de les encourager dans la perspective de l’accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024, en application de l’article 58 de la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France	29.09.2023

3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 49 rapports)

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
5	Art. 67 n° 357 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	20.10.2022
14	Art. 67 n° 358 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	08.11.2022
15	Art. 67 n° 359 - Rapport au Parlement sur la mise en application de la loi n° 2022-229 du 23 février 2022 portant reconnaissance de la Nation envers les harkis	15.11.2022
16	Art. 67 n° 360 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure	17.11.2022
18	Art. 67 n° 361 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2022 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes	18.11.2022
19	Art. 67 n° 361 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1837 du 28 décembre 2021 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	18.11.2022
20	Art. 67 n° 362 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	21.11.2022
29	Art. 67 n° 363 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-270 du 28 février 2022 pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	30.11.2022
32	Art. 67 n° 364 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1755 du 23 décembre 2021 visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	08.12.2022
33	Art. 67 n° 365 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2020-699 relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	08.12.2022

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
34	Art. 67 n° 366 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n°2019-180 du 8 mars 2019 visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	19.12.2022
35	Art. 67 n° 367 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1382 du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique	21.12.2022
38	Art. 67 n° 368 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	21.12.2022
39	Art. 67 n° 369 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	22.12.2022
45	Art. 67 n° 370 - Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	27.12.2022
48	Art. 67 n° 371 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi n°2021-502 du 26 avril 2021 visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	11.01.2023
50	Art. 67 n° 372 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi organique n° 2021-27 du 15 janvier 2021 relative au Conseil économique, social et environnemental, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	11.01.2023
56	Art. 67 n° 373 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n°2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances	02.02.2023
61	Art. 67 n° 374 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi n° 2019-1063 du 19 octobre 2019 visant à la modernisation de la distribution de la presse, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	10.02.2023
62	Art. 67 n° 375 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2019-775 du 24 juillet 2019 tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	10.02.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
63	Art. 67 n° 376 – Rapport du Gouvernement au Parlement sur l’application de la loi n° 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	15.02.2023
64	Art. 67 n° 377 – Rapport du Gouvernement au Parlement sur l’application de la loi n° 2019-753 du 22 juillet 2019 portant création d’une agence nationale de la cohésion des territoires, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	20.02.2023
65	Art. 67 n° 378 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	21.02.2023
66	Art. 67 n° 379 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d’autres mesures urgentes ainsi qu’au retrait du Royaume-Uni de l’Union européenne, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	21.02.2023
67	Art. 67 n° 380 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	21.02.2023
73	Art. 67 n° 381 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	27.03.2023
74	Art. 67 n° 382 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 visant à conforter l’économie du livre et à renforcer l’équité et la confiance entre ses acteurs, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	28.03.2023
76	Art. 67 n° 383 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1756 du 23 décembre 2021 portant mesures d’urgence pour assurer la régulation de l’accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	30.03.2023
77	Art. 67 n° 384 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	31.03.2023
79	Art. 67 n° 385 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1678 du 17 décembre 2021 visant à l’accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	31.03.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
80	Art. 67 n° 386 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-267 du 28 février 2022 visant à moderniser la régulation du marché de l’art, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	31.03.2023
82	Art. 67 n° 387 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d’alerte, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	31.03.2023
83	Art. 67 n° 388 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi organique n° 2022-400 du 21 mars 2022 visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d’alerte, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	31.03.2023
84	Art. 67 n° 389 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1159 du 16 août 2022 portant diverses dispositions d’adaptation au droit de l’Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	03.04.2023
85	Art. 67 n° 390 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-298 du 2 mars 2022 d’orientation relative à une meilleure diffusion de l’assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	03.04.2023
88	Art. 67 n° 391 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi organique n° 2021-1728 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l’institution judiciaire, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	18.04.2023
89	Art. 67 n° 392 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l’institution judiciaire, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	18.04.2023
90	Art. 67 n° 393 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-300 du 2 mars 2022 visant à renforcer le contrôle parental sur les moyens d’accès à internet, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	20.04.2023
94	Art. 67 n° 394 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, en application de l’article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	26.04.2023
98	Art. 67 n° 395 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d’exception créés pour lutter contre l’épidémie liée à la covid-19	05.05.2023

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
100	Art. 67 n° 396 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1774 du 24 décembre 2021 visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	09.05.2023
107	Art. 67 n° 397 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-268 du 28 février 2022 visant à simplifier l'accès des experts forestiers aux données cadastrales, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	31.05.2023
109	Art. 67 n° 398 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-875 du 1er juillet 2021 visant à améliorer la trésorerie des associations, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	05.06.2023
110	Art. 67 n° 399 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1499 du 1er décembre 2022 de finances rectificative pour 2022	05.06.2023
111	Art. 67 n° 400 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants	05.06.2023
117	Art. 67 n° 401 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1449 du 22 novembre 2022 visant à accompagner la mise en place des comités sociaux et économiques à la Poste, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	20.06.2023
136	Art. 67 n° 402 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat	09.08.2023
138	Art. 67 n° 403 – Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	08.09.2023
143	Art. 67 n° 404 – Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	15.09.2023

G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES

1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
1	Président-directeur général	M. Luc RÉMONT	EDF	Art. 10 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983	Affaires économiques	Favorable (26 voix pour, 19 voix contre)	29.09.2022	26.10.2022	27.10.2022
2	Président	Mme Marie-Anne BARBAT-LAYANI	Autorité des marchés financiers	Art. L. 612-2 du code monétaire et financier	Finances	Favorable (20 voix pour, 1 voix contre)	29.09.2022	18.10.2022	20.10.2022
3	Président-directeur général	M. Jean CASTEX	RATP	Art. 10 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (18 voix pour, 8 voix contre)	19.10.2022	08.11.2022	09.11.2022
4	Directeur général	M. Stanislas BOURRON	Agence nationale de la cohésion des territoires	Art. L. 1232-1 du code général des collectivités territoriales	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (22 voix pour, aucune voix contre)	20.10.2022	02.11.2022	17.11.2022
5	Président du conseil d'administration	M. Boris RAVIGNON	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Art. 131-6 du code de l'environnement	Aménagement du territoire et développement durable	Défavorable (10 voix pour, 16 voix contre)	05.12.2022	14.12.2022	15.12.2022

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
6	Directeur général	M. Eric LOMBARD	Caisse des dépôts et consignations	Art. R. 518-2 du code monétaire et financier et décret n° 59-587 du 29 avril 1959 (art. 1er)	Finances	Favorable (19 voix pour, aucune voix contre)	08.12.2022	10.01.2023	12.01.2023
7	Président du conseil d'administration	M. Patrice VERGRIETE	Agence de financement des infrastructures de transport de France	Art. R. 1512-14 du code des transports	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (25 voix pour, 5 voix contre)	02.12.2022	10.01.2023	12.01.2023
8	Président	M. Robert OPHÈLE	Autorité des normes comptables	Art. 2 de l'ordonnance n° 2009-79 du 22 janvier 2009	Finances	Favorable (19 voix pour, aucune voix contre)	09.01.2023	25.01.2023	26.01.2023
9	Président	M. Didier SAMUEL	Institut national de la santé et de la recherche médicale	Art. 5 du décret n°83-975 du 10 novembre 1983	Culture	Défavorable (2 voix pour, 14 voix contre)	18.01.2023	26.01.2023	27.01.2023
10	Membre	Mme Élisabeth GUIGOU	Conseil supérieur de la magistrature	Art. 65 et 13 de la Constitution	Lois	Défavorable (2 voix pour, 29 voix contre)	10.01.2023	01.02.2023	02.02.2023

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
11	Membre	M. Patrick TITIUN	Conseil supérieur de la magistrature	Art. 65 et 13 de la Constitution	Lois	Défavorable (6 voix pour, 20 voix contre)	10.01.2023	01.02.2023	02.02.2023
12	Membre	Mme Dominique LOTTIN	Conseil supérieur de la magistrature	Art. 65 et 13 de la Constitution - Candidat du Président du Sénat	Lois	Favorable (22 voix pour, 7 voix contre)	-	01.02.2023	02.02.2023
13	Membre	M. Patrick WACHSMAN	Conseil supérieur de la magistrature	Art. 65 et 13 de la Constitution - Candidat du Président du Sénat	Lois	Défavorable (11 voix pour, 12 voix contre)	-	01.02.2023	02.02.2023
14	Directeur général	M. Nicolas DUFOURCQ	SA Bpifrance	Art. 7 de l'ordonnance du 29 juin 2005	Finances	Favorable (17 voix pour, 1 voix contre)	25.01.2023	08.02.2023	09.02.2023
15	Président du conseil d'administration	M. Boris RAVIGNON	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Art. 131-6 du code de l'environnement	Aménagement du territoire et développement durable	Défavorable (12 voix pour, 24 voix contre)	03.03.2023	12.04.2023	13.04.2023
16	Président	M. Gilles ANDRÉANI	Commission du secret de la défense nationale	Art. L. 2312-2 du code de la défense	Affaires étrangères	Favorable (26 voix pour, aucune voix contre)	13.03.2023	12.04.2023	13.04.2023

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
17	Président	M. Lionel COLLET	Haute autorité de santé	Art. L. 161-42 du code de la sécurité sociale	Affaires sociales	Favorable (21 voix pour, aucune voix contre)	15.03.2023	12.04.2023	13.04.2023
18	Président	M. Jean-François DELFRAISSY	Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	Art. L. 1412-2 du code de la santé publique	Affaires sociales	Favorable (20 voix pour, 2 voix contre)	05.04.2023	10.05.2023	11.05.2023
19	Président	M. Marc PAPINUTTI	Commission nationale du débat public	Art. L. 121-3 du code de l'environnement	Aménagement du territoire et développement durable	Défavorable (8 voix pour, 28 voix contre)	07.04.2023	03.05.2023	11.05.2023
20	Directeur général	M. Olivier THIBAULT	Office français de la biodiversité	Art. L. 131-13 du code de l'environnement	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (34 voix pour, aucune voix contre)	11.04.2023	24.05.2023	25.05.2023
21	Président du directoire	Mme Laurence BORIE-BANCEL	Compagnie nationale du Rhône	Art. 1er de la loi n° 80-3 du 4 janvier 1980	Affaires économiques	Favorable (23 voix pour, aucune voix contre)	02.06.2023	14.06.2023	15.06.2023
22	Président du conseil d'administration	M. Sylvain WASERMAN	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Art. 131-6 du code de l'environnement	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (28 voix pour, 4 voix contre)	05.06.2023	05.07.2023	06.07.2023

2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs - Année parlementaire 2022-2023

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission compétente	Date saisine PM (ou Pt Sénat)	Date d'audition	Date courriers aux PM et SGG
1	Directeur général	Mme Marine JEANTET	Agence de la biomédecine	Art. L. 1418-3 et R. 1418-15 du code de la santé publique	Affaires sociales	07.12.2022	11.01.2023	17.01.2023
2	Directeur général	Mme Caroline SEMAILLE	Agence nationale de santé publique	Art.L413-1 et L. 1413-10 du code de la santé publique	Affaires sociales	19.01.2023	01.02.2023	02.02.2023
3	Président du conseil d'administration	M. Patrick DEHAUMONT	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Art. L. 1313-4 et R. 1313-6 du code de la santé publique	Affaires sociales	10.03.2023	22.03.2023	23.03.2023
4	Présidente du conseil d'administration	Mme Sylvie LEMMET	Agence nationale de santé publique	Art. L. 1413-9 et R. 1413-5 du code de la santé publique	Affaires sociales	07.04.2023	10.05.2023	11.05.2023
5	Présidente du conseil d'administration	M. François TOUJAS	Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales	Art. L. 1142-22 et R. 1142-42 du code de la santé publique	Affaires sociales	26.05.2023	12.07.2023	18.07.2023

**COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES :
LES 64 ANS DU SÉNAT**

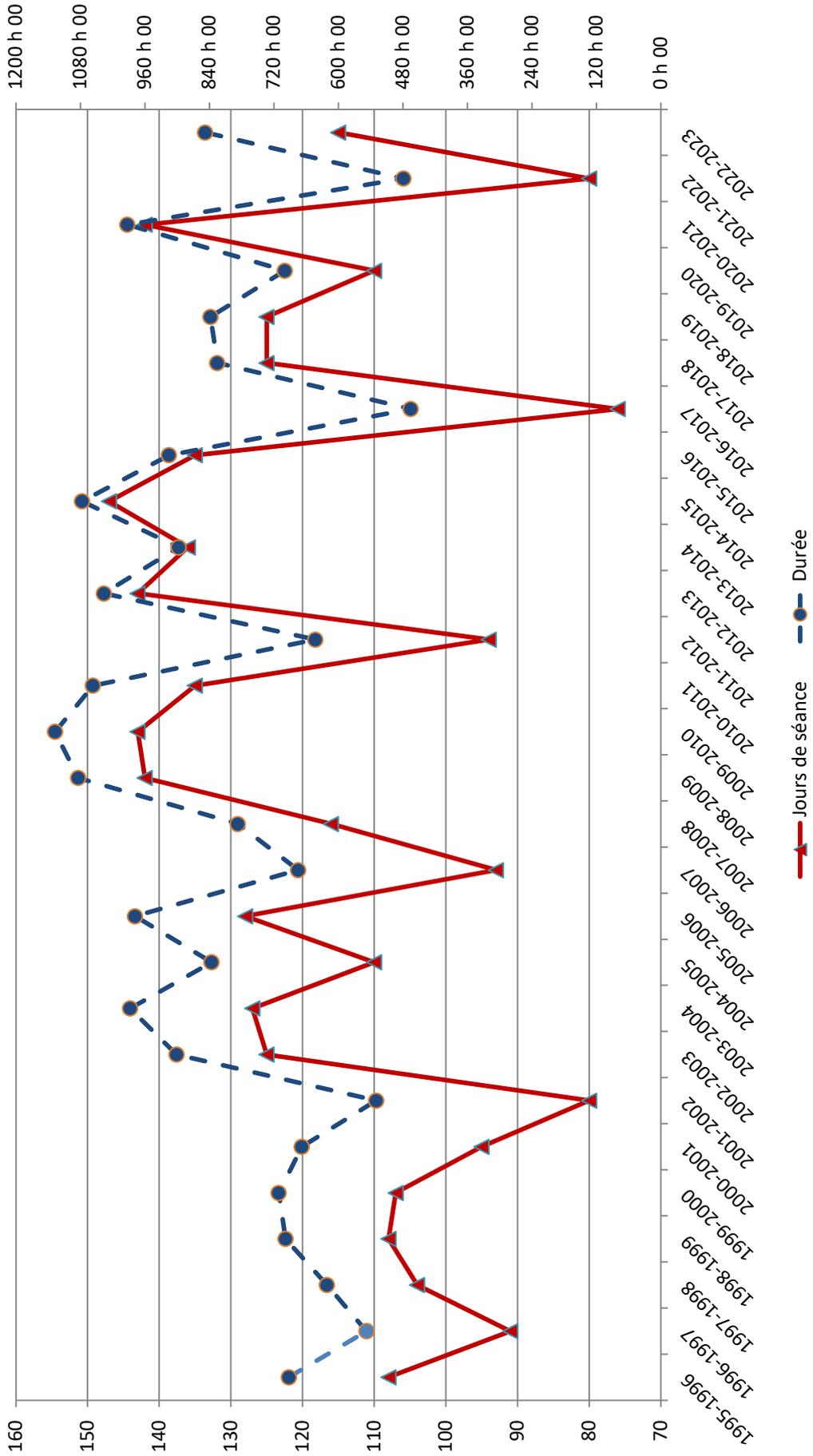
COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 64 ANS DU SÉNAT

I. NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES

Années	SESSIONS						TOTAUX	
	Ordinaire printemps		Ordinaire automne		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1959	26	115 h 00	42	230 h 00	9	47 h 00	77	392 h 00
1960	39	216 h 00	43	185 h 00	2	19 h 00	84	420 h 00
1961	35	138 h 00	37	232 h 50	2	8 h 00	74	378 h 50
1962	31	131 h 30	12	25 h 00	7	29 h 10	50	185 h 40
1963	47	134 h 00	38	195 h 20	25	157 h 55	110	487 h 15
1964	31	126 h 20	38	232 h 15			69	358 h 35
1965	28	110 h 16	27	170 h 50	3	10 h 15	58	291 h 21
1966	33	137 h 02	37	222 h 40			70	359 h 42
1967	27	90 h 00	35	232 h 30			62	322 h 30
1968	13	23 h 15	36	233 h 05	12	50 h 00	61	306 h 20
1969	10	18 h 15	37	216 h 40	4	9 h 10	51	244 h 05
1970	33	161 h 30	37	239 h 20			70	400 h 50
1971	35	205 h 15	41	259 h 15			76	464 h 30
1972	32	179 h 10	39	245 h 45			71	424 h 55
1973	26	116 h 35	39	278 h 45			65	395 h 20
1974	12	36 h 15	45	312 h 45	11	48 h 00	68	397 h 00
1975	41	260 h 30	43	303 h 00	3	12 h 10	87	575 h 40
1976	37	190 h 50	43	284 h 10	7	37 h 05	87	512 h 05
1977	38	191 h 20	47	303 h 15			85	494 h 35
1978	42	196 h 35	50	396 h 55	5	16 h 40	97	610 h 10
1979	45	245 h 45	55	424 h 10	3	4 h 20	103	674 h 15
1980	48	309 h 25	54	378 h 55	14	89 h 35	116	777 h 55
1981	3	6 h 40	53	335 h 25	28	130 h 00	84	472 h 05
1982	47	259 h 20	53	346 h 25	31	123 h 05	131	728 h 50
1983	52	286 h 10	49	350 h 30	4	10 h 10	105	646 h 50
1984	49	241 h 35	50	339 h 50	22	88 h 55	121	670 h 20
1985	43	224 h 30	44	275 h 35	12	60 h 10	99	560 h 15
1986	38	225 h 50	48	378 h 00	43	324 h 30	129	928 h 20
1987	52	346 h 50	50	369 h 50	7	25 h 30	109	742 h 10
1988	5	14 h 05	51	350 h 20	12	48 h 40	68	413 h 05
1989	54	299 h 55	55	387 h 05	4	13 h 25	113	700 h 25
1990	51	294 h 30	51	407 h 55	1	4 h 50	103	707 h 15
1991	47	271 h 45	56	402 h 05	11	52 h 15	114	726 h 05
1992	45	209 h 35	40	216 h 20	21	105 h 20	106	531 h 15
1993	43	206 h 10	52	402 h 05	14	98 h 15	109	706 h 30
1994	45	248 h 35	54	409 h 25	24	155 h 30	123	813 h 30
1995 ¹	10	29 h 05	-	-	23	142 h 25	33	171 h 30

¹ Janvier à septembre.

Années	SESSIONS				TOTAUX	
	Ordinaire		Extraordinaires et de droit		Jours de séance	Durée
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée		
1995-1996	108	692 h 05	-	-	108	692 h 05
1996-1997	84	521 h 10	7	26 h 30	91	547 h 40
1997-1998	103	615 h 40	1	5 h 20	104	621 h 00
1998-1999	108	698 h 15	-	-	108	698 h 15
1999-2000	107	710 h 55	-	-	107	710 h 55
2000-2001	95	668 h 00	-	-	95	668 h 00
2001-2002	66	464 h 20	14	65 h 10	80	529 h 30
2002-2003	109	780 h 20	16	120 h 30	125	900 h 50
2003-2004	111	858 h 45	16	128 h 40	127	987 h 25
2004-2005	103	784 h 55	7	50 h 50	110	835 h 45
2005-2006	120	914 h 05	8	64 h 20	128	978 h 25
2006-2007	73	550 h 05	20	124 h 40	93	674 h 45
2007-2008	101	664 h 35	15	122 h 15	116	786 h 50
2008-2009	124	950 h 05	18	133 h 50	142	1083 h 55
2009-2010	123	984 h 41	20	142 h 22	143	1127 h 03
2010-2011	125	996 h 23	10	60 h 09	135	1056 h 32
2011-2012	75	512 h 48	19	129 h 59	94	642 h 47
2012-2013	122	866 h 28	21	169 h 49	143	1036 h 17
2013-2014	118	787 h 58	18	109 h 09	136	897 h 07
2014-2015	126	942 h 30	21	134 h 20	147	1076 h 50
2015-2016	121	847 h 57	14	67 h 04	135	915 h 01
2016-2017	60	381 h 14	16	84 h 04	76	465 h 18
2017-2018	105	659 h 34	20	165 h 38	125	825 h 12
2018-2019	110	734 h 23	15	103 h 27	125	837 h 50
2019-2020	99	626 h 52	11	72 h 39	110	699 h 31
2020-2021	118	822 h 07	24	170 h 20	142	992 h 27
2021-2022	66	405 h 17	14	73 h 31	80	478 h 49
2022-2023	106	803 h 38	9	44 h 22	115	848 h 00



II. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DÉPOSÉS

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée Nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée Nationale	Sénat
1959	81	22	21,4 %	206	31
1960	85	26	23,4 %	165	30
1961	65	41	38,7 %	160	41
1962	51	11	17,7 %	85	28
1963	109	8	6,8 %	286	28
1964	91	9	9,0 %	119	19
1965	79	5	6,0 %	80	20
1966	88	10	10,2 %	134	18
1967	56	6	9,7 %	323	42
1968	90	5	5,3 %	421	31
1969	70	1	1,4 %	168	13
1970	72	18	20,0 %	196	53
1971	83	10	10,8 %	155	43
1972	71	27	27,6 %	217	48
1973	57	13	18,6 %	558	57
1974	49	28	36,4 %	227	82
1975	73	59	44,7 %	89	52
1976	87	31	26,3 %	167	66
1977	73	46	38,7 %	429	128
1978	60	36	37,5 %	469	130
1979	101	15	12,9 %	300	108
1980	48	17	26,2 %	286	121
1981	51	32	38,6 %	412	136
1982	83	42	33,6 %	147	107
1983	65	46	41,4 %	82	76
1984	74	37	33,3 %	99	76
1985	90	20	18,2 %	142	89
1986	41	34	45,3 %	362	153
1987	58	31	34,8 %	272	108
1988	37	27	42,2 %	366	126
1989	52	51	49,5 %	197	83
1990	56	38	40,4 %	202	84
1991	65	44	40,4 %	176	97
1992	56	36	39,1 %	194	57
1993	53	52	49,5 %	516	129
1994	58	52	47,3 %	390	98
1995*	31	20	39,2 %	160	80

* Janvier à septembre.

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée nationale	Sénat
1995-1996	55	36	39,6 %	264	91
1996-1997	51	53	51,0 %	378	93
1997-1998	44	47	51,6 %	329	160
1998-1999	26	67	72,0 %	211	83
1999-2000	30	49	62,0 %	255	94
2000-2001	37	35	48,6 %	202	93
2001-2002	20	73	78,5 %	222	61
2002-2003	55	37	40,2 %	367	72
2003-2004	74	54	42,2 %	253	73
2004-2005	59	53	47,3 %	209	100
2005-2006	63	53	45,7 %	338	104
2006-2007	34	71	67,6 %	275	65
2007-2008	51	45	46,9 %	425	88
2008-2009	77	59	43,4 %	323	137
2009-2010	76	43	36,1 %	346	130
2010-2011	52	38	42,2 %	391	166
2011-2012	38	46	54,8 %	374	193
2012-2013	120	31	20,5 %	491	146
2013-2014	57	35	38,0 %	272	124
2014-2015	51	63	55,3 %	297	88
2015-2016	63	48	43,2 %	297	155
2016-2017	44	93	67,9 %	229	119
2017-2018	55	31	36,0 %	457	157
2018-2019	38	24	38,7 %	432	163
2019-2020	47	41	46,6 %	533	166
2020-2021	59	35	37,2 %	439	185
2021-2022	26	91	77,8 %	424	213
2022-2023	27	20	42,6%	742	265

III. DÉCLARATIONS D'URGENCE PUIS PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1959	0	51	0,00%
1960	3	69	4,35%
1961	1	86	1,16%
1962	2	50	4,00%
1963	10	68	14,71%
1964	7	95	7,37%
1965	3	60	5,00%
1966	19	116	16,38%
1967	5	62	8,06%
1968	14	49	28,57%
1969	7	71	9,86%
1970	18	73	24,66%
1971	20	92	21,74%
1972	15	102	14,71%
1973	8	55	14,55%
1974	12	49	24,49%
1975	20	112	17,86%
1976	20	83	24,10%
1977	44	102	43,14%
1978	22	59	37,29%
1979	8	47	17,02%
1980	14	49	28,57%
1981	7	33	21,21%
1982	36	71	50,70%
1983	21	87	24,14%
1984	27	73	36,99%
1985	55	81	67,90%
1986	25	44	56,82%
1987	35	79	44,30%
1988	7	23	30,43%
1989	30	63	47,62%
1990	28	69	40,58%
1991	28	58	48,28%
1992	34	71	47,89%
1993	14	54	25,93%
1994	16	71	22,54%
1995*	4	16	25,00%

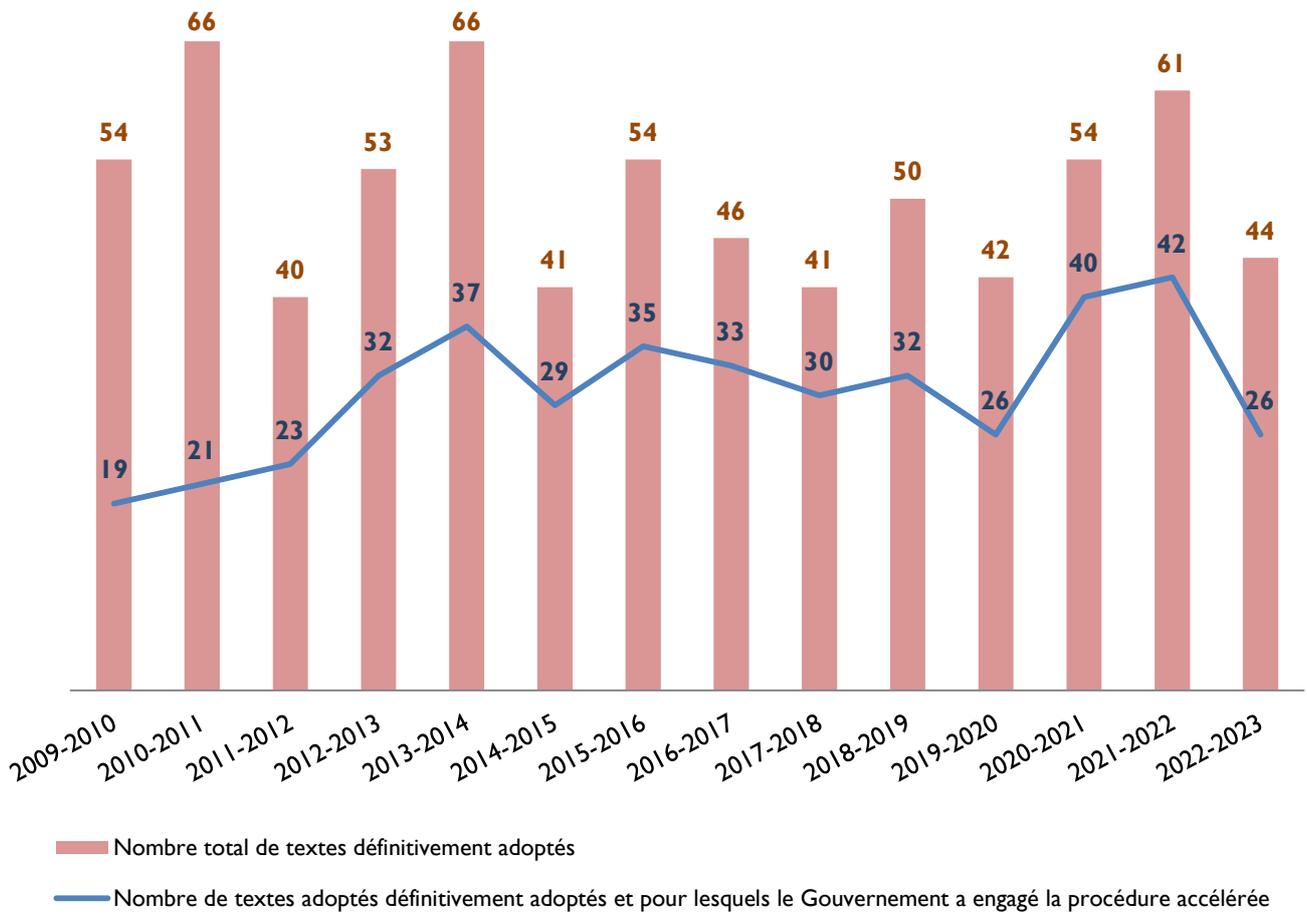
* Janvier à septembre.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1995-1996	15	57	26,32%
1996-1997	11	34	32,35%
1997-1998	10	46	21,74%
1998-1999	8	48	16,67%
1999-2000	10	54	18,52 %
2000-2001	22	42	52,38 %
2001-2002	11	40	27,50 %
2002-2003	10	55	18,18 %
2003-2004	14	40	35,00 %
2004-2005	8	48	16,67 %
2005-2006	9	45	20,00 %
2006-2007	20	46	43,48 %
2007-2008	23	55	41,82 %
2008-2009	34	43	79,07 %

À compter du 1^{er} mars 2009 : la déclaration d'urgence devient l'engagement de la procédure accélérée.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une procédure accélérée	Nombre de textes adoptés définitivement et pour lesquels le Gouvernement a engagé la procédure accélérée	Nombre total de textes définitivement adoptés	Part des textes définitivement adoptés après engagement de la procédure accélérée
	(Hors conventions)			
2009-2010	14	19 ¹	54	35,19%
2010-2011	16	21	66	31,82%
2011-2012	31	23	40	57,50%
2012-2013	40	32	53	60,38%
2013-2014	38	37	66	56,06%
2014-2015	33	29	41	70,73%
2015-2016	34	35	54	64,81%
2016-2017	28	33	46	71,74%
2017-2018	31	30	41	73,17%
2018-2019	37	32	50	64,00%
2019-2020	37	26	42	61,90%
2020-2021	53	40	54	74,07%
2021-2022	37	42	61	68,85 %
2022-2023	48	26	44	59,09%

¹Sur la session 2009-2010, parmi les textes définitivement adoptés figurent quatre textes avec urgence déclarée et quinze procédures accélérées.



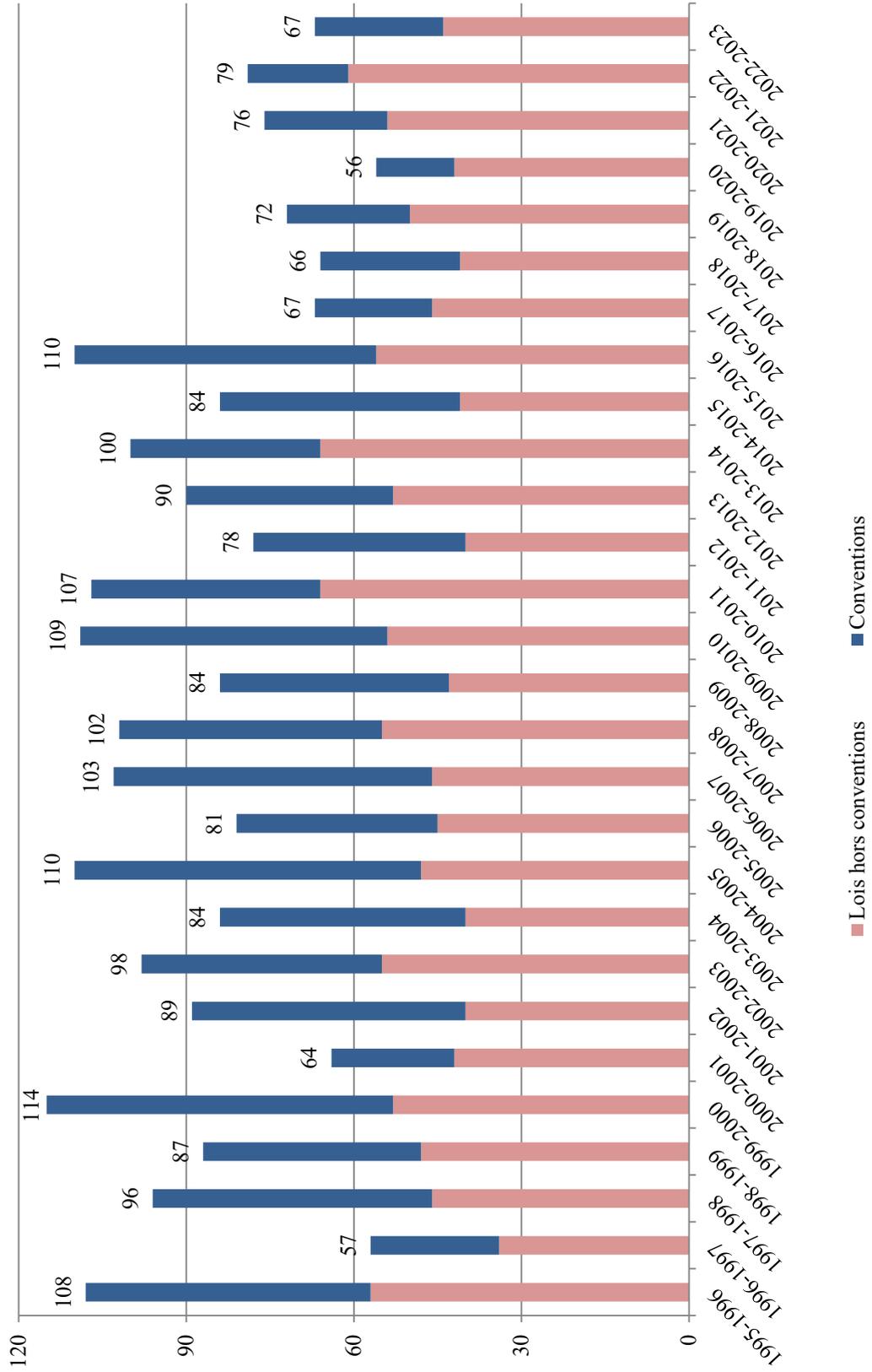
IV. NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES DÉFINITIVEMENT ET NOMBRE D'AMENDEMENTS DE SÉANCE DÉPOSÉS ET ADOPTÉS

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1959	51	-	51	-	-
1960	69	18	87	-	-
1961	86	17	103	-	-
1962	50	2	52	-	-
1963	68	30	98	-	-
1964	95	22	117	-	-
1965	60	15	75	-	-
1966	116	27	143	-	-
1967	62	18	80	-	-
1968	49	21	70	-	-
1969	71	7	78	576	211
1970	73	24	97	971	723
1971	92	23	115	1 745	1 178
1972	102	29	131	1 736	467
1973	55	16	71	727	468
1974	49	21	70	1 058	536
1975	112	37	149	2 185	1 246
1976	83	27	110	2 189	1 102
1977	102	61	163	2 185	952
1978	59	32	91	2 603	1 240
1979	47	34	81	3 083	1 109
1980	49	38	87	4 084	1 529
1981	33	23	56	2 692	887
1982	71	41	112	4 857	2 525
1983	87	34	121	4 403	2 680
1984	73	47	120	4 752	2 647
1985	81	43	124	4 180	2 551
1986	44	16	60	8 553	900
1987	79	38	117	4 478	1 222
1988	23	27	50	1 991	826
1989	63	29	92	4 025	1 987
1990	69	38	107	6 129	1 911
1991	58	30	88	4 736	2 617
1992	71	24	95	5 232	3 316
1993	54	24	78	7 808	1 523
1994	71	63	134	5 598	2 301
1995*	16	4	20	1 292	409

* Janvier à septembre.

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1995-1996	57	51	108	6 926	1 968
1996-1997	34	23	57	3 592	1 489
1997-1998	46	50	96	3 228	1 781
1998-1999	48	39	87	4 740	2 809
1999-2000	53	62	115	5 556	3 131
2000-2001	42	22	64	5 109	3 246
2001-2002	40	49	89	4 443	2 815
2002-2003	55	43	98	7 558	2 537
2003-2004	40	44	84	10 398	3 685
2004-2005	48	62	110	7 686	2 706
2005-2006	45	36	81	8 652	2 799
2006-2007	46	57	103	5 672	2 118
2007-2008	55	47	102	5 988	1 959
2008-2009	43	41	84	8 746	2 379
2009-2010	54	55	109	8 435	1 776
2010-2011	66	41	107	8 377	1 697
2011-2012	40	38	78	3 192	1 067
2012-2013	53	37	90	9 085	1 671
2013-2014	66	34	100	8 345	2 046
2014-2015	41	43	84	10 608	2 243
2015-2016	56	54	110	9 888	2 479
2016-2017	46	21	67	3 411	984
2017-2018	41	25	66	8 557	1 816
2018-2019	50	22	72	10 175	2 404
2019-2020	42	14	56	8 246	1 703
2020-2021	54	22	76	13 595	2 695
2021-2022	61	18	79	5 677	990
2022-2023	44	23	67	18 561	2 083

Nombre de lois adoptées définitivement



V. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{ÈRE} LECTURE)

Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
1971 (exercice 1972)	139 h 00	
1972 (exercice 1973)	145 h 45	
1973 (exercice 1974)	149 h 25	
1974 (exercice 1975)	147 h 45	
1975 (exercice 1976)	147 h 15	
1976 (exercice 1977)	151 h 00	
1977 (exercice 1978)	160 h 50	214
1978 (exercice 1979)	170 h 35	309
1979 (exercice 1980)	166 h 45	409
1980 (exercice 1981)	168 h 50	380
1981 (exercice 1982)	165 h 35	577
1982 (exercice 1983)	160 h 55	234
1983 (exercice 1984)	161 h 35	300
1984 (exercice 1985)	173 h 25	255
1985 (exercice 1986)	49 h 45	80
1986 (exercice 1987)	167 h 45	389
1987 (exercice 1988)	166 h 40	356
1988 (exercice 1989)	170 h 10	425
1989 (exercice 1990)	170 h 00	380
1990 (exercice 1991)	183 h 50	506
1991 (exercice 1992)	175 h 00	446
1992 (exercice 1993)	17 h 25	16
1993 (exercice 1994)	167 h 05	470
1994 (exercice 1995)	154 h 50	340
1995 (exercice 1996)	171 h 30	494
1996 (exercice 1997)	141 h 55	513
1997 (exercice 1998)	146 h 40	378
1998 (exercice 1999)	150 h 55	465
1999 (exercice 2000)	131 h 40	427
2000 (exercice 2001)	131 h 50	429
2001 (exercice 2002)	134 h 00	446

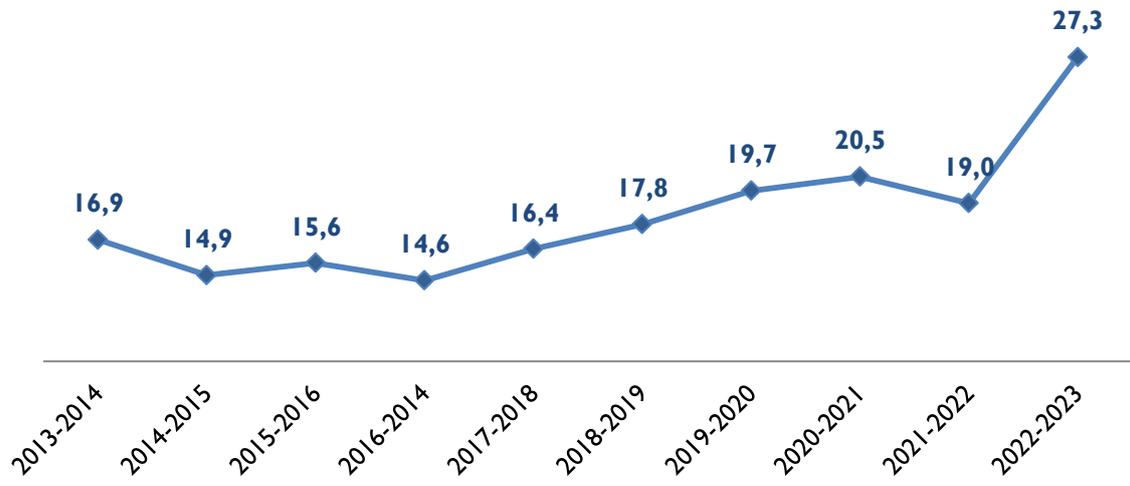
Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
2002 (exercice 2003)	134 h 45	402
2003 (exercice 2004)	138 h 55	539
2004 (exercice 2005)	135 h 55	562
2005 (exercice 2006)	149 h 10	793
2006 (exercice 2007)	131 h 05	627
2007 (exercice 2008)	130 h 15	591
2008 (exercice 2009)	134 h 25	716
2009 (exercice 2010)	151 h 10	993
2010 (exercice 2011)	140 h 18	1 104
2011 (exercice 2012)	123 h 00	686
2012 (exercice 2013)	40 h 47	502
2013 (exercice 2014)	43 h 19	624
2014 (exercice 2015)	122 h 31	899
2015 (exercice 2016)	115 h 01	967
2016 (exercice 2017)	11 h 04	71
2017 (exercice 2018)	108 h 55	1 363
2018 (exercice 2019)	129 h 49	2 029
2019 (exercice 2020)	129 h 12	2 465
2020 (exercice 2021)	151 h 10	2 749
2021 (exercice 2022)	20 h 51	879
2022 (exercice 2023)	144 h 17	3 037

VI. « BRAQUET » D'EXAMEN DES AMENDEMENTS (COMPARAISON PLURIANNUELLE)

Année parlementaire	Nombre moyen d'amendements examinés à l'heure
1998-1999	15
1999-2000	17
2000-2001	17
2001-2002	17
2002-2003	17
2003-2004	17
2004-2005	16
2005-2006	16
2006-2007	17
2007-2008	14
2008-2009	13
2009-2010	13
2010-2011	13
2011-2012	13
2012-2013	16,1
2013-2014	16,9
2014-2015	14,9
2015-2016	15,6
2016-2017	14,6
2017-2018	16,4
2018-2019	17,8
2019-2020	19,7
2020-2021	20,5
2021-2022	19,0
2022-2023	27,3 ¹

¹ Braquet de 27,3 amendements / heure avec le PLFRSS. Pour la session 2022-2023, le braquet tombe à 22,2 amendements par heure si l'on ne prend pas en compte l'examen du PLFRSS.

**« Braquet » d'examen des amendements
au cours des 10 dernières années**



VII. MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS (HORS CONVENTIONS)

3 859 lois, hors conventions, ont été adoptées de 1959 au 30 septembre 2023.
 970 lois ont été adoptées à partir du texte de la commission mixte paritaire
 et l'Assemblée nationale a statué en dernier lieu sur 488 textes.

A. TABLEAU RÉCAPITULATIF

Année	Nombre total de lois adoptées (hors conventions)	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1959	51	50	1	0	1
1960	69	64	2	3	5
1961	86	81	4	1	5
1962	50	48	1	1	2
1963	68	57	6	5	11
1964	95	84	5	6	11
1965	60	48	5	7	12
1966	116	102	8	6	14
1967	62	50	8	4	12
1968	49	38	6	5	11
1969	71	63	8	0	8
1970	73	55	16	2	18
1971	92	71	17	4	21
1972	102	86	9	7	16
1973	55	45	6	4	10
1974	49	36	13	0	13
1975	112	85	27	0	27
1976	83	59	23	1	24
1977	102	72	30	0	30
1978	59	29	29	1	30
1979	47	33	12	2	14
1980	49	33	13	3	16
1981	33	17	6	10	16
1982	71	28	11	32	43
1983	87	48	13	26	39
1984	73	31	16	26	42
1985	81	21	15	45	60
1986	44	24	19	1	20
1987	79	52	27	0	27
1988	23	13	2	8	10
1989	63	29	14	20	34
1990	69	32	18	19	37
1991	58	27	15	16	31
1992	71	25	30	16	46
1993	54	33	21	0	21
1994	71	42	28	1	29
1995 ¹	16	7	9	0	9

¹ Janvier à septembre

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1995-1996	57	38	19	0	19
1996-1997	34	17	16	1	17
1997-1998	46	25	6	15	21
1998-1999	48	31	6	11	18
1999-2000	53	30	7	16	23
2000-2001	42	18	6	18	25
2001-2002	40	15	13	12	23
2002-2003	55	41	14	0	14
2003-2004	40	21	19	0	19
2004-2005	48	32	16	0	16
2005-2006	45	27	18	0	18
2006-2007	46	27	19	0	19
2007-2008	55	37	18	0	18
2008-2009	43	24	19	0	20
2009-2010	54	32	21	1	23
2010-2011	66	39	27	0	27
2011-2012	40	17	10	13	23
2012-2013	53	26	18	9	30
2013-2014	66	27	27	12	38
2014-2015	41	15	12	14	27
2015-2016	56	19	25	12	39
2016-2017	46	20	12	14	22
2017-2018	41	11	18	12	35
2018-2019	50	21	17	12	28
2019-2020	42	16	18	8	23
2020-2021	54	17	24	13	38
2021-2022	61	22	29	10	42
2022-2023	44	19	22	3	28
TOTAL	3 859	2 402	969	488	1 468

B. LES COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES RÉUSSIES

Depuis 1959, deux tiers des commissions mixtes paritaires ont réussi (69,7 %)

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1959	100 %
1960	40 %
1961	80 %
1962	50 %
1963	55 %
1964	45 %
1965	42 %
1966	57 %
1967	67 %
1968	55 %
1969	100 %
1970	89 %
1971	81 %
1972	56 %
1973	60 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	96 %
1977	100 %
1978	97 %
1979	86 %
1980	81 %
1981	38 %
1982	26 %
1983	33 %
1984	38 %
1985	25 %
1986	95 %
1987	100 %
1988	20 %
1989	41 %
1990	49 %
1991	48 %
1992	65 %
1993	100 %
1994	97 %
1995 ¹	100 %

¹ Janvier à septembre

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1995-1996	100 %
1996-1997	94 %
1997-1998	29 %
1998-1999	35 %
1999-2000	30 %
2000-2001	24 %
2001-2002	57 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	96 %
2010-2011	96 %
2011-2012	48 %
2012-2013	60 %
2013-2014	72 %
2014-2015	52 %
2015-2016	59 %
2016-2017	59 %
2017-2018	54 %
2018-2019	64 %
2019-2020	70 %
2020-2021	66 %
2021-2022	69 %
2022-2023	82 %
Moyenne	69,7 %

C. LES LOIS ADOPTÉES, HORS CONVENTIONS, PAR ACCORD ENTRE LES DEUX ASSEMBLÉES (SOIT PAR LE JEU DE LA NAVETTE, SOIT À LA SUITE D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE)

Depuis 1959, 7 lois sur 8 (87,4 %) ont été adoptées par accord entre les deux assemblées, hors conventions, soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire.

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1959	100 %
1960	95,65 %
1961	98,84 %
1962	98,00 %
1963	92,65 %
1964	93,68 %
1965	88,33 %
1966	94,83 %
1967	93,55 %
1968	89,80 %
1969	100 %
1970	97,26 %
1971	95,65 %
1972	93,14 %
1973	92,73 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	98,80 %
1977	100 %
1978	98,31 %
1979	95,74 %
1980	93,88 %
1981	69,70 %
1982	54,93 %
1983	70,11 %
1984	64,38 %
1985	44,44 %
1986	97,73 %
1987	100 %
1988	65,22 %
1989	68,25 %
1990	72,46 %
1991	72,41 %
1992	77,46 %
1993	100 %
1994	98,59 %

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1995 ¹	100 %
1995-1996	100 %
1996-1997	97,06 %
1997-1998	67,39 %
1998-1999	77,08 %
1999-2000	70,37 %
2000-2001	57,14 %
2001-2002	70,00 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	98,25 %
2010-2011	100 %
2011-2012	67,5 %
2012-2013	83,02 %
2013-2014	81,82 %
2014-2015	65,85 %
2015-2016	78,57 %
2016-2017	69,57 %
2017-2018	70,73 %
2018-2019	76,00 %
2019-2020	80,95 %
2020-2021	75,93 %
2021-2022	83,61 %
2022-2023	93,18 %
Total	87,4 %

¹ Janvier à septembre

D. LE DERNIER MOT DONNÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

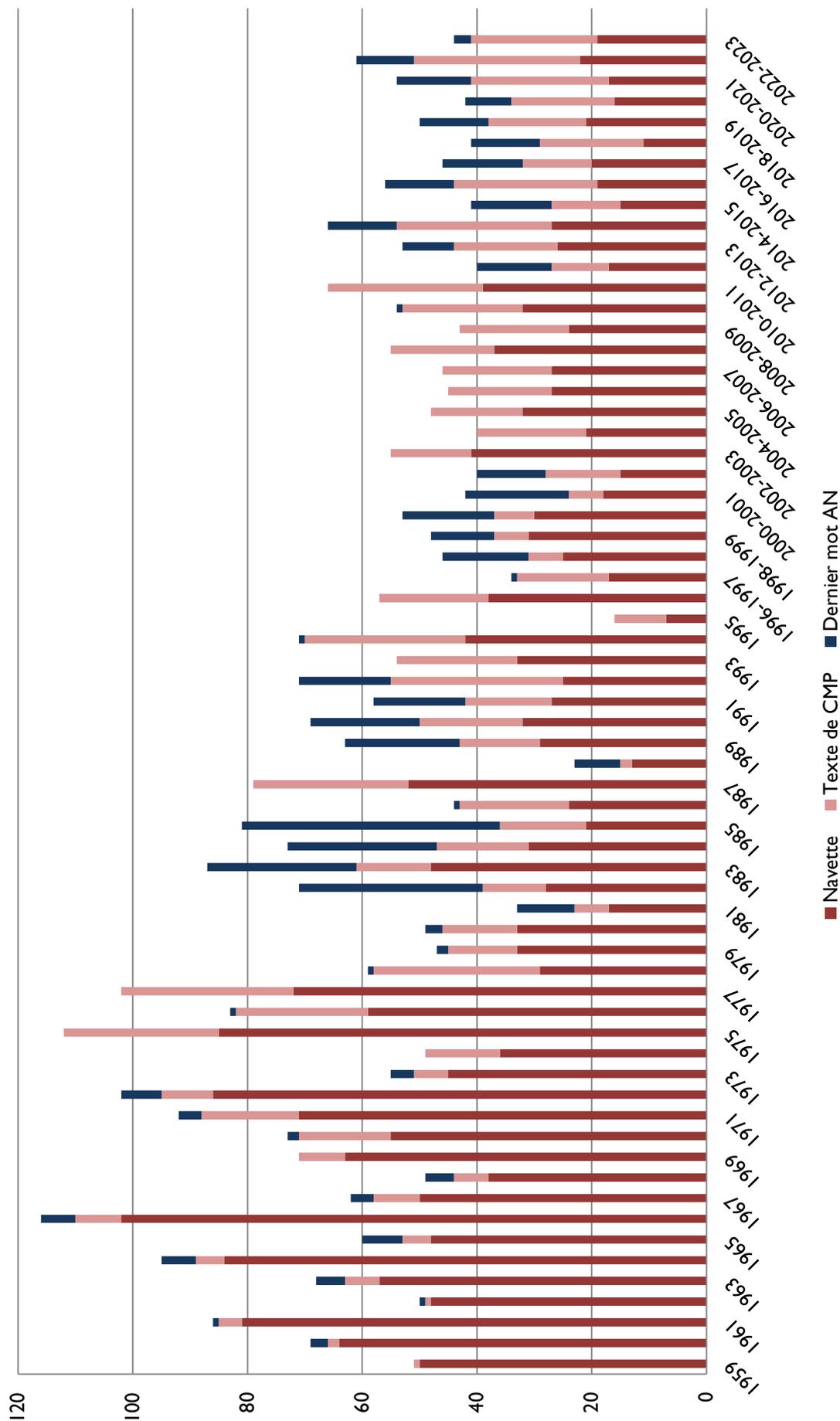
Depuis 1959, une loi sur huit (12,6 %) a été adoptée par l'Assemblée nationale statuant en dernier lieu.

Année	Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées
1959	0,00 %
1960	4,35 %
1961	1,16 %
1962	2,00 %
1963	7,35 %
1964	6,32 %
1965	11,67 %
1966	5,17 %
1967	6,45 %
1968	10,20 %
1969	0,00 %
1970	2,74 %
1971	4,35 %
1972	6,86 %
1973	7,27 %
1974	0,00 %
1975	0,00 %
1976	1,20 %
1977	0,00 %
1978	1,69 %
1979	4,26 %
1980	6,12 %
1981	30,30 %
1982	45,07 %
1983	29,89 %
1984	35,62 %
1985	55,56 %
1986	2,27 %
1987	0,00 %
1988	34,78 %
1989	31,75 %
1990	27,54 %
1991	27,59 %
1992	22,54 %
1993	0,00 %
1994	1,41 %
1995 ¹	0,00 %
1995-1996	0,00 %

¹ Janvier à septembre

Année	Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées
1996-1997	2,94 %
1997-1998	32,61 %
1998-1999	22,92 %
1999-2000	29,63 %
2000-2001	42,86 %
2001-2002	30,00 %
2002-2003	0,00 %
2003-2004	0,00 %
2004-2005	0,00 %
2005-2006	0,00 %
2006-2007	0,00 %
2007-2008	0,00 %
2008-2009	0,00 %
2009-2010	1,75 %
2010-2011	0,00 %
2011-2012	32,50 %
2012-2013	16,98 %
2013-2014	18,18 %
2014-2015	34,15 %
2015-2016	21,43 %
2016-2017	30,43 %
2017-2018	29,27%
2018-2019	24,00 %
2019-2020	19,05 %
2020-2021	24,07 %
2021-2022	16,39 %
2022-2023	6,82 %
Moyenne	12,6 %

Modalités d'adoption des lois définitivement adoptées



VIII. ORIGINE DES LOIS PROMULGUÉES DEPUIS 1959

ANNÉES	LOIS					
	PJL (hors conventions)	PPL AN	PPL Sénat	Total (hors conventions)	Conventions	Total
	<i>Les pourcentages exprimés ci-dessous présentent la part de PJL, PPL AN et PPL Sénat par rapport aux lois promulguées, hors conventions</i>					
1959	50 (98 %)	1 (2 %)	-	51	-	51
1960	62 (90 %)	5 (7 %)	2 (3 %)	69	18	87
1961	82 (95 %)	3 (4 %)	1 (1 %)	86	17	103
1962	43 (86 %)	3 (6 %)	4 (8 %)	50	2	52
1963	55 (81 %)	9 (13 %)	4 (6 %)	68	30	98
1964	84 (88 %)	8 (8 %)	3 (3 %)	95	22	117
1965	49 (82 %)	9 (15 %)	2 (3 %)	60	15	75
1966	102 (88 %)	13 (11 %)	1 (1 %)	116	27	143
1967	43 (69 %)	15 (24 %)	4 (6 %)	62	18	80
1968	40 (82 %)	9 (18 %)	-	49	21	70
1969	62 (87 %)	9 (13 %)	-	71	7	78
1970	60 (82 %)	13 (18 %)	-	73	24	97
1971	69 (75 %)	20 (22 %)	3 (3 %)	92	23	115
1972	78 (76 %)	20 (20 %)	4 (4 %)	102	29	131
1973	40 (73 %)	14 (25 %)	1 (2 %)	55	16	71
1974	42 (86 %)	4 (8 %)	3 (6 %)	49	21	70
1975	94 (84 %)	14 (12 %)	4 (4 %)	112	37	149
1976	68 (82 %)	7 (8 %)	8 (10 %)	83	27	110
1977	82 (80 %)	10 (10 %)	10 (10 %)	102	61	163
1978	51 (86 %)	7 (12 %)	1 (2 %)	59	32	91
1979	38 (81 %)	8 (17 %)	1 (2 %)	47	34	81
1980	36 (74 %)	5 (10 %)	8 (16 %)	49	38	87
1981	30 (91 %)	1 (3 %)	2 (6 %)	33	23	56
1982	63 (89 %)	4 (6 %)	4 (6 %)	71	41	112
1983	82 (94 %)	3 (3 %)	2 (2 %)	87	34	121
1984	65 (89%)	5 (7 %)	3 (4 %)	73	47	120
1985	79 (98 %)	2 (2 %)	-	81	43	124
1986	38 (86 %)	3 (7 %)	3 (7 %)	44	16	60
1987	60 (76 %)	11 (14 %)	8 (10 %)	79	38	117
1988	12 (52 %)	8 (35 %)	3 (13 %)	23	27	50
1989	58 (92 %)	4 (6 %)	1 (2 %)	63	29	92
1990	58 (84 %)	7 (10 %)	4 (6 %)	69	38	107
1991	48 (83 %)	6 (10 %)	4 (7 %)	58	30	88
1992	68 (96 %)	2 (3 %)	1 (1 %)	71	24	95

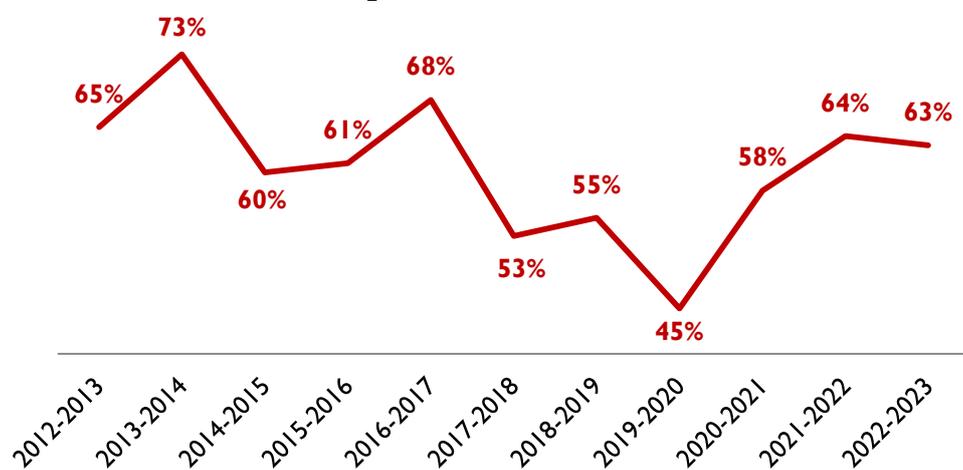
ANNÉES	LOIS					
	PJL (hors conventions)	PPL AN	PPL Sénat	Total (hors conventions)	Conventions	Total
1993	46 (85 %)	2 (4 %)	6 (11 %)	54	24	78
1994	63 (89 %)	5 (7 %)	3 (4 %)	71	63	134
1995	9 (56 %)	7 (44 %)	-	16	4	20
1995-1996	43 (75 %)	10 (18 %)	4 (7 %)	57	51	108
1996-1997	22 (65 %)	6 (18 %)	6 (18 %)	34	23	57
1997-1998	30 (65 %)	10 (22 %)	6 (13 %)	46	50	96
1998-1999	34 (71 %)	8 (17 %)	6 (12 %)	48	39	87
1999-2000	35 (66 %)	12 (23 %)	6 (11 %)	53	62	115
2000-2001	26 (62 %)	11 (26 %)	5 (12 %)	42	22	64
2001-2002	23 (58 %)	11 (28 %)	6 (15 %)	40	49	89
2002-2003	38 (70 %)	6 (11 %)	11 (20 %)	55	43	98
2003-2004	33 (83 %)	2 (5 %)	5 (12 %)	40	44	84
2004-2005	36 (75 %)	7 (15 %)	5 (10 %)	48	62	110
2005-2006	33 (73 %)	5 (11 %)	7 (16 %)	45	36	81
2006-2007	36 (78 %)	2 (4 %)	8 (17 %)	46	57	103
2007-2008	42 (76 %)	8 (15 %)	5 (9 %)	55	47	102
2008-2009	34 (79 %)	5 (12 %)	4 (9 %)	43	41	84
2009-2010	34 (63 %)	9 (16,7 %)	11 (20,4 %)	54	55	109
2010-2011	42 (64 %)	9 (14 %)	15 (23 %)	66	41	107
2011-2012	21 (52 %)	13 (33 %)	6 (15 %)	40	38	78
2012-2013	34 (64 %)	8 (15 %)	11 (21 %)	53	37	90
2013-2014	40 (61 %)	17 (26 %)	9 (14 %)	66	34	100
2014-2015	28 (68 %)	7 (17 %)	6 (15 %)	41	43	84
2015-2016	26 (46 %)	18 (32 %)	12 (21 %)	56	54	110
2016-2017	25 (54 %)	12 (26 %)	9 (20 %)	46	21	67
2017-2018	29 (71 %)	10 (24 %)	2 (5 %)	41	25	66
2018-2019	25 (50 %)	12 (24 %)	13 (27 %)	50	22	72
2019-2020	24 (57 %)	14 (33 %)	4 (10 %)	42	14	56
2020-2021	35 (65 %)	15 (28 %)	4 (7 %)	54	22	76
2021-2022	20 (33 %)	30 (49 %)	11 (18 %)	61	18	79
2022-2023	15 (34 %)	17 (39 %)	12 (27 %)	44	23	67
Total	2 972	570	317	3 859	2 073	5 932

IX. TAUX DE REPRISE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES AMENDEMENTS ADOPTÉS AU SÉNAT DEPUIS 1970

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
1970-1971	68 %	68 %
1971-1972	75 %	73,7 %
1972-1973	73 %	
1973-1974	73 %	
1974-1975	93 %	87,7 %
1975-1976	85 %	
1976-1977	85 %	
1977-1978	86 %	83,7 %
Octobre à décembre 1978	86 %	
1979	79 %	
1980	77 %	59,7 %
1981	57 %	
1982	45 %	
1983	44 %	48,7 %
1984	52 %	
1985	50 %	
1986	89 %	78,3 %
1987	88 %	
1988	58 %	
1989	60 %	58,7 %
1990	64 %	
1991	52 %	
1992	53 %	77,5 %
1993	91 %	
1994	88 %	
Janvier à septembre 1995	78 %	73,7 %
1995-1996	87 %	
1996-1997	88 %	
1997-1998	46 %	50,7 %
1998-1999	54 %	
1999-2000	48 %	
2000-2001	50 %	

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
2001-2002	65 %	83,0 %
2002-2003	92 %	
2003-2004	92 %	
2004-2005	93 %	92,8 %
2005-2006	93 %	
2006-2007	94 %	
2007-2008	91 %	
2008-2009	94 %	91,3 %
2009-2010	94 %	
2010-2011	86 %	
2011-2012	49 %	62,3 %
2012-2013	65 %	
2013-2014	73 %	
2014-2015	60 %	63,0 %
2015-2016	61 %	
2016-2017	68 %	
2017-2018	53 %	51,0 %
2018-2019	55 %	
2019-2020	45 %	
2020-2021	58 %	61,5 %
2021-2022	64 %	
2022-2023	63 %	

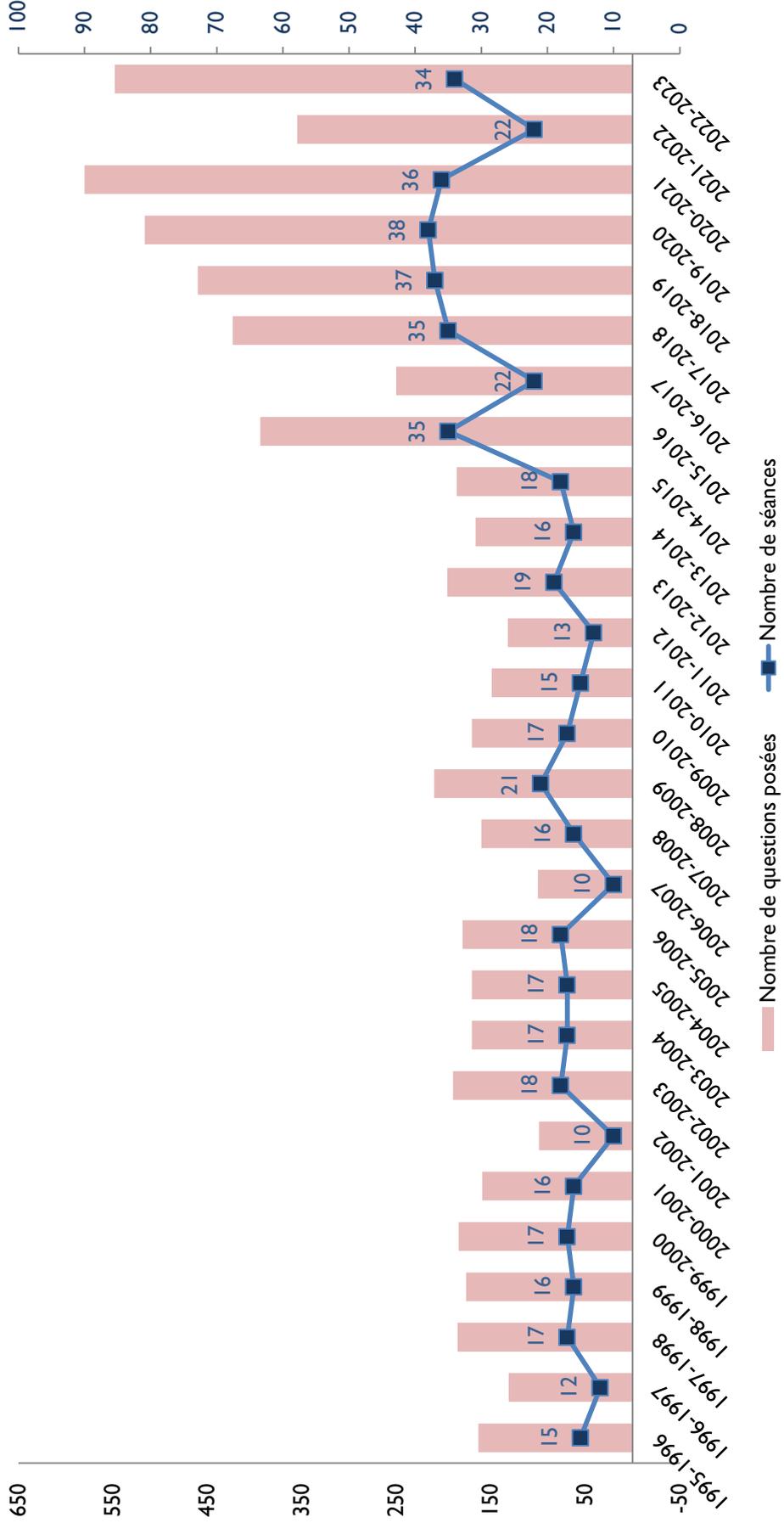
Évolution du taux de reprise au cours des dix dernières sessions



X. QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT

ANNÉES	NOMBRE DE QUESTIONS POSÉES	NOMBRE DE SÉANCES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	163	15	15 h 55
1996-1997	131	12	12 h 40
1997-1998	185	17	19 h 23
1998-1999	176	16	16 h 17
1999-2000	184	17	17 h 10
2000-2001	159	16	15 h 47
2001-2002	99	10	10 h 00
2002-2003	190	18	17 h 53
2003-2004	170	17	17 h 00
2004-2005	170	17	17 h 00
2005-2006	180	18	18 h 05
2006-2007	100	10	10 h 00
2007-2008	160	16	15 h 55
2008-2009	210	21	21 h 05
2009-2010	170	17	17 h 00
2010-2011	149	15	14 h 55
2011-2012	132	13	12 h 27
2012-2013	196	19	18 h 44
2013-2014	166	16	16 h 37
2014-2015	186	18	16 h 26
2015-2016	394	35	30 h 14
2016-2017	250	22	19 h 05
2017-2018	423	35	31 h 17
2018-2019	460	37	37 h 32
2019-2020	516	38	44 h 13
2020-2021	580	36	47 h 35
2021-2022	355	22	29 h 11
2022-2023	548	34	43 h 52

Questions d'actualité au Gouvernement



XI. QUESTIONS ORALES¹

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1959-1960	157	157	-	-
1960-1961	120	120	-	-
1961-1962	101	101	-	-
1962-1963	86	86	-	-
1963-1964	75	75	-	-
1964-1965	75	75	-	-
1965-1966	70	45	-	-
1966-1967	61	42	-	-
1967-1968	70	52	-	-
1968-1969	58	30	-	-
1969-1970	112	96	-	22 h 40
1970-1971	106	86	-	13 h 55
1971-1972	112	92	-	19 h 55
1972	125	102	19	21 h 25
1973	126	100	18	24 h 25
1974	92	78	12	16 h 05
1975	200	154	19	28 h 40
1976	209	178	18	33 h 15
1977	195	170	18	32 h 40
1978	244	184	17	33 h 25
1979	260	205	19	42 h 20
1980	292	219	16	41 h 35
1981	214	80	11	18 h 00
1982	140	105	16	20 h 20
1983	136	91	14	18 h 15
1984	135	92	17	16 h 45
1985	158	105	15	17 h 35
1986	145	96	14	14 h 30
1987	142	122	16	19 h 35
1988	53	28	4	5 h 15
1989	126	93	19	15 h 00
1990	108	81	15	17 h 10
1991	112	95	14	16 h 00
1992	128	111	13	20 h 00
1993	92	82	11	12 h 30
1994	94	89	12	13 h 30

¹ Les questions orales avec débat et les questions orales avec débat européennes ayant été supprimées par la résolution du 18 juin 2019 clarifiant et actualisant le Règlement du Sénat, les tableaux les récapitulant ne figurent plus dans le présent rapport annuel. Ils demeurent disponibles dans le rapport annuel 2018-2019.

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1995 ¹	13	8	1	1 h 20
1995-1996	231	215	16	30 h 25
1996-1997	178	163	10	22 h 00
1997-1998	272	262	17	37 h 45
1998-1999	252	240	15	33 h 28
1999-2000	270	257	16	34 h 48
2000-2001	248	243	15	33 h 00
2001-2002	151	147	9	19 h 30
2002-2003	276	264	16	37 h 55
2003-2004	239	222	16	31 h 35
2004-2005	284	217	13	29 h 30
2005-2006	309	297	17	42 h 35
2006-2007	177	158	9	22 h 10
2007-2008	249	253	15	36 h 05
2008-2009	338	302	18	42 h 40
2009-2010	402	356	20	46 h 50
2010-2011	334	357	20	50 h 05
2011-2012	372	240	13	33 h 12
2012-2013	431	389	20	50 h 42
2013-2014	286	335	18	41 h 24
2014-2015	400	316	18	39 h 38
2015-2016	274	256	11	26 h 31
2016-2017	138	160	7	18 h 06
2017-2018	393	309	12	30 h 34
2018-2019	467	391	11	32 h 34
2019-2020	354	309	9	28 h 20
2020-2021	548	421	11	37 h 19
2021-2022	537	339	9	25 h 02
2022-2023	636	588	18	42 h 57

¹ Janvier à septembre.

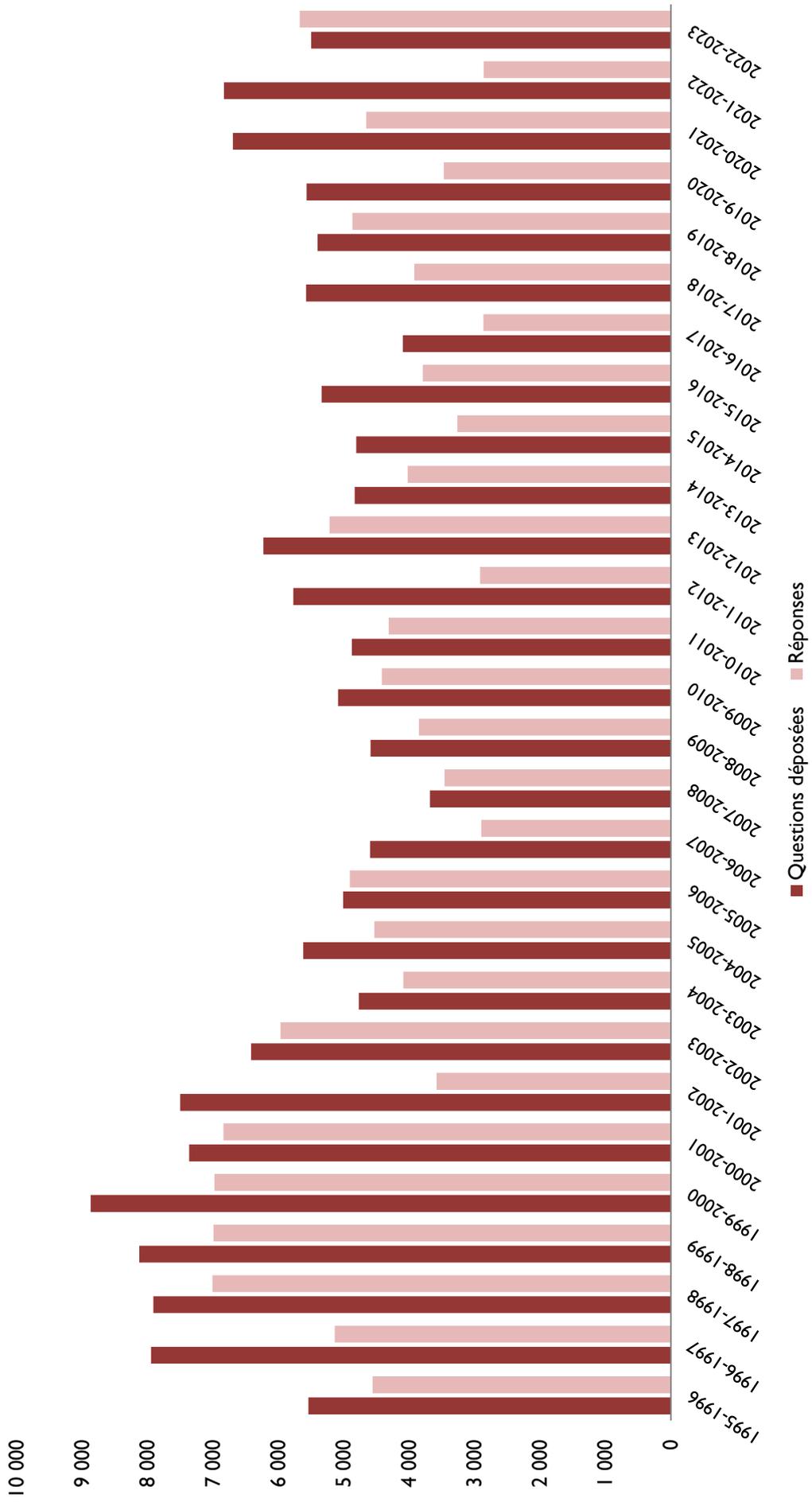
XII. QUESTIONS ÉCRITES

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1958-1959	189	186	
1959-1960	799	588	
1960-1961	848	701	
1961-1962	905	717	
1962-1963	798	620	
1963-1964	860	640	
1964-1965	761	584	
1965-1966	813	594	
1966-1967	874	486	
1967-1968	823	588	
1968-1969	862	707	
1969-1970	1 000	928	
1970-1971	947	930	
1972	1 369	1 200	183
1973	1 402	1 368	177
1974	1 676	1 486	301
1975	3 292	2 788	407
1976	3 614	2 998	505
1977	2 771	2 714	819
1978	3 455	3 040	864
1979	3 828	3 834	832
1980	4 294	3 695	879
1981	5 244	3 456	732
1982	6 011	5 495	1 147
1983	5 179	5 171	1 321
1984	6 420	5 243	2 095
1985	6 417	5 959	2 377
1986	5 111	3 927	683
1987	5 168	4 552	1 350
1988	4 415	2 791	857
1989	4 802	4 327	1 185
1990	5 414	4 684	2 068
1991	6 168	4 919	2 988
1992	4 931	5 114	1 856
1993	5 231	3 769	820
1994	4 939	5 187	646
1995 ¹	2 976	3 041	913
1995-1996	5 546	4 563	1 163

¹ Janvier à septembre

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1996-1997	7 951	5 141	1 280
1997-1998	7 915	7 013	2 112
1998-1999	8 132	6 996	3 314
1999-2000	8 875	6 980	4 884
2000-2001	7 367	6 846	3 668
2001-2002	7 505	3 585	1 281
2002-2003	6 423	5 970	2 251
2003-2004	4 776	4 092	1 852
2004-2005	5 625	4 537	2 383
2005-2006	5 011	4 912	2 111
2006-2007	4 603	2 899	867
2007-2008	3 685	3 462	1 226
2008-2009	4 594	3 855	1 751
2009-2010	5 093	4 421	2 114
2010-2011	4 878	4 315	2 503
2011-2012	5 777	2 919	525
2012-2013	6 234	5 221	2 534
2013-2014	4 836	4026	3 369
2014-2015	4 815	3 267	3 727
2015-2016	5 340	3 794	4 828
2016-2017	4 101	2 869	186
2017-2018	5 580	3 925	2 038
2018-2019	5 405	4 871	2 362
2019-2020	5 571	3 476	4 444
2020-2021	6 699	4 659	5723
2021-2022	6 837	2 863	685
2022-2023	5 503	5 678	1 698

Questions écrites



XIII. COMPARAISONS PLURIANNUELLES SUR L'ACTIVITÉ DU SÉNAT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE

A. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23
Jours de séance publique	122	118	126	121	60	105	110	99	118	80	106
Heures de séance publique :											
- travaux législatifs	866 h 28	787 h 58	941 h 30	847 h 57	381 h 14	659 h 34	734 h 23	626 h 52	822 h 07	405 h 17	803 h 38
- travaux de contrôle	608 h 52	567 h 01	599 h 11	544 h 22	288 h 46	513 h 54	586 h 48	461 h 47	433 h 12	222 h 00	332 h 55
- projet de loi de finances (1 ^{re} lecture)	216 h 20	177 h 38	153 h 32	141 h 01	91 h 10	139 h 13	142 h 16	163 h 15	174 h 48	122 h 09	180 h 39
	40 h 47	43 h 19	115 h 01	130 h 50	11 h 06	108 h 55	129 h 49	129 h 12	151 h 10	20 h 51	144 h 17
Heures de séance de soir et nuit :	188 h 53 (22 %)	191 h 39 (24 %)	232 h 45 (25 %)	184 h 16 (22 %)	77 h 36 (20 %)	127 h 19 (19 %)	153 h 44 (21 %)	136 h 44 (22 %)	173 h 21 (21 %)	76 h 34 (19 %)	200 h 59 (25 %)

B. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

1. Textes définitivement adoptés

a) Nature des textes définitivement adoptés

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23
Hors conventions	39	53	30	43	40	30	29	31	42	56	35
<i>dont lois issues de propositions de loi</i>	15	23	11	24	21	7	15	13	18	40	25
Conventions	34	30	35	46	15	23	18	14	22	12	19

b) Modalités d'adoption des textes (hors conventions)

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23
Adoption par la navette - dont textes votés par le Sénat et adoptés par l'Assemblée nationale sans modification	20	23	14	15	17	7	15	14	37	22	16
Adoption textes commissions mixtes paritaires	13	21	9	19	10	14	5	13	17	24	16
Dernier mot de l'Assemblée nationale	6	9	7	9	13	8	9	4	10	10	3

2. Statistiques relatives aux amendements en séance

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23
Amendements déposés en séance	7 118	7 405	9 235	8 805	2 679	6 316	8 814	7 094	10 383	4 562	17 831
Origine des amendements déposés											
- Gouvernement	343	407	746	709	183	354	617	285	422	364	438
- Commissions	552	851	811	908	279	537	587	611	564	339	613
- Groupes	6 223	6 147	7 678	7 188	2 217	5 425	7 610	6 198	9 397	3 859	16 780
Amendements adoptés par le Sénat	1 224	1 875	1 988	2 266	875	1 355	2 009	1 466	2 181	852	1 988
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	63 %	73 %	63 %	66 %	67 %	54 %	54 %	49 %	58 %	62 %	59 %

4. Divers

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23
Projets de loi déposés par le Gouvernement en premier lieu au Sénat (pourcentage du total)*	13 (18,8 %)	10 (26,3 %)	22 (52,4 %)	28 (47,5 %)	67 (75,3 %)	21 (38,2 %)	17 (42,5 %)	30 (43,5 %)	30 (41,1 %)	86 (85,1 %)	17 (44,7 %)
Propositions de loi déposées par les sénateurs	113	100	68	132	92	128	136	130	163	155	215
Motions de procédure (dont adoptées)	34 (5)	10 (4)	10 (3)	19 (9)	9 (8)	23 (6)	31 (8)	18 (7)	24 (10)	20 (9)	37 (10)
Motion de référendum	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Procédures de vote bloqué	3	2	-	-	-	1	-	-	-	-	1

* Ce pourcentage correspond aux projets de loi déposés hors conventions internationales.

C. CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

1. Débats

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	3	2	1	3	3	2	2	4	5	2	4
Demandses d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Débat d'initiative sénatoriale	40	36	30	24	21	33	34	44	45	32	41
Débats européens	4	3	4	5	2	3	4	3	4	2	3

2. Questions discutées en séance publique

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23
Questions d'actualité au Gouvernement											
Nombre de séances	16	14	15	32	18	30	33	34	31	19	32
Moyenne des ministres présents (Présence Premier ministre)	16 (6 fois)	14 (6 fois)	14 (7 fois)	17 (25 fois)	15 (13 fois)	15 (27 fois)	17 (28 fois)	15 (32 fois)	16 (31 fois)	23 (17 fois)	26 (32 fois)
Questions orales											
Nombre de questions discutées	348	302	279	233	135	233	355	281	315	315	537

XIV. SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2015-2016

	2015 - 2016 01.07 - 21.07.16	2015 - 2016 27.09 - 30.09.16	2016 - 2017 04.07 - 03.08.17	2017 - 2018 01.07 - 31.07.18	2017 - 2018 25.09 - 30.09.18	2018- 2019 02.07 - 24.07.19	2018- 2019 24.09 - 27.09.19	2019- 2020 01.07 - 23.07.20	2020- 2021 01.07 - 25.07.21	2020- 2021 09.09.21	2020- 2021 21.09- 30.09.21	2021- 2022 06.07- 04.08.22	2022- 2023 01.07- 23.07.23
Jours de séance publique	11	14	16	19	1	11	4	11	16	1	7	14	9
Heures de séance publique	52 h 43	67 h 04	84 h 04	162 h 31	3 h 07	72 h 09	31 h 18	72 h 39	112 h 43	3 h 51	53 h 52	73 h 31	44 h 22
- dont travaux législatifs	48 h 31	61 h 40	72 h 54	150 h 30	2 h 12	61 h 43	30 h 15	59 h 32	101 h 48	2 h 27	48 h 02	35 h 42	34 h 33
- dont travaux de contrôle	4 h 12	5 h 19	10 h 25	12 h 01	0 h 56	10 h 26	0 h 57	13 h 07	10 h 55	1 h 24	5 h 42	13 h 59	6 h 28
Heures de séance du soir et de nuit	13 h 29	15 h 48	14 h 33	42 h 54	-	13 h 27	9 h 22	13 h 42	34 h 17	-	17 h 20	20 h 31	9 h 26

XV. LISTE DES 75 COMMISSIONS DE CONTRÔLE ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1959

- 1960 : (1) Commission de contrôle sur la **gestion de la réunion des théâtres lyriques nationaux**
Président : M. MASTEAU
Rapporteur : M. PELLENC
- 1966 : (2) Commission de contrôle sur les **problèmes d'orientation dans le service public de l'enseignement**
Président et rapporteur : M. GROS
- 1967 : (3) Commission de contrôle sur les **missions de l'ORTF**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1969 : (4) Commission de contrôle sur l'**état d'exécution du V^e Plan en matière d'équipement sanitaire et social**
Président : M. GRAND
Rapporteur : M. CHAUVIN
- 1970 : (5) Commission d'enquête sur la **conception, la construction, l'aménagement et la gestion des abattoirs de la Villette**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MIGNOT
- 1973 : (6) Commission de contrôle sur les **écoutes téléphoniques**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MONORY
- 1978 : (7) Commission d'enquête sur l'**Amoco Cadiz**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. GIRAULT
- (8) Commission d'enquête sur les **conditions financières de la production des programmes des sociétés nationales de télévision**
Président : M. MIROUDOT
Rapporteur : M. CLUZEL

- 1980 : (9) Commission d'enquête sur l'**industrie textile**
Président : M. VALLON
Rapporteur : M. PONCELET
- 1982 : (10) Commission de contrôle sur les **services de l'État chargés d'une mission de sécurité publique**
Président : M. GIRAULT
Rapporteur : M. TOMASINI
- (11) Commission de contrôle sur les **établissements chargés d'accueillir les personnes âgées**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. CHERIOUX
- 1983 : (12) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme**
Président : M. PELLETIER
Rapporteur : M. MASSON
- (13) Commission d'enquête sur l'**évolution de la dette extérieure depuis 1981**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. LUCOTTE
- (14) Commission de contrôle sur l'**application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. LEGRAND
- 1984 : (15) Commission de contrôle sur la **situation en Nouvelle-Calédonie**
Président : M. BOURGES
Rapporteurs : MM. GIRAULT et TIZON
- (16) Commission de contrôle sur la **gestion de la S.N.C.F.**
Président : M. FOSSET
Rapporteur : M. MASSON
- (17) Commission de contrôle sur le **fonctionnement du service public des postes**
Président : M. de MONTALEMBERT
Rapporteur : M. VALLON
- (18) Commission de contrôle sur **Télédiffusion de France (T.D.F.)**
Président : M. PINTAT
Rapporteur : M. PASQUA

- (19) Commission d'enquête sur les **conditions de conclusion des concessions de canaux de communication audiovisuelle**
Président : M. RAUSCH
Rapporteur : M. de ROHAN
- 1986 : (20) Commission d'enquête sur les **manifestations étudiantes de novembre et décembre 1986**
Président : M. TAITTINGER
Rapporteur : M. MASSON
- 1988 : (21) Commission de contrôle sur les **opérations financières sur le capital des sociétés privatisées**
Président : M. de VILLEPIN
Rapporteur : M. CHINAUD
- 1990 : (22) Commission de contrôle sur la **gestion des services relevant du ministère de l'Intérieur chargés d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes**
Président : M. Louis BOYER
Rapporteur : M. LANIER
- (23) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (24) Commission de contrôle sur l'**organisation et le fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré**
Président : M. BLIN
Rapporteur : M. BOURDIN
- (25) Commission de contrôle sur **Air France**
Président : M. CARTIGNY
Rapporteur : M. VINÇON
- 1991 : (26) Commission de contrôle sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen**
Président : M. MASSON
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- (27) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du marché laitier**
Président : M. GRUILLOT
Rapporteur : M. DAUNAY
- (28) Commission d'enquête sur le **fonctionnement des juridictions administratives**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. ARTHUIS

- (29) Commission d'enquête sur le **système transfusionnel français**
Président : M. SOURDILLE
Rapporteur : M. HURIET
- 1992 : (30) Commission d'enquête sur les **conditions d'accueil de M. HABACHE sur le territoire français**
Président : M. LAURENT
Rapporteur : M. LARCHER
- (31) Commission d'enquête sur la **situation financière de la S.N.C.F.**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. BELOT
- 1997 : (32) Commission d'enquête sur la **politique énergétique de la France**
Président : M. VALADE
Rapporteur : M. REVOL
- (33) Commission d'enquête sur les **grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteur : M. LARCHER
- (34) Commission d'enquête sur les **35 heures**
Président : M. GOURNAC
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (35) Commission d'enquête sur la **régularisation des « sans-papiers »**
Président : M. MASSON
Rapporteur : M. BALARELLO
- 1998 : (36) Commission d'enquête sur les **personnels des écoles et de l'enseignement du second degré**
Président : M. GOUTEYRON
Rapporteur : M. GRIGNON
- 1999 : (37) Commission d'enquête sur la conduite de la **politique de sécurité menée par l'État en Corse**
Président : M. COURTOIS
Rapporteur : M. GARREC
- 2000 : (38) Commission d'enquête sur les **conditions de détention dans les établissements pénitentiaires en France**
Président : M. HYEST
Rapporteur : M. CABANEL

(39) Commission d'enquête sur les **conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage** et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs

Président : M. DÉRIOT

Rapporteur : M. BIZET

- 2001 : (40) Commission d'enquête sur les **inondations de la Somme**, afin d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondation

Président : M. DENEUX

Rapporteur : M. MARTIN

- 2002 : (41) Commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles **les mineurs délinquants** peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs

Président : M. SCHOSTECK

Rapporteur : M. CARLE

- 2003 : (42) Commission d'enquête sur la politique nationale de lutte contre les **drogues illicites**

Présidente : Mme OLIN

Rapporteur : M. PLASAIT

(43) Commission d'enquête sur **la maltraitance envers les personnes handicapées** accueillies en institution et les moyens de la prévenir

Président : M. P. BLANC

Rapporteur : M. JUILHARD

- 2005 : (44) Commission d'enquête sur **l'immigration clandestine**

Président : M. G. OTHILY (RDSE)

Rapporteur : M. F.-N. BUFFET (UMP)

- 2010 : (45) Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans **la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)** - Droit de tirage du groupe CRC-SPG¹

Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)

Rapporteur : M. Alain MILON (UMP)

- 2012 : (46) Commission d'enquête sur **l'évasion des capitaux** et des actifs hors de France et ses incidences fiscales - Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Philippe DOMINATI (UMP)

Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

(47) Commission d'enquête sur le **coût réel de l'électricité** afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Ladislav PONIATOWSKI (UMP)

Rapporteur : M. Jean DESESSARD (ÉCOLO)

- 2013 : (48) Commission d'enquête sur **l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Alain MILON (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

(49) Commission d'enquête sur **l'efficacité de la lutte contre le dopage** – Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. Jean-François HUMBERT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Jacques LOZACH (SOC)

(50) Commission d'enquête sur le **rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** et ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre – Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. François PILLET (UMP)

Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

- 2014 : (51) Commission d'enquête sur les **modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds** – Droit de tirage du groupe socialiste¹

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteuse : Mme Virginie KLÈS (SOC)

- 2015 : (52) Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la **lutte contre les réseaux djihadistes** en France et en Europe – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidents : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC) –
M. André REICHARDT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Pierre SUEUR (SOC)

(53) Commission d'enquête sur la réalité du **détournement du crédit d'impôt recherche** de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays – Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Francis DELATTRE (UMP)

Rapporteuse : Mme Brigitte GONTHIER-MAURIN (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(54) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du service public de l'éducation**, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession – Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Françoise LABORDE (RDSE)

Rapporteur : M. Jacques GROSPERRIN (UMP)

(55) Commission d'enquête sur le coût économique et financier de la **pollution de l'air** – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François HUSSON (UMP)

Rapporteuse : Mme Leïla AÏCHI (ECOLO)

(56) Commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des **autorités administratives indépendantes** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

- 2016 : (57) Commission d'enquête sur les **chiffres du chômage en France** et dans les pays de l'**Union européenne**, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Anne EMERY-DUMAS (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe DALLIER (Les Républicains)

- 2017 : (58) Commission d'enquête sur les **frontières européennes**, le **contrôle des flux des personnes** et des **marchandises en Europe** et l'**avenir de l'espace Schengen** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)

Rapporteur : M. François-Noël BUFFET (Les Républicains)

(59) Commission d'enquête sur la réalité des **mesures de compensation des atteintes à la biodiversité** engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteur : M. Ronan DANTEC (Écologiste)

- 2018 : (60) Commission d'enquête sur l'**état des forces de sécurité intérieure** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Michel BOUTANT (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. François GROSDIDIER (Les Républicains)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(61) Commission d'enquête sur l'**organisation** et les **moyens** des **services** l'**État** pour **faire face** à l'**évolution** de la **menace terroriste** après la **chute** de l'**État Islamique** - Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Bernard CAZEAU (LaREM)

Rapporteur : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UC)

(62) Commission d'enquête sur les **mutations** de la **Haute fonction publique** et leurs **conséquences** sur le **fonctionnement** des **institutions** de la **République** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Président : M. Vincent DELAHAYE (UC)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (CRCE)

- 2019 : (63) Commission d'enquête sur la **souveraineté numérique** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Franck MONTAUGÉ (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Gérard LONGUET (Les Républicains)

(64) Commission d'enquête chargée d'**évaluer** l'**intervention** des **services** de l'**État** dans la **gestion** des **conséquences environnementales, sanitaires** et **économiques** de l'**incendie** de l'**usine Lubrizol à Rouen**

Président : M. Hervé MAUREY (UC)

Rapporteuses : Mmes Christine BONFANTI-DOSSAT (Les Républicains) et Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

(65) Commission d'enquête sur les **réponses apportées par les autorités publiques** au **développement** de la **radicalisation islamiste** et les **moyens** de la **combattre** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

Rapporteuse : Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (Les Républicains)

- 2020 (66) Commission d'enquête sur les **problèmes sanitaires** et **écologiques liés** aux **pollutions** des **sols** qui ont accueilli des **activités industrielles** ou **minières**, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteuse : Mme Gisèle JOURDA (Socialiste et républicain)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(67) Commission d'enquête sur le **contrôle**, la **régulation** et l'**évolution** des **concessions autoroutières** - Droit de tirage du groupe Union centriste¹

Président : M. Éric JEANSANNETAS (RDSE)

Rapporteur : M. Vincent DELAHAYE (UC)

(68) Commission d'enquête pour l'**évaluation** des **politiques publiques face aux grandes pandémies** à la **lumière** de la **crise sanitaire** de la **covid-19** et de sa **gestion**

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteurs : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains),
M. Bernard JOMIER (Socialiste et républicain) et
Mme Sylvie VERMEILLET (UC)

2021 (69) Commission d'enquête sur l'**influence croissante** des **cabinets de conseil privés sur les politiques publiques** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Éliane ASSASSI (CRCE)

(70) Commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une **concentration** dans les **médias en France**, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la **démocratie** - Droit de tirage du groupe SER ¹

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteur : M. David ASSOULINE (SER)

(71) Commission d'enquête sur **la situation de l'hôpital et le système de santé en France** - Droit de tirage du groupe Les Républicains ¹

Président : M. Bernard JOMIER (SER)

Rapporteur : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)

2023 (72) Commission d'enquête sur l'**efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique** - - Droit de tirage du groupe EST ¹

Présidente : Mme Dominique ESTROSI SASSONE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (GEST)

(73) Commission d'enquête sur la **pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française** - Droit de tirage du groupe CRCE ¹

Présidente : Mme Sonia de LA PROVÔTÉ (UC)

Rapporteuse : Mme Laurence COHEN (CRCE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

(74) Commission d'enquête sur **l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence** - Droit de tirage du groupe Les Indépendants ¹

Président : M. Mickaël VALLET (SER)

Rapporteur : M. Claude MALHURET (Les Indépendants)

XVI. LISTE DES 96 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1969

- 1969 : (1) Mission d'information sur l'étude de l'ensemble des questions nucléaires
Président : M. COUDE DU FORESTO
Rapporteurs : MM. ARMENGAUD, CHAUTY, HOUDET, MAURICE-BOKANOWSKI et VERILLON
- 1971 : (2) Mission d'information sur la régularité de la gestion de l'O.R.T.F. et les relations entretenues par cet organisme avec diverses entreprises publiques ou semi-publiques dans le domaine de la publicité
Président : M. CAILLAVET
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1977 : (3) Mission d'information sur les enjeux et les conditions des équilibres extérieurs de la France
- 1979 : (4) Mission d'information sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international
- 1980 : (5) Mission d'information sur l'industrie automobile et son avenir
Président : M. BRACONNIER
Rapporteur : Mme Brigitte GROS
- 1983 : (6) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation et dressant un premier bilan
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1984 : (7) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (2^{ème} bilan)
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1986 : (8) Mission d'information sur l'avenir des télécommunications en France et en Europe
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. RAUSCH
- 1988 : (9) Mission d'information sur la situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif et sur la qualité de la vie en milieu hospitalier et les moyens de les améliorer
Président : M. HURIET
Rapporteur : M. DESCOURS

- 1989 : (10) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et les propositions d'éléments d'une politique d'aménagement**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteur : MM. HAENEL, HUCHON et du LUART
- (11) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'immigration en France et les propositions d'éléments d'une politique d'intégration**
Président : M. CHERIOUX
Rapporteur : M. THYRAUD
- 1990 : (12) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (3^{ème} bilan)**
Président : M. PASQUA
Rapporteur : M. HOEFFEL
- 1991 : (13) Mission d'information sur les **conditions de la gestion technique, administrative et financière de la transfusion sanguine en France et les moyens de l'améliorer, notamment dans le respect des principes du don bénévole de sang**
Président : M. SOURDILLE
Rapporteur : M. HURIET
- (14) Mission d'information sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985**
Président : M. P. MASSON
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- 1992 : (15) Mission d'information sur les **problèmes de l'aménagement du territoire**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteurs : MM. LARCHER, HUCHON, du LUART et PERREIN
- (16) Mission d'information sur la **télévision éducative**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. TREGOUET
- 1994 : (17) Mission d'information sur les **conditions de sécurité du transport maritime et les risques de pollution du littoral**
Président : M. de CATUELAN
Rapporteur : M. J.F. LE GRAND

- 1996 : (18) Mission d'information sur la **contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique, social et culturel de la France**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. JOYANDET assisté de MM. HERISSON et TÜRK
- 1996 : (19) Mission d'information sur la **place et le rôle des femmes dans la vie publique**
Président : Mme OLIN
Rapporteur : M. RICHERT
- 1998 : (20) Mission d'information sur le **bilan de la décentralisation et les améliorations de nature à faciliter l'exercice des compétences locales**
Président : M. DELEVOYE
Rapporteur : M. MERCIER
- 2000 : (21) Mission d'information sur les **questions liées à la marée noire provoquée par le naufrage du navire Erika**
Président : Mme HEINIS
Rapporteur : M. de RICHEMONT
- (22) Mission d'information sur les **questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises**
Président : M. BADRÉ
Rapporteur : M. FERRAND
- 2002 : (23) Mission d'information chargée de dresser un **bilan de la politique de la montagne**
Président : M. J. BLANC
Rapporteur : M. AMOUDRY
- 2003 : (24) Mission d'information sur **la France et les Français face à la canicule : les leçons d'une crise**
Président : M. PELLETTIER
Rapporteurs : MM. FLANDRE et LEPELTIER, Mme LÉTARD
- 2005 : (25) Mission d'information sur le bilan et les conséquences de la **contamination par l'amiante**
Président : M. VANLERENBERGHE (UC-UDF)
Rapporteur : M. DÉRIOT (UMP)
- (26) Mission d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des **politiques conduites envers les quartiers en difficulté** depuis une quinzaine d'années
Président : M. TÜRK (NI)
Rapporteur : M. P. ANDRÉ (UMP)

- 2006 : (27) Mission d'information sur la **notion de centre de décision économique** et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national
Président : M. MARINI (UMP)
Rapporteur : M. C. GAUDIN (UC-UDF)
- 2007 : (28) Mission d'information sur **le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle**
Président : M. CARLE (UMP)
Rapporteurs : M. SEILLIER (RDSE), Mmes DEMONTÈS (SOC) et DINI (UC-UDF)
- (29) Mission d'information sur la **sécurité d'approvisionnement électrique de la France** et les moyens de la préserver
Président : M. SIDO (UMP)
Rapporteurs : MM. PASTOR (SOC), DENEUX (UC-UDF) et BILLOUT (CRC)
- (30) Mission d'information sur la **prise en charge de la dépendance** et la création du cinquième risque
Président : M. MARINI (UMP)
Rapporteur : M. VASSELLE (UMP)
- 2008 : (31) Mission d'information sur **les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion**
Président : M. DEMUYNCK (UMP)
Rapporteur : M. SEILLIER (RDSE)
- (32) Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales
Président : M. BELOT (UMP)
Rapporteurs : Mme GOURAULT (UC) et M. KRATTINGER (SOC)
- 2009 : (33) Mission d'information sur la situation des **départements d'outre-mer**
Président : M. S. LARCHER (App. SOC)
Rapporteur : M. DOLIGÉ (UMP)
- (34) Mission d'information sur la **politique en faveur des jeunes**
Président : Mme LE TEXIER (SOC)
Rapporteur : M. DEMUYNCK (UMP)

- 2009 : (35) Mission commune d'information sur le **traitement des déchets** - Droit de tirage du groupe UC¹
Président : M. BRAYE (UMP)
Rapporteur : M. SOULAGE (UC)
- 2010 : (36) Mission commune d'information sur **les conséquences de la tempête Xynthia**
Président : M. RETAILLEAU (NI)
Rapporteur : M. ANZIANI (SOC)
- (37) Mission commune d'information sur la **désindustrialisation des territoires** - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. BOURQUIN (SOC)
Rapporteur : M. CHATILLON (Ratt. UMP)
- (38) Mission commune d'information Assemblée/Sénat sur les **toxicomanies**
Président : M. François PILLET (pour le Sénat) (UMP)
Rapporteur : M. Gilbert BARBIER (pour le Sénat) (RDSE)
- (39) Mission commune d'information sur **l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation** - Droit de tirage du groupe UMP¹
Président : M. Serge LAGAUCHE (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Claude CARLE (UMP)
- 2011 : (40) Mission commune d'information sur le « **Mediator** »
Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)
Rapporteur : Mme Marie-Thérèse HERMANGE (UMP)
- (41) Mission commune d'information sur la **Révision générale des politiques publiques** - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. François PATRIAT (SOC)
Rapporteur : M. Dominique de LEGGE (UMP)
- (42) Mission commune d'information sur « **Pôle emploi** »
Président : M. Claude JEANNEROT (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Paul ALDUY (UMP)
- (43) Mission commune d'information sur les **conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : Mme Anne-Marie ESCOFFIER (RDSE)
Rapporteur : M. Charles GUENÉ (UMP)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

- 2012 : (44) Mission commune d'information sur **les inondations qui se sont produites dans le Var** et, plus largement, dans le Sud-Est de la France au mois de novembre 2011
Président : M. Louis NÈGRE (UMP)
Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (RDSE)
- (45) Mission commune d'information sur les **dispositifs médicaux implantables** et les interventions à visées esthétiques - Droit de tirage du groupe UMP¹
Présidente : Mme Chantal JOUANNO (UMP)
Rapporteur : M. Bernard CAZEAU (SOC)
- (46) Mission commune d'information sur **les pesticides et leur impact sur la santé** et l'environnement - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Présidente : Mme Sophie PRIMAS (UMP)
Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (SOC)
- (47) Mission commune d'information sur le fonctionnement, la méthodologie et la crédibilité **des agences de notation** - Droit de tirage du groupe UCR¹
Présidente : Mme Frédérique ESPAGNAC (SOC)
Rapporteur : M. Aymeri de MONTESQUIOU (UCR)
- (48) Mission commune d'information sur la **filière viande en France et en Europe** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹
Présidente : Mme Bernadette BOURZAI (SOC)
Rapporteuse : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UDI-UC)
- 2013 : (49) Mission commune d'information sur l'**action extérieure** de la France en matière de **recherche** et de **développement** - Droit de tirage du groupe écologiste¹
Président : M. Henri de RAINCOURT (UMP)
Rapporteuse : Mme Kalliopi ANGO ELA (ÉCOLO)
- (50) Mission commune d'information sur l'avenir de l'**organisation décentralisée** de la **République** - Droit de tirage du groupe UMP¹
Président : M. Jean-Pierre RAFFARIN (UMP)
Rapporteur : M. Yves KRATTINGER (SOC)
- 2014 : (51) Mission commune d'information sur le **sport professionnel** et les **collectivités territoriales** - Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Michel SAVIN (UMP)
Rapporteur : M. Stéphane MAZARS (RDSE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(52) Mission commune d'information sur la réforme des **rythmes scolaires** - Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Françoise CARTRON (SOC)

(53) Mission commune d'information sur le **nouveau rôle** et la **nouvelle stratégie** pour **l'Union européenne** dans la **gouvernance mondiale** de **l'Internet** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Gaëtan GORCE (SOC)

Rapporteuse : Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UDI-UC)

(54) Mission commune d'information sur **l'accès** aux **documents administratifs** et aux **données publiques** - Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-Jacques HYEST (UMP)

Rapporteuse : Mme Corinne BOUCHOUX (Écologiste)

(55) Mission commune d'information sur la réalité de **l'impact** sur **l'emploi** des **exonérations** de **cotisations sociales** accordées aux **entreprises** - Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Charles GUENÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Michelle DEMESSINE (CRC)

- 2015 : (56) Mission commune d'information sur la commande publique - Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (SOC)

(57) Mission d'information sur **l'organisation**, la **place** et le **financement** de **l'Islam** en **France** et de ses **lieux de culte** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)

Rapporteur : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC)

Co-rapporteur : M. André REICHARDT (Les Républicains)

- 2016 : (58) Mission d'information sur la **position** de la **France** à l'égard de **l'accord** de mars 2016 entre **l'Union européenne** et la **Turquie** relatif à la **crise** des **réfugiés** et sur les **conditions** de **mise en œuvre** de cet accord - Droit de tirage du groupe Communiste républicain et citoyen¹

Président : M. Jacques LEGENDRE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel BILLOUT (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(59) Mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Daniel PERCHERON (Socialiste et républicain)

(60) Mission d'information sur l'**inventaire** et le **devenir** des **matériaux** et **composants** des **téléphones mobiles** - Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteuse : Mme Marie-Christine BLANDIN (Écologiste)

- 2017 : (61) Mission d'information sur la **situation** de la **psychiatrie** des **mineurs en France** - Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (RDSE)

(62) Mission d'information sur : « **Démocratie représentative, démocratie participative, démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 ?** » - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Henri CABANEL (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

- 2018 : (63) Mission d'information sur **Alstom** et la **stratégie industrielle** du pays - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Alain CHATILLON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (Socialiste et républicain)

(64) Mission d'information sur la **réinsertion** des **mineurs enfermés** - Droit de tirage du groupe LaREM¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (LaREM)

(65) Mission d'information sur le **développement** de l'**herboristerie** et des **plantes médicinales**, des **filières** et **métiers d'avenir** - Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Corinne IMBERT (Les Républicains)

Rapporteur : M. Joël LABBÉ (RDSE)

(66) Mission d'information sur la **pénurie** de **médicaments** et de **vaccins** - Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Yves DAUDIGNY (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

2019 : (67) Mission commune d'information sur les **politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles** susceptibles d'être commises par des **personnes en contact avec des mineurs** dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions

Présidente : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)
Rapporteurs : Mmes Marie MERCIER (Les Républicains),
Michelle MEUNIER (Socialiste et républicain) et
Dominique VÉRIEN (Union Centriste)

(68) Mission d'information sur la **gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation** - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Michel VASPART (Les Républicains)
Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

(69) Mission d'information sur le thème : « **Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^{ème} siècle** : opportunité de croissance et de développement » - Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Franck MENONVILLE (Les Indépendants)
Rapporteuse : Mme Valérie LÉTARD (Union Centriste)

(70) Mission d'information sur le thème : « **Gratuité des transports collectifs** : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Présidente : Mme Michèle VULLIEN (Union Centriste)
Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (CRCE)

(71) Mission d'information sur les **transports aériens et l'aménagement des territoires** - Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Vincent CAPO-CANELLAS (Union Centriste)
Rapporteuse : Mme Josiane COSTES (RDSE)

(72) Mission d'information sur la **sous-utilisation chronique des fonds européens** en France - Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Présidente : Mme Laurence HARRIBEY (Socialiste et républicain)
Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)

(73) Mission commune d'information relative au **sauvetage en mer** et à la **sécurité maritime**

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)
Rapporteur : M. Didier MANDELLI (Les Républicains)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2020 :
- (74) Mission d'information « **Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain ?** » – Droit de tirage du groupe CRCE¹
Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)
Rapporteuse : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)
- (75) Mission d'information « **Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique** » – Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)
Rapporteur : M. Raymond VALL (RDSE)
- (76) Mission d'information sur le **fonctionnement** et l'**organisation** des **fédérations sportives** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
Président : M. Jean-Jacques LOZACH (Socialiste et républicain)
Rapporteur : M. Alain FOUCHÉ (Les Indépendants)
- (77) Mission d'information sur le **trafic de stupéfiants en provenance de Guyane** – Droit de tirage du groupe La République En Marche¹
Président : M. Olivier CIGOLOTTI (UC)
Rapporteur : M. Antoine KARAM (LaREM)
- 2021 :
- (78) Mission d'information **destinée à évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités**
Président : M. Bernard JOMIER (SER)
Rapporteurs : M. Jean-Michel ARNAUD (UC)
et M. Roger KAROUTCHI (Les Républicains)
- (79) Mission d'information sur les **conditions** de la **vie étudiante** – Droit de tirage du groupe UC¹
Président : M. Pierre OUZOULIAS (CRCE)
Rapporteur : M. Laurent LAFON (UC)
- (80) Mission d'information sur l'**évolution** et la **lutte contre la précarisation** et la **paupérisation d'une partie des Français** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹
Présidente : Mme Annie LE HOUEROU (SER)
Rapporteur : Mme Frédérique PUISSAT (Les Républicains)
- (81) Mission d'information sur le **harcèlement scolaire** et le **cyberharcèlement** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
Présidente : Mme Sabine VAN HEGHE (SER)
Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(82) Mission d'information sur l'**ubérisation** de la **société** : quel **impact** des **plateformes numériques** sur les **métiers** et l'**emploi** ? – Droit de tirage du groupe CRCE ¹

Présidente : Mme Martine BERTHET (Les Républicains)

Rapporteur : M. Pascal SAVOLDELLI (CRCE)

(83) Mission d'information sur la **politique** en **faveur** de l'**égalité** des **chances** et de l'**émancipation** de la **jeunesse** – Droit de tirage du groupe SER ¹

Président : M. Jean HINGRAY (UC)

Rapporteuse : Mme Monique LUBIN (SER)

(84) Mission d'information sur « La **méthanisation** dans le **mix énergétique** : **enjeux** et **impacts** » – Droit de tirage du groupe GEST ¹

Président : M. Pierre CUYPERS (Les Républicains)

Rapporteur : M. Daniel SALMON (GEST)

(85) Mission d'information sur l'**enseignement agricole**, **outil indispensable** au cœur des **enjeux** de nos **filières agricoles** – Droit de tirage du groupe RDSE ¹

Président : M. Jean-Marc BOYER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

(86) Mission d'information les **influences étatiques extra-européennes** dans le **monde universitaire** et **académique français** et leurs **incidences** – Droit de tirage du groupe RDPI ¹

Président : M. Étienne BLANC (Les Républicains)

Rapporteur : M. André GATTOLIN (RDPI)

(87) Mission d'information sur le thème « **Comment redynamiser la culture citoyenne ?** » – Droit de tirage du groupe RDSE ¹

Président : M. Stéphane PIEDNOIR (Les Républicains)

Rapporteur : M. Henri CABANEL (RDSE)

(88) Mission d'information sur le thème « **Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXI^e siècle** » – Droit de tirage du groupe EST ¹

Président : M. Guillaume CHEVROLLIER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Mélanie VOGEL (GEST)

(89) Mission d'information sur la **judiciarisation de la vie publique** : **une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ?** – Droit de tirage du groupe UC ¹

Présidente : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

(90) Mission d'information sur le thème « **Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française** »- Droit de tirage du groupe Les Indépendants ¹

Président : M. Christian REDON-SARRAZY (SER)

Rapporteur : Mme Vanina PAOLI-GAGIN (Les Indépendants)

(91) Mission d'information sur « **L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ?** »- Droit de tirage du groupe RDPI ¹

Président : M. Michel CANÉVET (UC)

Rapporteur : M. Teva ROHFRITSCH (RDPI)

2023

(92) Mission d'information sur le développement d'une filière de **biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert** - Droit de tirage du groupe UC ¹

Président : M. Gilbert-Luc DEVINAZ (SER)

Rapporteur : M. Vincent CAPO-CANELLAS (UC)

(93) Mission d'information sur **l'avenir de la commune et du maire en France** - Droit de tirage du groupe Les Républicains ¹

Présidente : Mme Maryse CARRÈRE (RDSE)

Rapporteur : M. Mathieu DARNAUD (Les Républicains)

(94) Mission d'information sur la « **gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement** » - Droit de tirage du groupe SER ¹

Président : M. Rémy POINTEREAU (Les Républicains)

Rapporteur : M. Hervé GILLÉ (SER)

(95) Mission d'information sur « **le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique** » - Droit de tirage du groupe RDPI ¹

Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)

Rapporteuse : Mme Nadège HAVET (RDPI)

(96) Mission d'information sur « **l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales** » - Droit de tirage du groupe RDSE ¹

Président : M. Jérôme BASCHER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Guylène PANTEL (RDSE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

ANNEXES CALENDRIERS DE LA SESSION 2022-2023

I. DATES DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

DATE	HEURE
Jeudi 1 ^{er} septembre 2022	18 h 00
Mercredi 5 octobre 2022	18 h 30
Mercredi 2 novembre 2022	18 h 00
Mercredi 14 décembre 2022	18 h 00
Mercredi 18 janvier 2023	18 h 00
Mercredi 8 février 2023	18 h 30
Mercredi 8 mars 2023	11 h 45
Mercredi 22 mars 2023	19 h 45
Mercredi 5 avril 2023	18 h 00
Mardi 9 mai 2023	18 h 00
Mercredi 14 juin 2023	18 h 00
Mardi 11 juillet 2023	18 h 00

II. CALENDRIER DE LA SESSION 2022-2023

CALENDRIER DE LA SESSION 2022-2023
(SEMAINES DU GOUVERNEMENT ET SEMAINES SÉNATORIALES, QUESTIONS, ESPACES RÉSERVÉS AUX GROUPES)
adopté par la Conférence des Présidents le 19 juillet 2022, modifié le 14 décembre 2022, les 18 janvier, 8 février, 8 mars et 9 mai 2023

Octobre 2022		Novembre 2022		Décembre 2022		Janvier 2023		Février 2023		Mars 2023		Avril 2023		Mai 2023		Juin 2023	
sam 01		mar 01	Toussaint	jeu 01		dim 01	Jour de l'An	mer 01		mer 01		sam 01		lun 01	Fête du travail	jeu 01	
dim 02		mer 02		ven 02		lun 02		jeu 02	CEST	jeu 02	OO	dim 02		mar 02		ven 02	OO
lun 03		jeu 03		sam 03		mar 03		ven 03		ven 03		lun 03		mer 03		sam 03	
mar 04		ven 04		dim 04		mer 04		sam 04		sam 04		mar 04		jeu 04	RDP1	dim 04	
mer 05		sam 05		lun 05		jeu 05		dim 05		dim 05		mer 05		ven 05		lun 05	
jeu 06	OO	dim 06		mar 06	Vote sur l'ensemble P.F.	ven 06		lun 06		lun 06		jeu 06	CRCE	sam 06		mar 06	OO
ven 07		lun 07		mer 07		sam 07		mar 07		mar 07		ven 07		dim 07		mer 07	
sam 08		mar 08		jeu 08		dim 08		mer 08		mer 08		sam 08		lun 08	Victoire 1945	jeu 08	
dim 09		mer 09		ven 09		lun 09		jeu 09	OO	jeu 09		dim 09		mar 09		ven 09	
lun 10		jeu 10		sam 10		mar 10		ven 10		ven 10		lun 10	L. de Pâques	mer 10		sam 10	
mar 11		ven 11	Armistice 1918	dim 11		mer 11		sam 11		sam 11		mar 11		jeu 11		dim 11	
mer 12		sam 12		lun 12		jeu 12	OO	dim 12		dim 12		mer 12		ven 12		lun 12	
jeu 13		dim 13		mar 13		ven 13		lun 13		lun 13		jeu 13	OO	sam 13		mar 13	
ven 14		lun 14		mer 14		sam 14		mar 14	OO	mar 14		ven 14		dim 14		mer 14	
sam 15		mar 15	Vote sur l'ensemble P.F.	jeu 15		dim 15		mer 15		mer 15		sam 15		lun 15		jeu 15	UC
dim 16		mer 16		ven 16		lun 16		jeu 16		jeu 16		dim 16		mar 16	OO	ven 16	
lun 17		jeu 17		sam 17		mar 17		ven 17		ven 17		lun 17		mer 17		sam 17	
mar 18		ven 18		dim 18		jeu 18		sam 18		sam 18		mar 18		jeu 18	Ascension	dim 18	
mer 19		sam 19		lun 19		mer 19		dim 19		dim 19		mer 19		ven 19		lun 19	
jeu 20	UC	dim 20		mar 20		ven 20		lun 20		lun 20		jeu 20		sam 20		mar 20	
ven 21		lun 21		mer 21		sam 21		mar 21		mar 21	OO	ven 21		dim 21		mer 21	
sam 22		mar 22		jeu 22		dim 22		mer 22		mer 22		sam 22		lun 22		jeu 22	
dim 23		mer 23		ven 23		lun 23		jeu 23		jeu 23		dim 23		mar 23		ven 23	
lun 24		jeu 24		sam 24		mar 24	OO	ven 24		ven 24		lun 24		mer 24		sam 24	
mar 25	OO	ven 25		dim 25		mer 25		sam 25		sam 25		mar 25		jeu 25		dim 25	
mer 26		sam 26		lun 26	Noël	jeu 26		dim 26		dim 26		mer 26		ven 26		lun 26	
jeu 27		dim 27		mar 27		ven 27		lun 27		lun 27		jeu 27		sam 27		mar 27	
ven 28		lun 28		mer 28		sam 28		mar 28		mar 28		ven 28		dim 28		mer 28	
sam 29		mer 29	OO	jeu 29		dim 29		mer 29		mer 29		ven 29		lun 29	Pentecôte	jeu 29	
dim 30		mer 30		ven 30		lun 30		jeu 30		jeu 30		dim 30		mar 30		ven 30	Cloûture session
lun 31		mer 31		sam 31		dim 31		lun 31		ven 31		mar 31		mer 31			

Semaines du Gouvernement
 Semaines de Sénat
 Semaine de contrôle
 P.F.S.S.
 P.F.F.
 P.L.F.
 Suspension des travaux en séance plénière
 Espaces réservés aux groupes politiques
 Séances de OO
 Séances de OAG